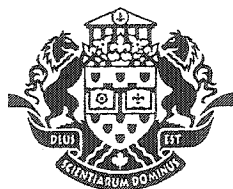


NOTE TO USERS

This reproduction is the best copy available.

UMI[®]



Université d'Ottawa • University of Ottawa



Université d'Ottawa - University of Ottawa

FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES

FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES

Martin CARDINAL

AUTEUR DE LA THÈSE - AUTHOR OF THESIS

M.A. (Sociologie)

GRADE - DEGREE

Département de sociologie

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT - FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

TITRE DE LA THÈSE - TITLE OF THE THESIS

Étude comparative des théories des mouvements sociaux : Le cas de
l'altermondialisation

R. Leroux

DIRECTEUR DE LA THÈSE - THESIS SUPERVISOR

CO-DIRECTEUR DE LA THÈSE - THESIS CO-SUPERVISOR

EXAMINATEURS DE LA THÈSE - THESIS EXAMINERS

L. Laczko

Y. Thériault

J.-M. De Koninck, Ph.D.

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DES ÉTUDES
SUPÉRIEURES ET POSTDOCTORALES

DEAN OF THE FACULTY OF GRADUATE
AND POSTDOCTORAL STUDIES

**Étude comparative des théories des mouvements sociaux : Le cas de
l'altermondialisation**

Par : Martin Cardinal (996426)

Projet de thèse déposé à la Faculté des études supérieures et postdoctorales
Dans le cadre du programme de Maîtrise ès arts (sociologie)

Université d'Ottawa
Le 24 juin 2004

© Martin Cardinal, Ottawa, Canada, 2004



Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

ISBN: 0-494-01431-8

Our file Notre référence

ISBN: 0-494-01431-8

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

Étude comparative des théories des mouvements sociaux : Le cas de l'altermondialisation – Par : Martin Cardinal (996426)

Résumé

L'étude des mouvements sociaux est dominée par deux écoles : la théorie de la mobilisation des ressources et la théorie des nouveaux mouvements sociaux. Il est souvent nécessaire de les combiner afin de créer une théorie « juxtaposée » plus complète. Quatre critères d'analyse sont proposés dans le but de non seulement comparer les deux écoles, mais aussi d'étudier un mouvement concret, l'altermondialisation. Ces critères sont : le contexte, l'émergence, l'organisation et les fins/l'évaluation du mouvement altermondialiste. Ces critères sont appliqués au mouvement dans le but de créer un modèle analytique synthétique capable d'étudier son caractère unique. Une telle approche est essentielle pour l'étude d'un mouvement comme l'altermondialisation qui est à la fois hétérogène (dans sa composition) et homogène (dans son objet d'opposition).

Remerciements

J'aimerais premièrement remercier M. Robert Leroux non seulement pour son aide, ses conseils et ses consignes tout au long de cette aventure qui est la thèse de maîtrise, mais aussi pour son encouragement et incitation d'entreprendre l'aventure. J'aimerais aussi remercier M. Leslie Laczko et M. Joseph Yvon Thériault qui m'ont remis sur la bonne piste en début de projet.

Il est essentiel aussi que je remercie les professeurs qui m'ont, au cours de ma carrière comme étudiant, encouragé, mais surtout éclairé : Mme Line Beauchesne, M. André Tremblay, Mme Lucie Dumais, et M. Alvaro P. Pires, M. Sylvio Granger, M. Daniel Lepage et M. Guy Pépin.

Finalement, j'aimerais remercier ma famille et mes amis pour leur support et encouragement. Et comme ils disent chez nous : Je réclame à cinq jury ivres!

Martin Cardinal
Ottawa, le 24 juin 2004

Table des matières

INTRODUCTION.....	1
Méthodologie.....	3
La juxtaposition théorique.....	5
Un mot sur la terminologie.....	9
CHAPITRE 1 – SURVOL DE LA THÉORIE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES	12
CHAPITRE 2 – SURVOL DE LA THÉORIE DES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX.....	17
Caractéristiques des mouvements sociaux contemporains.....	17
Les grandes lignes théoriques de la théorie des nouveaux mouvements sociaux.....	21
CHAPITRE 3 – LE CONTEXTE DE L'ALTERMONDIALISATION.....	25
Le contexte actuel : Notre époque	25
Définitions pertinentes.....	25
Caractéristiques de notre époque.....	30
Qu'est-ce que notre époque?.....	34
Notre époque et la théorie de la mobilisation des ressources	36
La théorie des cadres	36
Le modèle des occasions politiques.....	39
Notre époque et la théorie des nouveaux mouvements sociaux.....	41
La société programmée	41
Au-delà de l'industriel.....	44
CHAPITRE 4 – LA GENÈSE DE L'ALTERMONDIALISATION	46
La naissance de l'altermondialisation	46
Les origines du mouvement.....	46
Le rôle des contestations contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI)	49

L'importance des manifestations de Seattle.....	51
L'émergence d'un mouvement et la théorie de la mobilisation des ressources	
.....	54
Les théories de nature économiques.....	54
Les théories de nature politique.....	57
Les théories de nature cognitive.....	66
L'émergence d'un mouvement selon la théorie des nouveaux mouvements sociaux.....	70
De l'individuel au collectif : le rôle de l'identité collective	70
Du collectif au mouvement social : la lutte et le chercheur comme 'créateur' du mouvement.....	74
L'émergence d'un mouvement comme une réponse aux attaques de la modernisation	78
 CHAPITRE 5 – L'ORGANISATION DE L'ALTERMONDIALISATION	81
Sur l'organisation du mouvement altermondialiste	81
Une tentative de définir les acteurs	81
Les conflits causés par ce champ transnational.....	85
Les modalités structurelles du mouvement.....	86
L'unité du mouvement.....	88
L'hétérogénéité du mouvement.....	90
Le pratique derrière l'altermondialisation.....	92
La dynamique globale / locale.....	97
 L'organisation d'un mouvement selon la théorie de la mobilisation des ressources.....	99
L'organisation et l'approche économique.....	99
L'organisation et l'approche politique	101
L'organisation et l'approche cognitive.....	103
 L'organisation d'un mouvement selon la théorie des nouveaux mouvements sociaux.....	104
Touraine et la primauté du mouvement.....	104
Le rôle des réseaux.....	104
 CHAPITRE 6 – LES FINS ET L'ÉVALUATION DE L'ALTERMONDIALISATION	108
La piste incertaine de l'altermondialisation.....	108
Les tactiques du mouvement.....	108
'Violence' et 'non-violence' : le débat des tactiques à adopter.....	112

Les 'résultats' du mouvement altermondialiste.....	114
Les fins et l'évaluation selon la théorie de la mobilisation des ressources ..	118
Les fins et l'évaluation selon la théorie des nouveaux mouvements sociaux	122
Le paradoxe de Touraine : l'évaluation finale comme émergence du mouvement....	122
Au-delà de la métaphysique de l'acteur.....	124
CONCLUSION.....	128
BIBLIOGRAPHIE	134

Introduction

There's something happening here
What it is ain't exactly clear
There's a man with a gun over there
Telling me I got to beware
I think it's time we stop, children, what's that sound
Everybody look what's going down
There's battle lines being drawn
Nobody's right if everybody's wrong
Young people speaking their minds
Getting so much resistance from behind
I think it's time we stop, hey, what's that sound
Everybody look what's going down
What a field-day for the heat
A thousand people in the street
Singing songs and carrying signs
Mostly say, hooray for our side
It's time we stop, hey, what's that sound
Everybody look what's going down
Paranoia strikes deep
Into your life it will creep
It starts when you're always afraid
You step out of line, the man come and take you away
We better stop, hey, what's that sound
Everybody look what's going down
Stop, hey, what's that sound
Everybody look what's going down
Stephen Stills (pour Buffalo Springfield) - For What It's Worth (1966)

Malgré le fait que cette chanson de Buffalo Springfield date de 1966, il serait difficile de nier sa pertinence aujourd'hui. En effet, sans la date indiquée, seulement un adepte de la musique des années 60 pourrait la placer à cette époque. Mais pourquoi est-ce qu'une chanson d'une époque aussi tumultueuse que les années soixante demeure aussi juste quasiment quarante ans plus tard? La raison est complexe. Elle touche pratiquement tous les domaines du politique, de l'économique et du social, et ce tant au niveau local, national et international. De plus, elle découle de processus historiques qui ont émergé il y a plus de cent ans. Il s'agit de la mondialisation, ce phénomène four-tout qui sert à

expliquer pourquoi il existe un Euro-Disney, pourquoi une panne d'électricité aux États-Unis a des conséquences économiques à travers le monde, et pourquoi des écoles primaires en Namibie sont commanditées par Coca-cola. Mais au-delà de ces phénomènes qui, malgré un élément international, demeurent surtout local, se profilent des conflits créés par la mondialisation, et plus spécifiquement la mondialisation néo-libérale.

Avec la fin de la guerre froide, le capitalisme néo-libéral est devenu le mode de production, le modèle économique à adopter, tout comme la démocratie constitutionnelle est devenue le mode de gestion politique. Ceci a permis une expansion fulgurante dans des nouveaux marchés comme la Russie et la Chine¹; dans des nouveaux domaines comme la télécommunication, la biotechnologie et la recherche et développement; et dans des nouvelles institutions, comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et maintes autres organismes ayant comme objet l'internationalisation et la libéralisation des échanges économiques entre frontières (de moins en moins étanches). Malgré ce que nous présentent les médias du courant principal, tout n'est pas rose avec la mondialisation, et plusieurs sont en désaccord avec son fonctionnement (Mander 2001, Tabb 2000).

Ainsi, les inégalités qui ont toujours existé entre le Nord et le Sud, l'Occident et l'Orient, s'accroissent à un rythme faramineux. Les gouvernements nationaux perdent de plus en plus de pouvoir à des organismes et organisations para-gouvernementaux non-démocratiques, alors que les citoyens de toutes nations, surtout des pays du tiers-monde, font face à une déshumanisation économique et culturelle croissante, sans les bénéfices économiques promis à la population mondiale. Ces conditions, largement ignorées par la

¹ Qui pourtant demeure « communiste ».

majorité des citoyens de l'Ouest, ont attiré l'attention d'une minorité prête à livrer combat contre l'injustice. Il s'agit, essentiellement, de ceux qui réalisent que la mondialisation n'est pas un super-processus incontrôlable et uni-directionnel, mais qu'elle dépend plutôt des types de communautés qu'elle affecte, de l'identité des participants et des causes qu'elle supporte (Guidry, Kennedy et Zald 2000 : 9). Bien avant la chute du mur de Berlin, les mouvements antinucléaires, environnementaux, des droits de l'homme, et plusieurs autres, avaient commencé à s'opposer aux empiètements du capitalisme néo-libéral et de ses processus de développement. Avec l'arrivée de la primauté incontestée du capitalisme et de la mondialisation néo-libérale, l'opposition a pris une forme nouvelle, tout en recoupant les mouvements mentionnés plus haut. L'altermondialisation, comme mouvement social, s'attaque tant aux fondements de la mondialisation néo-libérale qu'aux institutions dans lesquelles elle se manifeste. Tel est l'objet de notre recherche.

Méthodologie

Dans ce travail, nous ne nous attarderons pas au problème de la détermination du statut de l'altermondialisation comme action collective. Ce point nous semble en effet évident. L'action collective se retrouve dans plusieurs formes de protestation et de processus de définitions à travers lesquelles des acteurs définissent leurs identités avec et contre l'ordre établi suivant des pistes institutionnelles ou non-institutionnelles (Maheu 1995 : 6). De plus, une revue sommaire de la couverture médiatique de l'altermondialisation nous démontre que celle-ci peut même être considérée comme un mouvement social. Cette détermination est aussi supportée par les définitions de certains auteurs sur les mouvements sociaux, comme Chazel, qui nous parle de «nouveaux

engagements et de nouvelles identifications» (1975 : 516), comme Sztompka, qui décrit le mouvement social comme «des collectivités peu organisées qui agissent ensemble d'une manière non-institutionnelle» (1993 : 276, notre traduction) ou par exemple Tilly, qui compare le mouvement social à une campagne électorale qui cherche à combattre une injustice (1998a : 467).

Ces remarques inspirent notre travail. Il cherche à analyser le mouvement altermondialiste en utilisant deux théories importantes de l'étude des mouvements sociaux : la théorie de la mobilisation des ressources (MR) et la théorie des nouveaux mouvements sociaux (NMS). On sera ainsi à même de voir quel cadre d'analyse théorique permet de mieux comprendre la question de l'altermondialisation, mais surtout quelle combinaison de ces deux théories crée ce cadre d'analyse.

Pour ce faire, il nous faut des critères d'évaluation neutres qui ne favorisent pas une école de pensée en particulier. Dans son article, intitulé *Alain Touraine, Manuel Castells and Social Movement Theory : A Critical Appraisal*, Hannigan (1985) utilise sept critères pour comparer la théorie MR à la théorie NMS dans sa critique des théories de Touraine et de Castells. Ces critères sont : le contexte de la théorie, ses caractéristiques clés, sa genèse, les bases qu'elles utilisent pour l'action collective, son organisation, ses facteurs externes et ses fins. Nous les avons modifiés en quatre critères afin qu'ils soient utilisables non seulement dans une comparaison théorique, mais aussi dans une analyse d'un mouvement concret, l'altermondialisation. Cette méthode nous permettra de déterminer quelle théorie est plus efficace dans l'étude de chacun des quatre domaines d'évaluation. Basé sur le rendement des deux théories dans ces quatre domaines d'évaluation, nous serons en mesure de

construire un cadre analytique capable d'étudier l'altermondialisation. Les quatre critères en question sont les suivants:

- 1) Le contexte du mouvement : la place et le rôle du mouvement social dans une société, ainsi que les facteurs conjoncturels importants de celle-ci.
- 2) La genèse du mouvement : les processus par lesquels se forme l'action collective pertinente au mouvement.
- 3) L'organisation du mouvement : les structures qui gèrent le fonctionnement et l'existence du mouvement après son établissement.
- 4) Les fins du mouvement et leur évaluation : les buts et fins recherchés (explicités ou non) du mouvement, et la réalisation (réelle ou imaginée) de ces buts et fins, ainsi que la possibilité d'étudier et d'évaluer cette réalisation.

La méthode est donc simple : chaque chapitre commencera avec une étude de la manifestation de chaque critère d'évaluation à l'intérieur du mouvement altermondialiste. Ensuite, nous verrons comment chaque théorie traite le critère d'évaluation en question. Bien sûr, nous ne nous attendons pas de trancher, de manière définitive, sur quelle théorie est la 'meilleure'. Nous déterminerons plutôt quelle théorie utiliser pour l'étude de chaque critère par rapport à l'altermondialisation. Ce mélange théorique prendra la forme d'une synthèse théorique.

La juxtaposition théorique

Afin de mieux expliquer cette synthèse théorique, un survol des tentatives d'unir les théories MR et NMS est nécessaire afin de voir ce que ces perspectives théoriques peuvent nous apprendre.

Chaque théorie étudie un aspect particulier des mouvements sociaux. La théorie de la mobilisation de ressources, pour reprendre la formulation de Melucci, est préoccupée avec le 'comment', tandis que la théorie des nouveaux mouvements sociaux se penche surtout sur le 'pourquoi'.

En plus, ces théories, et les critiques qui lui ont été adressées, n'étudient quand même pas le vide laissé entre les déterminants structurels des mouvements sociaux et les dynamiques psychologique qui déterminent la participation individuelle à de tels mouvements (Klandermans et Tarrow 1988 : 9-10). En d'autres mots, il nous manque encore de l'information théorique et empirique sur les processus de mobilisation qui se déploient entre les acteurs de l'époque actuelle et des tensions qui en émergent. Ce qui manque, nous disent Klandermans et Tarrow (1988, Klandermans 1991), est une meilleure compréhension à savoir comment le changement structurel est transformé en action collective. La solution préconisée par ces derniers est l'unification des deux théories. Klandermans et Tarrow proposent aussi l'utilisation d'études comparatives pour unifier les deux théories. Elle consiste en l'étude comparative de mouvements américains et européens. Une telle tentative jouerait le rôle d'expérimentation pour la fusion des approches américaines (MR) et européennes (NMS).

Les quinze ans qui ont suivi les propos de Klandermans et Tarrow n'ont pas amené une unification des théories MR et NMS, et ils n'ont pas suscité une croissance d'études comparatives des mouvements sociaux. Ceci ne veut surtout pas signifier qu'un tel exercice est impossible ou inutile. Les deux théories partagent, après tout, certains points

théoriques communs ou des points qui, avec un peu de modification, pourraient devenir communs.

Un de ces concepts est celui du réseau. Les deux théories acceptent la participation des acteurs dans des réseaux sociaux, comme source d'«identité activiste» pour la théorie NMS, et comme source de mobilisation politique pour la théorie MR (Ruggiero 1998 : 169). Ruggiero remarque aussi que ces deux théories partagent d'autres caractéristiques communes comme : la participation à des réseaux informels d'interactions, les croyances partagées et la solidarité, l'action collective axée sur des conflits et l'utilisation de la protestation et de l'activisme pour les combattre. Évidemment, cette liste ne tient pas compte du traitement différentiel de ces concepts par les deux théories, mais elle sert de point de rencontre potentiel pour les deux.

Encore plus utile est la conception théorique de Castells (examinée par Buechler 2000). Castells, dans son étude de mouvements urbains, utilise une théorisation inclusive basée plus sur le «et» que le «ou», typique de la dichotomie théorique de l'étude des mouvements sociaux. Cette perspective reconnaît des composantes de classe et des composantes qui ne lui sont pas rattachées, elle reconnaît le mélange du politique et (plutôt que «ou») le culturel des mouvements, et elle reconnaît aussi la combinaison des stratégies instrumentales et des identités expressives dans l'action des mouvements urbains (Buechler 2000 : 444). Cette approche inclusive laisse une place à l'analyse matérielle dans une approche identitaire et vice versa. Qui plus est, l'ampleur des mouvements sociaux contemporains exige un niveau d'analyse théorique plus large.

«The new dimension of the NSMs, (New Social Movements – les mouvements sociaux contemporains) from feminism to ecology, involve a reflexive relation to the objective, subjective, and social worlds insofar as they thematize issues of

personal and social identity, contest the social interpretation of norms, communicatively create and agree on new ones, and propose alternative ways of relating to the environment. There is thus no reason why the analysis of the various logics of collective action should be seen as incompatible, so long as they are not constructed as the sole rationality of collective action to the exclusion of others» (Cohen 1985 : 708).

Cet «éclectisme théorique», comme le nomme Kitschelt (1991), est essentiel pour une analyse compréhensive, non seulement des mouvements sociaux, mais du changement social aussi. Selon lui, le besoin derrière l'éclectisme découle de la complémentarité inhérente de la théorie MR. Loin d'être une force analytique de la théorie, cette capacité existe seulement parce que la théorie MR n'est pas théoriquement auto-suffisante, et se fonde sur des concepts clés et des propositions pris pour acquis (Kitschelt 1991 : 324-5). En gros, Kitschelt nous dit que le but de cet éclectisme est d'établir des liens entre différents outils et composantes de chaque approche théorique afin de construire une explication (plus) complète et autosuffisante des mouvements sociaux. Cependant, l'éclectisme théorique risque de se perdre dans l'union des deux approches théoriques, si cette dernière n'est pas bien structurée. Un éclectisme plus structuré serait donc bénéfique, comme le propose Lapeyronnie (1988).

Il propose d'établir deux niveaux d'analyse des mouvements sociaux : le niveau d'action politique et d'action instrumentale, ainsi que le niveau de structure sociale et du changement. Le niveau d'action politique et instrumentale doit être compris et analysé dans sa propre logique, en raison de sa nature d'affrontement stratégique des acteurs au pouvoir, de la participation au système politique, et de l'action des ressources qui l'oriente (Lapeyronnie 1988 : 615). Ce niveau est indépendant du contexte social, culturel ou économique dans lequel le mouvement opère. Il permet d'étudier le fonctionnement

interne du groupe, chose mieux reçue par la théorie MR et les théories sur les réseaux de l'approche NMS.

Le deuxième niveau, l'action collective et individuelle est étudiée à partir de la société dans laquelle elles existent, et le changement est vu comme un processus d'identification, d'apprentissage ou d'intérêts (Lapeyronnie 1988 : 615). Ce type d'analyse est parallèle avec les principes énoncés par la théorie NMS, ainsi que certaines variantes de la théorie MR. Il est impossible d'unir ces deux niveaux, puisqu'ils sont quasiment opposés dans leur optique d'analyse. Il est par contre possible, et comme le suggère Lapeyronnie, souhaitable de les juxtaposer. Donc, au lieu de forcer l'unification de deux théories différentes, il serait bénéfique de les juxtaposer en utilisant certains concepts théoriques d'une école pour examiner certains aspects d'un phénomène, et d'utiliser des concepts de l'autre école de pensée afin d'étudier les phénomènes ignorés par la première. Cette juxtaposition orientera cet ouvrage. Nous présenterons les points saillants des deux écoles contre le mouvement altermondialiste dans le but de déterminer précisément la nature de cette juxtaposition.

Un mot sur la terminologie

Tout au long de ce texte le terme *altermondialisation* sera utilisé. Il remplace le terme *antimondialisation* qui est largement critiqué par ce dernier, même s'il est souvent utilisé, surtout par les médias et universitaires anglophones. La raison principale derrière cette opposition est que le mouvement n'est pas nécessairement contre la mondialisation comme telle, mais plutôt contre sa manifestation néo-libérale (Barlow et Clarke 2001, Graeber 2003 et Callinicos 2003). Comme nous le verrons, le mouvement est lui-même

mondial et prône une augmentation des contacts et des relations internationales et transnationales qui ne sont pas basées uniquement sur l'accumulation croissante de richesses économiques. L'utilisation du terme altermondialisation, compte tenu de l'extrême complexité et diversité du mouvement, consiste donc d'une contradiction et, à la limite, une insulte (George 2001).

Un alternatif, proposé par Callinicos (2003 : 134), est *anticapitalisme*. Ce terme exprime, selon lui, l'opposition contre la déroute du capitalisme, qui est perçue comme la cause principale des problèmes associés à la mondialisation néo-libérale. Ce terme est un peu trop simpliste en ce qu'il attribue la culpabilité pour les excès et les abus du modèle économique mondial sur le capitalisme, même si, en théorie, un capitalisme plus humanitaire pourrait réduire ou éliminer les séquelles de la mondialisation ressenties à présent. La même critique s'applique au terme d'*anticorporation* proposé par Barlow et Clarke (2001 : 207-8). Les auteurs reconnaissent cette lacune et ajoutent que ce terme, comme toutes les autres alternatives terminologiques, ne tiennent pas compte des solutions proposées par le mouvement. Graeber (2003 : 327) propose le terme *mouvement globalisateur* (notre traduction) parce qu'il préconise la disparition des frontières et le mouvement libre des personnes, des possessions et des idées. Cependant, ces éléments ne sont pas nécessairement désirés par tous, même à l'intérieur du mouvement altermondialiste. Le terme alternatif le plus prometteur fut rédigé lors du Forum social mondial à Porto Alegre en 2002. Selon Waterman (2002), les participants de cette conférence sont arrivés au terme *mouvement de solidarité et de justice globale*. Malgré le fait

qu'il résume bien la totalité vaste et hétéroclite du mouvement altermondialiste, il est trop peu connu et trop peu accepté parmi les activistes pour l'adopter dans notre recherche.

Voici pourquoi nous allons retenir le terme *altermondialisation*. Il englobe à la fois l'opposition contre la mondialisation néo-libérale, tout en gardant une ouverture pour une mondialisation alternative. De plus, ce terme est très inclusif face aux maintes revendications de ce mouvement hautement hétérogène.

Chapitre 1 – Survol de la théorie de la mobilisation des ressources

L'histoire n'est pas faite de victoires ou de défaites momentanées, mais bien des grands mouvements qui entraînent des peuples entiers vers la gloire ou la destruction.

Louis Bromfield – Extrait de *Mrs. Parkington*

La théorie MR a émergé, lors des années 60, sur une vague de renaissance de l'étude des conflits sociaux née avec l'avènement de nouveaux genres de mouvements sociaux qui ne s'inséraient pas dans les analyses classiques. À cette époque, toute une nouvelle partie de la population (étudiants, professionnels, membres du clergé etc.) se lança dans les rues pour pratiquer un activisme qui était loin de l'irrationalité préconisée par les différentes théories classiques, comme celles de LeBon et Smelser pour en nommer quelques-unes. Ces théories classiques, basées sur des manifestations à court terme et/ou violentes, orientées par un acteur irrationnel, se voyaient très mal équipées pour comprendre les manifestations et les actions revendicatrices organisées par les mouvements de droits civils, du mouvement étudiant et du mouvement de paix, pour en nommer quelques-uns. Cette vision du mouvement social pathologique fut aussi modifiée, non seulement par l'émergence de ces nouvelles formes d'actions contentieuses, mais aussi par l'avènement de nouvelles théories sur l'action collective².

² Et ce même si des tentatives de réanimer les théories classiques existent encore, voir Useem 1998.

Ces deux oppositions fondamentales aux théories classiques furent la base théorique sur laquelle se fonda la théorie de la mobilisation des ressources (Ferree 1992 : 29). Les activités des mouvements sociaux n'étaient plus nécessairement spontanées et désorganisées, tout comme la participation à ceux-ci, n'était plus un comportement irrationnel. Pour la théorie MR, les mécontents sont ni plus ni moins rationnels que tout autre acteur politique. La rébellion consiste donc d'une activité politique par d'autres moyens (Gamson, Fireman et Rytina 1982 : 8, Buechler 1993 : 218). Ces mouvements participaient donc dans une action organisée et stratégique, effectuée par des personnes non seulement rationnelles, mais aussi dévouées. Ce sont justement ces deux facteurs, l'organisation des mouvements et la rationalité des acteurs, nous dit Ferree (1992), qui ont permis à la théorie MR de s'éloigner des anciens principes de la psychologie sociale et de la psychologie de foule, afin d'aller vers une base d'analyse plus structurelle qui mesure les ressources d'un groupe. Dans cette perspective, la rationalité de l'acteur découle d'une analyse coût/bénéfice qui oriente les décisions prises par celui-ci. Cette dynamique est largement inspirée par les théories de l'économiste Mancur Olson (1966). L'acteur rationnel remplace donc complètement la foule comme base d'analyse de l'action collective et devient une base fondamentale à la théorie MR (Cohen 1985 : 674-5, Farro 2000 : 72, Jenkins 1983 : 528).

Nous reprendrons ici quelques postulats de base de la théorie MR établis par Cohen (1985 : 675), afin de mieux délimiter ce paradigme théorique. Premièrement, les mouvements sociaux se comprennent uniquement selon un modèle conflictuel de l'action collective. Ceci a trait au caractère du conflit, de façon à le traiter non comme une crise ou

une pathologie sociale, mais plutôt comme un effet normal du fonctionnement d'une société (voir Coser 1956).

Deuxièmement, il n'existe aucune différence entre l'action collective institutionnelle et non-institutionnelle. Les deux comprennent des conflits d'intérêts intégrés dans des relations de pouvoir institutionnels. Ceci élimine donc la possibilité de traiter un groupe comme irrationnel, uniquement sur la base qu'il est exclu de la structure de pouvoir d'une société quelconque. Donc, peu importe le groupe, il comprend des conflits d'intérêt, et se retrouve dans des relations de pouvoir.

Un autre postulat de base de la théorie MR est que l'action collective comprend la poursuite rationnelle des intérêts du groupe. Ce troisième principe réaffirme la rationalité des acteurs impliqués dans une action collective donnée. Il suppose que le changement social est entrepris, non dans un climat de crise et de chaos, en d'autres mots de façon irrationnelle, mais plutôt d'une manière organisée et délibérée, c'est-à-dire de manière plus rationnelle.

Quatrièmement, les buts et revendications du groupe sont le produit des relations de pouvoir et non la source de l'établissement du groupe. Ceux-ci dépendent plutôt des changements de ressources, d'organisation et d'opportunités pour l'action collective. Ces principes, que souligne Cohen, nous mènent sur une autre piste. Au lieu de tirer un lien direct entre une injustice (réelle ou perçue) et la mobilisation, comme le fait Gurr (1970), la théorie MR affirme que la mobilisation dépend plus sur un changement de ressources, d'organisation et d'opportunités favorables à l'action collective que sur l'existence d'une

condition négative particulière (voir aussi Jenkins 1983 : 528). C'est de ces deux points que la théorie de la mobilisation des ressources tire son nom.

En cinquième lieu, le succès d'un groupe est mesuré par la reconnaissance de celui-ci comme acteur politique ou par l'augmentation de biens matériels. Celui-ci soulève l'importance de la sphère politique tout en assurant un moyen d'analyser l'efficacité d'un groupe. Dans cette perspective, le but d'un mouvement social est donc, au minimum, la reconnaissance des groupes au pouvoir, et comme but ultime, l'intégration au pouvoir politique. Ainsi, l'augmentation de ressources permet de démontrer un certain progrès vers l'atteinte des buts.

Finalement, la mobilisation s'effectue parmi des organisations formelles, bureaucratiques, spécialisées et à grande échelle. Ce dernier principe sert aussi à délimiter les théories classiques de la théorie MR de ses variantes plus modernes. Son but est de démontrer que la mobilisation réelle n'est pas un phénomène de foule, mais plutôt un processus qui s'opère à l'intérieur d'une organisation plus formelle.

Même si nous allons voir la théorie MR en plus de détail, il importe de traiter d'un deuxième point de vue qui diverge quelque peu de celui de Cohen. Pour la majorité des principes soulignés ci-dessus, Jenkins (1983) émet des propositions semblables. Toutefois, les deux derniers principes sont contredits ouvertement par l'auteur dans son excellent article *Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements* où, il discute de l'organisation générale des mouvements sociaux. Jenkins s'oppose à l'idée que l'institutionnalisation est l'unique but des mouvements sociaux. De ce fait, il réfute la proposition de Cohen selon laquelle la mobilisation prend place uniquement dans des

milieux bureaucratisés et organisés. Jenkins propose plutôt une division des types d'organisations de mouvements sociaux en deux groupes : centralisés et bureaucratiques d'un côté, et décentralisés et informels de l'autre. Comme le nom l'indique, le premier groupe est caractérisé par une structure formelle où il existe une division du travail claire (Jenkins 1983 : 538). Le deuxième groupe, lui aussi bien nommé, est caractérisé par un réseau informel où il existe une faible division du travail. Cette structure décentralisée, selon Jenkins, permet une mobilisation améliorée en fournissant des liens interpersonnels qui génèrent une certaine solidarité qui renforcent l'engagement idéologique. Bref, les différents genres d'organisations de mouvement correspondent à de différents buts.

Chapitre 2 – Survol de la théorie des nouveaux mouvements sociaux

Le but n'est rien, le mouvement est tout.

Anonyme

Caractéristiques des mouvements sociaux contemporains

Avant de procéder à un survol de la théorie des NMS, il importe d'examiner l'objet de cette théorie : les mouvements sociaux contemporains. Au lieu de fournir une définition solide des mouvements sociaux contemporains, qui n'existe pas d'ailleurs, nous avons choisi de souligner quelques caractéristiques clés qui nous permettront de tirer une esquisse de l'objet et du parcours théorique de la théorie des nouveaux mouvements sociaux. Ceci permettra de mieux contextualiser la théorie NMS et facilitera sa compréhension. Nous utilisons ici le terme de Cohen (1985 : 670), celui de *mouvements sociaux contemporains*, afin de décrire ce qui est plus communément connu sous le nom de *new social movements* dans la littérature anglophone.

Le premier facteur à considérer est l'utilisation de réseaux faiblement structurés de façon délibérée, et non comme le résultat d'un manque de ressources ou d'organisation (Rucht 1990 : 158).

«...(N)ew social movement theory recognizes a variety of submerged, latent, and temporary networks that often undergird collective action, rather than assuming that centralized organizational forms are prerequisites for successful mobilization» (Buechler 1995 : 442).

Les mouvements sociaux contemporains ne sont pas formés de structures formelles, mais plutôt de participants, d'actions revendicatrices, de représentations, de réseaux, de bénévoles, etc. démarqués de manière très fluide (Offe 1985 : 829). L'utilisation de réseaux par les mouvements sociaux contemporains, tant pour la formation du mouvement que pour son fonctionnement, est perçue et utilisée comme une force et non comme une problématique. Cette organisation en réseau assure une fluidité théorique et structurelle qui permet une plus grande autonomie au niveau local (Johnston et Laraña 1994 : 8, Pichardo 1997 : 416).

Ces mouvements sont également reconnus pour l'utilisation de toute une gamme de tactiques et d'actions originales, qui passent de la non-violence jusqu'à des tactiques de mobilisations radicales et perturbatrices, soit l'anarchisme et la désobéissance civile, pour en nommer quelques-unes (Johnston et Laraña 1994 : 8). Deux phénomènes expliquent cette variété d'action. Le premier a trait à l'ampleur des causes revendiquées et des problèmes administratifs qui en découlent alors que le deuxième a trait à la structuration des mouvements qui est plus ouverte aux alliances et au partage entre différents groupes (Rucht 1990 : 160-1). Ces conditions poussent les manifestations et le travail des mouvements sociaux contemporains à l'extérieur des canaux politiques habituels en faveur de protestation plus ouverte, plus perturbatrice et dramatique dans le but de modifier l'opinion publique (Pichardo 1997 : 415).

Ces mouvements ne dépendent pas, non plus, des partis politiques établis; ils existent à l'extérieur de la sphère politique professionnelle. Ils adoptent une certaine dissociation face à la société, qui se manifeste par leur antagonisme au secteur politique

professionnel (Klandermans et Tarrow 1988 : 7). Malgré cet éloignement du politique, les mouvements sociaux contemporains demeurent quand-même politiques en nature, par leur génération et utilisation occasionnelle de pouvoir politique (Offe 1990 : 233). Melucci tire un lien encore plus important: «The existence of channels of representation and of institutional actors capable of translating in 'policies' the message of collection action is the only condition preserving movements from atomization or from marginal violence (Melucci 1985 : 815).

Ils «représentent (aussi) une critique universaliste et non-réactionnaire de la modernité et de la modernisation par ses attaques contre sa rationalité technique, économique, politique et culturelle...» (Offe 1990 : 233, notre traduction). La transition de la société industrielle à la société post-industrielle, et la perte d'identité et l'intervention croissante de l'État, qui en sont synonyme, crée un besoin pour de nouveaux groupes opposés à ces forces de contrôle social (Klandermans 1986 : 23). Le but des mouvements sociaux est souvent de trouver une nouvelle relation avec la nature, le corps humain, le travail, la consommation et le rôle des sexes (Klandermans et Tarrow 1988 : 7). La nature des mouvements sociaux contemporains est, de toute évidence, intimement liée à la modernisation et ses effets conjoncturels. L'analyse des mouvements sociaux contemporains requiert donc qu'on assigne un rôle important aux dynamiques de modernisation et des valeurs qui en découlent. Par exemple, l'importance des valeurs post-matérielles dans l'action collective contemporaine (Buechler 1995 : 442). Peu importe l'objet de revendication spécifique, qu'elle soit l'égalité féminine, la paix ou l'élimination des armes nucléaires, elle est souvent complexe et difficilement résolue par une simple

redistribution des moyens de production ou de la richesse dans un système politique. Les objets de revendication, qui sont souvent de nature personnelle et intime, tels que l'orientation sexuelle ou la santé physique et psychologique, sont beaucoup plus complexes et variés que des causes plus politiques comme l'inégalité en matière d'emploi (voir Pichardo 1997: 414). L'éducation, la vie en banlieue, etc., augmentent le taux de compétition, et par conséquent, le niveau d'insatisfaction et contribue à une destruction qualitative de la vie humaine.

«The new social movements...now present an alternative vision of modernity predicated upon developing economic systems, social institutions, and cultural values that might preserve more autonomous spheres of personal identity and social action from the onslaught of state/corporate instrumentalization. They present the alternative grammars for the *forms of life*, which stress non-productivist interests, discursive decision-making procedures, and new modes of modernizing change that would empower clients, consumers, and citizens as their innovative tactics resist the colonizing influence of state/corporate technocratic modernizers» (Luke 1994 : 243, souligné dans l'original).

Notre dernier point, qui semble plus significatif, touche aux rapports entre les mouvements sociaux contemporains et le rôle que joue l'identité. Ce type de mouvement social comprend l'émergence de nouvelles dimensions de l'identité, de façon à ce que les enjeux principaux du mouvement deviennent identitaires plutôt qu'économiques ou politiques (Johnston et Laraña 1994 : 7, Cohen 1985 : 665). Cela signifie que l'action et/ou les résultats politiques du mouvement proviennent d'un processus de construction d'identité effectué entre les membres d'un groupe et entre les groupes et autres structures de pouvoir et/ou de changement. Toutefois, le lien entre l'individuel et le collectif est embrouillé : les actions collectives, vécues par les individus du groupe, deviennent des éléments identitaires personnels.

«Unlike most 'old social movements', which were inspired by Marxian, liberal or socialist programs for redistributing material resources, 'new' social movements often have adapted agendas aimed mainly at redefining cultural identities.» (Luke 1994 : 243)

Le but du groupe dépasse ainsi la simple rencontre des buts fixés. L'existence même du groupe représente la lutte et l'opposition aux valeurs et à la culture de la société, de façon à ce que la raison d'être du groupe devienne le support pour le mouvement, et non nécessairement le changement social (Shefner 1995 : 598, citant Melucci 1989). Une telle action identitaire implique des acteurs qui sont conscients de leur capacité de créer des identités et au courant du rôle des relations de pouvoir dans leurs constructions sociales (Cohen 1985 : 694). La construction d'une identité ne se déroule pas dans un vacuum, elle implique des relations, constamment retravaillées, entre l'acteur et son milieu. En conséquence, la théorie NMS étudie la problématique du processus de construction d'identité collective et des «rapports identitaires de groupes» (*identifying group interests*), tout comme elle traite les griefs et les idéologies comme des constructions sociales, au lieu de traiter les groupes et leurs intérêts comme déterminés structurellement (Buechler 1995 : 442).

Les grandes lignes théoriques de la théorie des nouveaux mouvements sociaux

Maintenant que nous avons une meilleure idée de l'objet de la théorie des nouveaux mouvements sociaux, il sera plus facile de comprendre quelques-unes de ces grandes lignes théoriques. Nous verrons en détail, les spécificités des grands auteurs de l'école, notamment Alain Touraine et Alberto Melucci, dans les chapitres sur les quatre critères d'évaluation.

Contrairement à la théorie de la mobilisation des ressources, qui base l'action collective sur des conditions matérielles (qu'elles soient proprement matérielles ou non), la théorie NMS base sa logique d'action sur des fondements plus idéals, tels que l'identité et la culture. Elle se divise dans plusieurs variations qui suivent souvent des lignes très différentes.

Une première perspective du paradigme NMS, que nous appellerons culturelle, met l'accent sur le conflit fondamental entre les mouvements sociaux contemporains et les modèles culturels (*cultural patterns*) dominants (Neidhardt et Rucht 1991 : 441). Cette perspective, elle-même très variée, préconise que l'existence des mouvements sociaux contemporains démontre la présence d'un conflit historique pour le contrôle de la «sphère de reproduction» conjoncturelle, et non simplement pour le pouvoir économique ou politique. Ce sous-groupe théorique comprend les théories d'Alain Touraine (1978, 1985), de Klaus Eder (1982, 1985, 1993) et d'Alberto Melucci (1980, 1985, 1989). L'analyse utilisée par les tenants de cette perspective attribue une importance spéciale aux questions d'autoréflexion, d'identité collective et des processus d'apprentissage collectif. Cette perspective sera la plus utile dans l'évaluation des quatre critères de comparaison en raison de sa différence face à la théorie MR, et son vaste assortiment théorique. Une deuxième perspective, que nous appellerons politique, traite les mouvements sociaux contemporains comme de nouveaux «paradigmes politiques». Ici, l'accent est mis sur la distribution du pouvoir, l'intervention des états, et les effets secondaires de l'État providence. Cette perspective a été développée, notamment, par Offe (1985, 1990, 2000) et Nedelmann (1984).

Malgré cette division de perspectives à l'intérieur de la théorie NMS, quelques concepts généraux émergent. Buechler (1995 : 442-3) en souligne six en particulier. Premièrement, la théorie NMS traite l'action symbolique dans la société ou la sphère culturelle comme un endroit important de l'action collective au même titre que l'action instrumentale dans l'État ou la sphère politique. Ce point réaffirme le rôle du monde des idées à côté du monde matériel dans la dynamique de l'action collective.

La deuxième caractéristique touche les méthodes de recherches de mouvements sociaux. Elle nous dit que les théoriciens de l'école NMS poussent des processus qui promouvaient l'autonomie et l'autodétermination à la place de stratégies qui maximisent l'influence et le pouvoir du groupe.

Le troisième point souligne le fait que certains théoriciens assignent un rôle important aux valeurs post-matérielles dans l'action collective contemporaine. Ce point est le reflet des caractéristiques des mouvements sociaux contemporains et leur interaction intime avec l'époque dans laquelle ils existent, la nôtre.

Quatrièmement, la théorie NMS porte sur la problématique du processus de construction d'identités collectives et d'intérêts de groupe de type identitaire, au lieu de traiter les groupes et leurs intérêts comme déterminé structurellement.

Cinquièmement, cette théorie souligne la tendance de traiter les griefs et l'idéologie d'un mouvement social comme une construction sociale, et non comme le résultat direct de l'endroit structurel du mouvement.

La sixième et dernière caractéristique générale de la théorie NMS comprend la reconnaissance d'une variété de réseaux qui oriente l'action collective. Ce point, partagé

dans une certaine mesure avec la théorie de la mobilisation de ressources, prend une place plus centrale dans la théorie des nouveaux mouvements sociaux. Le réseau occupe vraiment une place centrale dans le fondement d'un mouvement, plutôt qu'un simple modèle organisationnel parmi plusieurs autres, comme en est le cas de la théorie MR. Il reste à procéder à l'évaluation comparative du mouvement altermondialiste.

Chapitre 3 – Le contexte de l’altermondialisation

Concevez toujours une chose en la considérant dans un contexte plus large – une chaise dans une pièce, une pièce dans une maison, une maison dans un quartier, un quartier dans une ville.

Eliel Saarinen

Le contexte actuel : Notre époque

Le mouvement altermondialiste, comme tout mouvement social, dépend du contexte, du milieu dans lequel il se meut. Pour mieux l’étudier, il faut définir l’époque actuelle, c’est-à-dire (tenter de) définir ses caractéristiques principales, soit la mondialisation et le transnationalisme. Nous approfondirons ensuite ces définitions en énumérant certaines caractéristiques politiques, économiques et culturelles de l’ère dans laquelle nous vivons. De plus, nous tenterons de mieux définir ce que nous entendons par notre époque.

Définitions pertinentes

Que la mondialisation soit le phénomène le plus important à marquer l’époque suivant la fin de la guerre froide est incontestable, mais de le définir de manière définitive est impossible. Une vaste panoplie de théoriciens s’est penchée sur la question. Comment donc procéder à une définition?

La réponse que nous allons adopter est de retenir uniquement les définitions et théories multifactorielles, c’est-à-dire les définitions qui tiennent compte de l’immense complexité toujours changeante de l’ère dans laquelle nous vivons, et des mondialisations

(Guidry, Kennedy et Zald 2000). Pour cette raison, nous devons ignorer l'histoire de la mondialisation (Hopkins 2002), les définitions purement culturelles (King 2002) ou les théories non-matérielles qui manquent de fondements dans le réel (Laïdi 2000).

Ulrich Beck a distingué les multiples dimensions et domaines de la mondialisation. Il a notamment souligné le rôle important des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC), l'écologie, l'économie, l'organisation du travail, ainsi que la culture et la société civile dans cette dynamique (Beck 1997b : 19). Pour Giddens (1994 : 77) quatre critères définissent la mondialisation: 1) les systèmes d'État-nation; 2) l'économie capitaliste mondiale; 3) la division internationale du travail et; 4) l'ordre militaire mondial. Il souligne aussi la tendance, présente dans les médias de masse, qui réduit la mondialisation à sa dimension économique. Toutefois, la simple énumération des domaines affectés n'élucide pas nécessairement les enjeux de la mondialisation. Beck (1997b : 9-11) suggère trois définitions qui démontrent un par un l'impact de la mondialisation sur les domaines politiques, culturels et économiques. Ces concepts sont :

- La globalisation : «... the process through which sovereign national states are criss-crossed and undermined by transnational actors with varying prospects of power, orientation, identification and networks.»
- La globalité : «....means that we have been living for a long time in a world society, in the sense that the notion of closed spaces has become illusory», et aussi la totalité des relations sociales qui ne sont pas déterminée par les politiques étatiques.

- Le globalisme : «...the view that the world market eliminates or supplants political action - that is, the ideology of rule by the world market, the ideology of neoliberalism.»

Suite à ces définitions, il importe de mentionner deux points. Premièrement, et Beck lui-même l'affirme, l'existence de ces phénomènes ne signifie pas que nous faisons présentement affaire à un gouvernement global ou que ce futur nous attend irrévocablement. La mondialisation comprend plutôt un *nexus* de relations et d'interactions entre acteurs locaux et nationaux à l'intérieur d'une structure globalisante : le capitalisme néo-libéral. Deuxièmement, et voici la force de l'analyse de Beck, chaque définition qui touche à un domaine propre de la mondialisation, en recoupe un autre. Cela démontre la multiplicité et l'interconnexion des domaines de la mondialisation ainsi que la fluidité des relations entre ces domaines.

De son côté, Giddens reprend les deux points soulignés ci-dessus. Pour lui, «(l)a mondialisation concerne essentiellement ce processus d'étirement, dans la mesure où les modes de relation entre différents contextes sociaux ou différentes régions forment peu à peu un réseau couvrant la surface du globe» (Giddens 1994 : 70). Comme Beck, Giddens n'interprète pas l'interconnexion des entités mondiales comme signe de l'existence d'un gouvernement global, il affirme seulement l'existence et l'ampleur de ce réseau mondial. Pour ce qui est de la globalisation, Giddens (1994 : 70) nous dit qu'elle «...peut...être définie comme l'intensification des relations sociales planétaires, rapprochant à tel point des endroits éloignés que les événements locaux seront influencés par des faits survenant à des milliers de kilomètres et vice-versa». Cette définition de la globalisation réaffirme aussi

l'interdépendance des domaines politiques, sociaux et économiques. Donc, au lieu de parler de relations linéaires et/ou unidirectionnelles entre les secteurs de la mondialisation, il est question ici de réseaux interconnectés. L'idée de réseaux est aussi prédominante dans les théories de Castells (1996), pour qui la modernité et la mondialisation créent littéralement une «société en réseaux». Cette dualité des définitions entre mondialisation et globalisation porte plus de confusion qu'elle n'en règle, dû en large mesure au lien intime qui existe entre les deux points que nous avons soulignés, et qui sont supportés par les définitions de Beck et de Giddens. À cette fin, le terme *mondialisation* va regrouper ceux de globalisation, globalité et globalisme afin de regrouper l'ensemble de ses caractéristiques.

La mondialisation est donc un phénomène multidimensionnel qui effectue une transformation matérielle et symbolique dans les domaines économiques, politiques, culturelles et sociales tant aux niveaux locaux, nationaux et transnationaux, et ce largement basé sur le fonctionnement et les idées des structures du capitalisme néo-libéral. Loin d'être une définition précise, ce résumé nous permet de mettre en perspective la totalité et l'ampleur de la mondialisation. Toutefois, il reste à examiner un concept important non seulement à la définition que nous venons d'établir, mais aussi à la mondialisation néo-libérale et à la résistance qui en découle : il s'agit du transnationalisme.

Le transnationalisme comprend l'établissement et l'opération de liens entre entités organisationnelles au-dessus et à travers les frontières géopolitiques reconnues³. Ces entités peuvent varier grandement et inclure les gouvernements, les corporations commerciales et mêmes des mouvements locaux avec des liens externes. La distinction est souvent faite

³ Et même certaines frontières qui ne sont pas reconnues.

entre transnationalisme par le bas et transnationalisme par le haut. Pour ce qui du transnationalisme par le haut, il existe dans les conditions suivantes :

«...quand les multinationales, médias, processus de marchandisation et autres structures et processus macro-social, qui dépassent au moins deux états, ne sont pas produits et projetés également dans tout les endroits, mais sont contrôlés par des élites puissantes...» (Drainville 1998 : 66, notre traduction).

Le transnationalisme par le haut est essentiellement cette formation de liens opérationnels plus formels et bureaucratiques qui existent entre des gouvernements et institutions politiques et économiques (publique et privé) qui sont dit légitimes et qui cherchent habituellement l'élargissement et la libéralisation de flux économiques internationaux.

Le transnationalisme par le bas lui

«...génère des pouvoirs multiples et contre-hégémonique parmi les non-élites. Il s'agit de la création d'une nouvelle espace social, entre au moins deux nations, qui est basé fondamentalement dans la vie de tout les jours, et dans les activités et relations sociales d'acteurs quotidiens» (Drainville 1998 : 67, notre traduction).

Le transnationalisme par le bas est donc le processus parallèle du transnationalisme par le haut qui se déroule à un niveau plus informel, axé surtout sur l'opposition d'un ou de tous les enjeux négatifs de la mondialisation néo-libérale. Ceci ne signifie pas que la distinction haut/bas équivaut à une distinction institutionnalisée/dé-institutionnalisée. D'ailleurs, plusieurs organismes non-gouvernementaux (ONG) s'opposent aux processus de la mondialisation, mais peuvent s'équiper d'organisations et de bureaucraties impressionnantes.

La distinction haut/bas réside plutôt sur deux volets. Le premier étant celui de légitimité. Les entités comprises dans le transnationalisme par le haut, les sociétés internationales, les gouvernements, les institutions para-gouvernementales, bénéficient

d'une légitimité plus haute que les entités comprises dans le transnationalisme par le bas, les ONG, les mouvements *grassroots* et autres groupes revendicateurs.

Le deuxième volet de distinction touche le lieu de l'action des deux différents types de transnationalisme. Le transnationalisme par le haut tire typiquement ses origines à un niveau international (entre nations) ou supranational (indépendant des nations). De là, les effets de ce type de transnationalisme se font ressentir vers le bas, vers le niveau local. Le transnationalisme par le bas est typiquement composé de groupes et/ou d'acteurs qui opèrent plutôt à un niveau local. Cette action locale est ensuite liée à une structure extra-locale et même internationale. Ce niveau est souvent associé aux mouvements de base, les mouvements *grassroots*, qui mettent surtout l'accent sur la défense d'une cause, d'un territoire ou même d'un mode de vie (Mahler 1998 : 51).

Caractéristiques de notre époque

Nous avons tenté de définir et de délimiter la mondialisation et le transnationalisme. Ces deux phénomènes sont d'une importance fondamentale dans les secteurs politiques, économiques, sociaux et culturels. Par contre, nous n'avons pas démontré comment la mondialisation influence ces domaines. Cette dynamique marque notre époque et la distingue de la période de la guerre froide.

La définition de Mittleman démontre bien l'ampleur des effets de la mondialisation. Elle porte sur les différents domaines que touche la mondialisation ainsi que la nature interconnectée et interdépendante de ses processus. Également, elle définit en détail les influences des processus de la mondialisation sur les différents domaines conjoncturels.

« The manifestations of globalization include the spatial reorganization of production, the interpenetration of industries across borders, the spread of financial markets, the diffusion of identical consumer goods to distant countries, massive transfers of population...resultant conflicts between immigrant and established communities in formerly tight knit neighbourhoods, and an emerging worldwide (though not universal) preference for democracy» (Mittleman 2000 : 15).

Au niveau politique, la caractéristique la plus importante à noter est la perte de pouvoir de l'État-nation. Comme la mondialisation internationalise et extériorise plusieurs processus opérationnels, soit en créant des institutions extra-étatiques, soit par l'augmentation des corporations transnationales, l'État se voit de moins en moins capable d'exercer une influence dans certains domaines. L'OMC est un excellent exemple de ceci. Au nom de conditions d'échange libre, elle peut forcer un gouvernement, par l'entremise de sanctions économiques, de modifier ou d'abandonner des projets de lois nationaux et locaux. Cette crise est créée par une augmentation de flux entre nations et la tendance des nations de tenter de contrôler ces flux (Mittleman 2000 : 238, Castells 1996). Ces flux comprennent le capital, la technologie, les immigrants, et maints autres biens et services, et renvoient souvent à des conditions et processus qui sont hors du contrôle de l'État. Toutefois, ceci ne signifie pas nécessairement la fin de l'État, du moins dans un futur proche. Les États demeurent, après tout, des acteurs politiques dominants sur la scène mondiale, et les états, surtout les plus puissants, occupent le rôle d'acteur transnational aussi (Tarrow 2001 : 2-3).

La mondialisation redessine aussi les clivages idéologiques populaires de gauche et de droite (Fougier 2000, Beck 1997a : 102). La division classique entre gauche et droite se voit graduellement remplacée par une nouvelle division, ce que Fougier appelle les «nébuleuses» centriste et contestataire. La 'nébuleuse centriste' regroupe les forces

politiques susceptibles de venir au pouvoir. D'autant plus, elle est marquée par le *statu quo* en ce qu'elle rejette les alternatives à la démocratie pluraliste et à l'économie de marché libre de type néo-libéral, en faveur d'approches plus conciliatrices qui cherchent à modifier le système plutôt que de l'abolir (Fougier 2000 : 8-9). La nébuleuse contestataire comprend la gauche radicale et la droite nationaliste-populiste et cherche plutôt le remplacement des structures de pouvoir. Ce groupe est marqué par une grande variété de revendications et, dû à son caractère plus extrême, est exclu et s'exclut du pouvoir (Fougier 2000 : 9-10).

Au niveau économique on parle de l'inexorabilité de la mondialisation économique (Petrella 1997 : 10). La relation entre la mondialisation et le domaine économique est marquée par une interdépendance importante. Cette relation est si interconnectée qu'il serait possible d'argumenter, dans le style de l'œuf et de la poule, qu'un est responsable de l'autre. Revenons à l'inéluctabilité de la mondialisation économique. Petrella (1997 : 13, 24) souligne trois conditions qui ont assuré une concrétisation du lien entre l'économie et la mondialisation, elles sont : la libéralisation des marchés, la déréglementation de l'économie, et la privatisation de l'économie. En plus de cimenter la mondialisation économique, ces conditions ont moulé un type de capitalisme néo-libéral représentatif de l'époque actuelle. Ce capitalisme est axé principalement sur l'accumulation du capital dans un contexte de travail et de produits concurrentiels et internationaux, qui s'est équipé d'un industrialisme basé sur la transformation de la nature et du développement d'un environnement manufacturé (Giddens 1994 : 65). C'est justement ce fonctionnement de l'économie capitaliste qui a créé les conditions si largement dénoncées par les mouvements environnementaux,

travailleurs et des droits de la personne. C'est-à-dire un environnement de *outsourcing* dans les domaines privés et de privatisation dans les domaines publics où le Tiers-monde sert de source de main d'œuvre à bon marché. Ce climat économique a aussi créé un réseau de corporations transnationales qui ne sont pas responsables pour leurs actions (Mittleman 2000 : 239). Le moteur principal de la mondialisation économique est les NTICs. L'information, ainsi que les réseaux et les machines qui la bougent et la manipulent, est la ressource centrale de notre époque (Melucci 1995b : 434, Castells 1996).

La mondialisation a aussi influencé l'existence culturelle de l'époque actuelle. Claus Offe (2000 : 78) le souligne particulièrement bien. Il met en évidence trois tendances culturelles. La première est esthétique en nature et comprend la tendance vers l'homogénéisation transnationale de la culture, surtout dans les grands centres urbains mondiaux. La deuxième tendance est cognitive et comprend l'émergence de puissantes contre-tendances, habituellement d'origine locale, comme symbole de résistance à l'uniformisation de la culture. La troisième tendance, morale-politique, consiste en une perte de potentiel de mobilisation politique derrière des idées de libération, justice sociale et paix internationale, en faveur d'idées de nouvelles formulations de l'existence humaine. Offe caractérise cette tendance de postmoderne⁴. Selon lui, malgré le fait que ces processus transnationaux culturels servent de preuve que l'action humaine est capable de créer sa propre espace culturelle (voir aussi Melucci 1996 : 8), ils démontrent le caractère déshumanisant de la mondialisation culturelle.

Ces caractéristiques négatives et anti-démocratiques de la mondialisation et du mode de production néo-libérale qui l'anime composent les séquelles de notre époque, et

⁴ Nous reviendrons sur la question de cette terminologie dans la prochaine sous-section.

comme nous le verrons, elle consiste en l'objet du mouvement altermondialiste. Tout au long de cette section, nous avons utilisé les termes «notre époque», «présentement», «l'ère dans laquelle nous vivons», etc. Nous allons maintenant approfondir ce que nous entendons par ces termes.

Qu'est-ce que notre époque?

Comment nommer nos sociétés? Postindustrielles? Complexes? Capitalistes avancés? (Melucci 1984 : 826). Cette question motive notre recherche pour une conception plus claire et plus simple afin de nommer notre époque historique.

Plusieurs théoriciens ont tenté de définir l'époque dans laquelle nous vivons, l'époque marquée par les phénomènes et conditions que nous avons énumérées dans la section précédente. Leurs perspectives théoriques cherchent toutes, à leurs manières respectives, à marquer la différence entre notre époque et l'époque précédente. La date de délimitation historique est quasiment aussi débattue que le nom de l'époque que l'on cherche à délimiter. Mais afin de se fournir une base analytique stable, nous allons fixer cette date à la tombée du mur de Berlin. Même si les fondements structurels de la mondialisation néo-libérale précèdent cet événement, c'est à ce moment (symbolique) que l'hégémonie du capitalisme néo-libéral et de la démocratie furent 'confirmées' dans l'histoire. Ce point historique nous servira de point de départ pour les discussions qui suivent.

Plusieurs théories placent notre époque en relief à la modernité industrielle-rationnelle (le postmodernisme) avec des résultats discutables (voir Bunge 1999 pour un aperçu), ou en relief à l'industrialisation (postindustriel). Ces théories traitent aussi notre

époque comme des continuations de processus historiques, soit le capitalisme (le capitalisme avancé). Certaines théories, plus prometteuses, par exemple celle de la société réflexive de Beck (1997a), conçoivent une société en changement continuuel qui doit prendre conscience de ce changement et l'orienter au loin du laissez faire postmoderniste. De plus, l'utilisation de préfixes et d'adjectifs pour décrire le présent indique l'incapacité des deux grands paradigmes conjoncturels, la société capitaliste et la société industrielle, d'interpréter les changements sociaux qui les chavirent constamment (Melucci 1995b : 433). Notre société, comme le remarque Beck, est ni capitaliste, ni post-capitaliste, ni postmoderne. Elle est plutôt une modernité qui commence à douter d'elle-même, une modernité qui, si tout se déroule bien, fera du doute la mesure et la structure de ses propres limitations et modifications (Beck 1997a : 163). Ce doute, ce questionnement souligne le besoin de s'éloigner des tentatives de nommer une structure sociale en changement continuuel. Il serait plus sage de nommer l'époque dans laquelle cette structure sociale existe afin de tenir compte de la fluidité continuelle des processus de changements sociaux qui influencent les structures de l'époque. Ceci nous permettrait de faire face à l'inconnu, au lieu de se cacher derrière une terminologie qui saisit difficilement l'ampleur du phénomène (Melucci 1995b : 434).

La confusion, que souligne Melucci et plusieurs autres, face à la question de définir et d'analyser l'ère dans laquelle nous vivons, peut être réduite par l'utilisation du concept de *notre époque* ou *l'époque actuelle*. Celui-ci n'affirme aucun penchant théorique, comme le ferait l'utilisation du terme *postmoderne*, et il ne trahit pas un favoritisme théorique pour certaines qualités de notre époque, comme le ferait le terme *post-industriel*. Il n'est pas

nécessairement question ici de critiquer une position théorique quelconque face à cette question, mais plutôt de faciliter la compréhension du phénomène. Ce concept comprend et comprime le débat terminologique et souligne la précarité et le dynamisme théorique et pratique de la question de définir l'époque dans laquelle nous vivons tous.

Notre époque et la théorie de la mobilisation des ressources

La majorité des variations théoriques de la théorie MR se rapportent à la question du contexte plus large de la mobilisation de l'action collective. Toutefois, ce traitement s'effectue de façon relativement limitée. Les ressources nécessaires pour la formation d'un groupe contentieux ou un mouvement social sont analysées en exergue du contexte plus large dans lequel les mouvements existent. Elles sont plutôt traitées comme un facteur, parmi tant d'autres, qui peuvent influencer la disponibilité et le coût de ressources nécessaires pour la mobilisation. Deux théories, plus nouvelles, à l'intérieur de l'école MR, divergent de cette tendance analytique. Il s'agit de la théorie des cadres et la théorie des occasions politiques. Elles donnent un rôle plus important au contexte social de l'action collective potentielle.

La théorie des cadres

La théorie des cadres (*framing theory*) agit comme pont entre les perspectives structuralistes (voir le chapitre 4) et les perspectives d'orientation plus psychologiques. Du côté structuraliste, elle adopte une analyse de la structuration des mouvements sociaux et des cadres qui orientent ces structures, et du côté psychologique, elle place son emphase sur la définition des problèmes, des responsables des situation-problèmes, ainsi que l'auto-

définition fait par un groupe et ses acteurs (voir Friedman et McAdam 1992 pour une conclusion semblable). Elle est aussi parmi les seules variantes de la théorie de la mobilisation des ressources qui se préoccupent de l'environnement dans lequel l'action collective se déroule.

L'établissement de cadres consiste en une construction de systèmes de symboles capables d'attirer des participants à une cause quelconque. La construction comprend l'interprétation et la ré-interprétation de conditions et d'états variés afin de retravailler leurs significations. Selon Snow et Benford (1992 : 136), l'utilisation de cadres est un phénomène actif basé sur plusieurs processus et qui comprend des relations et contentions aux niveaux de la construction de la réalité. En d'autres termes, le cadrage est le processus par lequel des groupes, et les acteurs qui les composent, s'engagent dans la production de définitions et d'auto-définitions. Ces processus de définitions sont à la base même de l'action collective contentieuse, et ces acteurs retravaillent les symboles de leur environnement de façon à motiver l'action collective.

«Like a picture frame, it puts a border around something, distinguishing it from what is outside it. A frame spotlights certain events and their underlying causes and consequences, directing our attention away from others. By selecting themes from an apparently diverse array of symbols, images, and arguments and organizing them according to coherent principles, a frame influences how we perceive an issue and suggests what is at stake» (Ferree, *et al.* 2002: 29)

Le cadre d'action collective est donc la structure définitionnelle qui motive une action quelconque contre une cible construite ou en support d'un plan d'action construit lui aussi. Par contre, il importe de souligner que les cadres sont plus flexibles et dépendants de leurs contextes que le sont les systèmes idéologiques. Ils sont aussi plus facilement et rapidement transmis à leurs groupes cibles, mieux adaptés au changement et structurés

pour s'intégrer à d'autres cadres (Tarrow 1992 : 190). Ceci dit, même si un cadre ressemble à une idéologie, tant au niveau de sa structure que de sa fonction, il diffère de ce dernier par sa fluidité et son adaptabilité. Les cadres sont aussi plus facilement malléables, et plus facilement alignés avec les besoins d'un mouvement social.

Cependant, la mobilisation et l'activisme dépendent finalement sur les cadres-maîtres (*master frames*). Le cadre-maître est le cadre le plus large et généralisé d'une société qui définit et établit les liens de causalité propices à la mobilisation par l'entremise de plusieurs différents groupes. C'est à ce niveau que la théorie des cadres bénéficie d'un regard sur le contexte, même si elle est surtout orientée au niveau politique. Le cadre-maître est également plus dépendant sur la société même. Par exemple, dans l'époque actuelle hautement interconnectée et transnationale, la tendance dictée par le cadre-maître contentieux dominant est de chercher une cible pareillement interconnectée et transnationale, soit la mondialisation, et plus spécifiquement ces effets néfastes et les entités institutionnelles qui les représentent (Ancelovici 2002).

Le fonctionnement spécifique des cadres est contrôlé par les fonctions d'encadrement de base (*core framing tasks*). Elles sont directement responsables pour la mobilisation de l'opinion et de l'action. Ces fonctions regroupent trois différents stades : 1) le cadrage diagnostique, qui comprend l'identification des problèmes et l'attribution de blâme et de responsabilité; 2) le cadrage pronostique, qui établit le plan d'attaque et les solutions aux problèmes définis; et 3) le cadrage motivationnel, qui fournit la motivation et le vocabulaire de mobilisation (Benford et Snow 2000 : 615-7). Le cadrage diagnostique, de notre époque, se déroule à deux niveaux : le niveau local, où plusieurs des séquelles de

la mondialisation se font ressentir, et au niveau transnational, où le lien entre les séquelles locales et la structure supranationale, qui en est responsable, est tiré. Le cadrage pronostique est hautement contesté dans le mouvement altermondialiste. La dernière fonction, le cadrage motivationnel, est largement ignorée dans l'étude de l'altermondialisation. Mais nous pouvons conclure que celui-ci dépend largement du type de mobilisation. Les symboles seront très différents pour un groupe d'autochtones amazoniens qui se mobilisent contre la perte de leur territoire, que d'un groupe de pression environnemental qui entreprend la modification d'une clause d'un accord gouvernemental quelconque.

Même avec toute cette construction de cadres, seulement l'adhérence à ces derniers justifie leur existence. L'adhérence aux cadres (*frame alignment*) est la condition nécessaire pour assurer la participation à un mouvement social. Le but de cet encadrement est de tirer le lien entre l'objectif ou le message du groupe, et les membres potentiels, afin de les attirer à une participation quelconque (Tarrow 1992 : 188).

Le modèle des occasions politiques

Une autre variante de la théorie MR qui touche le contexte dans lequel l'action collective se déploie est celui du modèle des occasions politiques (*political opportunities model*). Comme l'indique le nom, cette théorie donne une place importante aux facteurs et conditions, bref aux occasions qui influencent l'émergence de l'action collective. Au lieu de concevoir le contexte politique comme une influence parmi d'autres, la théorie d'occasions politiques donne au contexte politique et social un rôle fondamental dans l'émergence des mouvements sociaux.

Selon le modèle d'occasions politiques, le mouvement social se trouve pleinement dans la sphère de l'action politique rationnelle (McAdam 1988 : 127). Ceci signifie qu'il est intrinsèquement relié au contexte dans lequel il se trouve, qui est strictement politique. McAdam (1988 : 128-32) souligne quelques conditions contextuelles qui *peuvent* influencer le mouvement social. Par exemple, le climat politique qui règne et sa capacité de favoriser ou de nuire à certains groupes, les crises de régimes et conflits pour le domaine politique, l'absence de répression, l'imposition soudaine d'un grief, ainsi que l'intrusion de l'État dans la vie privée qui tente combler les contradictions inhérentes au capitalisme «post-industriel».

Ce modèle laisse donc très peu de place pour les conditions qui existent à l'extérieur de la politique étatique. Toutefois, la cinquième condition énumérée ouvre la porte à une analyse de conditions plus larges. D'ailleurs, le phénomène que celui-ci soulève s'adresse au problème fondamental de notre époque : la réalisation croissante des contradictions et séquelles du capitalisme néo-libéral sans freins. L'ampleur de ce phénomène est un pas important vers l'élimination de la myopie politique dont souffre ce modèle.

Cette myopie est difficilement percevable dans l'excellent article d'Ayers (2001). Selon lui, le capitalisme néo-libéral promeut la contestation transnationale par son impact sur les occasions politiques. On le voit dans l'influence des accords transnationaux néo-libéraux sur la création de nouvelles formes de protestation : ils modifient les institutions et les alignements domestiques de façon à faciliter ou contraindre les occasions d'activisme domestique, et ils créent de nouvelles occasions internationales pour la modification de

stratégies et la formations d'alliances qui permettent la mobilisation au-delà de frontières géographiques contre une cible commune (Ayers 2001 : 57). Cette analyse des occasions politico-sociales démontre clairement l'utilité du modèle des occasions politiques ainsi que le lien qui existe surtout entre les institutions et accords néo-libéraux et la contestation transnationale et altermondialiste.

Notre époque et la théorie des nouveaux mouvements sociaux

La théorie NMS est intimement reliée à l'époque actuelle, elle se sert d'une étude d'elle comme fondement théorique. La création d'une formation sociale historiquement spécifique, comme toile de fond pour les formes d'action collective contemporaines est un des concepts le plus commun et distinctif parmi les théories NMS (Buechler 1995 : 443). Les interprétations et opérationnalisations du présent diffèrent selon les auteurs et variantes théoriques. Nous examinerons les deux principaux auteurs de la théorie NMS, Alain Touraine et Alberto Melucci.

La société programmée

Touraine accorde beaucoup d'importance à la fin du socialisme, même si la définition de cette fin diffère de la nôtre. Après tout, il a rédigé son livre important *La voix et le regard* onze ans avant la tombée du mur de Berlin. Cette fin permet l'émergence «...de nouvelles poussées (qui) se font sentir mais qui ne se définissent pas encore ou qui refusent de se définir par des rapports sociaux...» (Touraine 1978 : 9). Ces nouvelles «poussées» marquent le début d'une époque très importante, une époque dotée de rapports sociaux nouveaux qui n'impliquent pas nécessairement l'État et qui se lancent dans une nouvelle

direction inconnue. Ces nouvelles poussées marquent aussi les premières tentatives de former et de contrôler l'orientation d'une nouvelle culture, bref, la capacité de la société d'intervenir sur elle-même (Touraine 1978 : 10). Bien sûr, ce processus de formation n'est pas un phénomène unidirectionnel, il existe des acteurs qui favorisent et poussent le changement, tout comme il existe des acteurs qui s'opposent à la formation de nouvelles structures sociales. Ces acteurs suivent un rapport de classe marqué par la domination d'un groupe d'acteurs, ceux qui maintiennent le *statu quo* sur l'autre groupe d'acteurs, ceux qui s'y opposent. Pour Touraine, c'est à l'intérieur de ce conflit que se trouve le moteur de création sociale. En raison du caractère mouvementé et changeant du conflit, la société doit donc être conçue comme un système d'action, plutôt qu'une entité stable. Le but de la sociologie dans cette perspective est d'analyser les rapports de l'action et les mouvements qui constituent la société et de faire progresser la connaissance de l'action. C'est ce que Touraine nomme la sociologie de l'action.

L'émergence de nouveaux rapports sociaux est grandement facilitée par une culture, une société et la politique «en miettes», où la société de masse détruit les communautés, désarticulent les rapports sociaux et brouillent les rôles et les normes (Touraine 1978 : 11). Le nom que donne Touraine à notre époque est la «société programmée».

La société programmée se caractérise à partir de trois facteurs. Le premier facteur est celui où les investissements centraux se font au niveau de la gestion de la production et non au niveau de l'organisation du travail comme en était le cas dans la société industrielle. Cet alignement d'investissements assure «...le contrôle souvent monopoliste de la

fourniture et du traitement d'un type d'information, donc d'un mode d'organisation de la vie sociale» (Touraine 1978 : 16). Ce contrôle de l'information est évidemment très large et ressenti dans plusieurs domaines. La résistance contre cette tentative de contrôle sera forcément aussi large et généralisée compte tenu de l'ampleur du phénomène. «C'est pourquoi la défense contre ces appareils n'est plus menée au nom des droits politiques ou des droits des travailleurs, mais au nom du droit d'une population à choisir son genre de vie, au nom de sa capacité politique, qu'on nomme souvent autogestion (Touraine 1978 : 16). L'objet de la résistance passe donc d'une simple revendication, comme une taxation diminuée, au contrôle des structures qui génèrent le social, le culturel et le politique. Touraine appelle le contrôle de ces entités «historicité». Elle occupe le rôle d'objet central du conflit entre les forces statiques et les forces novatrices qui composent le système d'action qu'est la société programmée. Ces forces novatrices sont les mouvements sociaux. Donc, si les mouvements sociaux sont les antagonistes dans ce système d'action, il serait juste, comme le fait Touraine, de considérer le mouvement social comme le moteur du changement social.

La deuxième caractéristique de la société programmée est le déclin de l'héritage et de la reproduction sociale. Touraine entend par ceci qu'une société est axée plus sur la transformation et le conflit que sur son équilibre. L'existence et la prolifération des nouveaux mouvements sociaux, qui diffèrent des mouvements socialistes, témoignent de ce phénomène (Touraine 1978 : 17).

Le troisième et dernier facteur souligné par Touraine pour démontrer l'existence de la société programmée est la désintégration de l'État. Cette désintégration marque la

transition d'un type sociétal à un autre, qui sous-entend la transition du mouvement ouvrier (le principal moteur de changement dans la société industrielle) vers un autre mouvement social, qui lui, dominera le changement dans la société programmé.

Au-delà de l'industriel

La théorie d'Alberto Melucci, comme celle de Touraine, est intimement liée à notre époque. Elle en dépend comme toile de fond. Par contre, chez Melucci, l'acteur principal dans le système n'est pas la classe sociale, mais plutôt un groupement temporaire d'acteurs qui occupent un rôle plus symbolique (Melucci 1985 : 796). Les mouvements sociaux, considérés «nouveaux» par leur éloignement de l'économique et du matériel, se penchent plutôt sur des objets et conflits symboliques qui affectent la génération d'information et de signification (Shefner 1995 : 598).

Le symbolique occupe donc un rôle fondamental dans les théories de Melucci. L'existence d'un système culturel est, selon lui, ce qui distingue le capitalisme post-industriel de la société industrielle, qui elle se voit dominée par un système économique. Ce mode de production est toutefois ancré dans le réel par le fait que la production de signification et de relations sociales est basée sur des objets concrets. La prédominance du culturel et du symbolique est une réponse à la domination de la rationalité, tant dans la société industrielle que post-industrielle. Cette prédominance existe en réponse aux tentatives de rationaliser tout les aspects de la vie humaine de façon à créer des groupes sociaux hétérogènes qui recherchent une nouvelle conscience (Melucci 1989 : 62). La transition du rationnel au symbolique n'est qu'un autre signe de l'existence d'une nouvelle société en plein changement. Tout comme le rationnel a remplacé le sacré avec

l'avènement de la société industrielle, le symbolique tente de remplacer le rationnel avec l'avènement de la société post-industrielle. Cette dynamique se voit dans les mouvements sociaux contemporains et leur emphase sur la recherche de nouveaux modes de vie et de nouveaux modes d'expressions, soit dans leurs revendications, et dans certains cas plus extrêmes, dans leur retrait complet des structures sociales de notre époque. Cette recherche est aussi un outil et une tactique d'opposition aux systèmes rationnels et à la logique économique de la société industrielle. Ces mouvements servent aussi comme présage de ce que la société post-industrielle pourrait devenir.

L'union entre les aspects symboliques et culturels de la théorie de Melucci est représentée par son concept de «planète interne». La planète interne regroupe les structures biologiques, émotives et cognitives sur lesquelles nous basons notre construction d'expériences et de relations (Melucci 1995c : 288). Ce concept démontre très bien la tentative de Melucci de fonder ses théories dans le matériel et le réel, malgré son utilisation prononcée de symboles et de significations. La planète interne influence l'action collective contemporaine à un niveau personnel. La planète interne est, après tout, interne par rapport à l'acteur social, et non à une structure sociale quelconque. Notre planète interne est notre réalité, notre construction culturelle du monde, et notre représentation de cette réalité nous sert de filtre pour les relations avec le monde (Melucci 1995c : 289). C'est cette relation qui influence la participation à un mouvement social et la forme qu'il prendra. Ce concept est utile afin de démontrer l'influence du contexte de notre époque sur le développement de l'action collective.

Chapitre 4 – La genèse de l’altermondialisation

Au commencement était l’action.

Goethe

La naissance de l’altermondialisation

L’émergence du mouvement comprend la période et les processus qui suscitent la formation de l’action collective orientée vers un but spécifique. La détermination et l’élaboration de cette période sont impossibles à établir dans le cas de l’altermondialisation. Le mouvement est composé d’un nombre quasi-innombrable de groupes qui ont chacun leurs histoires, leurs contextes et leurs particularités. Même s’ils composent un mouvement hétéroclite, comme ils le font d’ailleurs, nous pouvons seulement tirer les grandes lignes de leur développement, et souligner les tendances générales de l’émergence du mouvement. Une étude approfondie de l’émergence peut seulement se faire au niveau d’un groupe unique ou à un niveau local. Un excellent exemple de ce type d’analyse, est celui d’Ancelovici (2002) sur le groupe ATTAC en France.

Les origines du mouvement

Comme les processus de la mondialisation se font ressentir très différemment en Inde ou au Canada, les processus derrière l’émergence de mouvements anti-corporatifs d’abord et altermondialistes ensuite diffèrent grandement dans différentes parties du globe. Nous allons retracer les grandes lignes de l’émergence de l’altermondialisation dans les pays du Sud, avant de passer aux pays du Nord : ces deux dynamiques sont fondamentalement

différentes et résultent en de différentes structures de groupes et mouvements altermondialistes.

Dans les régions du Sud, l'histoire de l'altermondialisation tire ses origines, assez éloignées toutefois, des mouvements de solidarité du tiers-monde des années 60 (Cockburn et St. Clair 2000 : 2). Mais plus important est le rôle du Fond monétaire international (FMI) dans les pays défavorisés. Le rôle qu'ont joué les politiques économiques du FMI dans ces pays est incontestable dans la formation de mouvements d'opposition (Katsiaficas 2001). Les politiques d'ajustements du FMI ont ouvert les pays en question à l'exploitation économique des corporations et banques du Nord, tout en diminuant le contrôle des pays même sur leurs propres économies nationales. Le résultat fut une dépendance économique quasi-terminale⁵ sur l'exportation de ressources naturelles et des prêts internationaux. Malgré le récent support pour le pardon des dettes des pays défavorisés⁶, la question de la dangerosité des interventions du FMI date de la fin des années 70 et du début des années 80. Ces interventions résultaient souvent dans des grèves locales et nationales ainsi que la formation de groupes locaux, où les gouvernements les permettaient. L'étendue mondiale des interventions du FMI a assuré une certaine communication entre les groupes et les régions qui s'opposaient aux modalités du FMI.

L'emprise croissante des corporations a aussi joué un rôle important. En Inde, par exemple, l'imposition de la monoculture agraire et le corporatisme occidental dans la production de nourriture pendant les années 80 a suscité l'émergence d'une tolée de groupes locaux et/ou *grassroots* (Barlow et Clarke 2001 : 16). Ce type de chaîne causale s'est

⁵ Et dans certain pays, surtout en Afrique sub-saharienne, il reste à savoir si cela sera le cas.

⁶ Sous la forme de support par certains chanteurs irlandais et par des campagnes internationales comme le 50 ans est assez!

répété dans plusieurs pays avec des résultats semblables : la formation de groupes locaux et d'actions locales ainsi qu'une répression locale d'intensité variée. De même, pour l'internationalisation des liens entre groupes. Ils ont suivi les transformations structurelles internationales des corporations en question, telle que l'Union Carbide⁷. Le processus dans les pays du Nord est différent et un peu en retard des actions des pays du Sud.

Dans les pays du Nord, le facteur de mobilisation le plus important fut les traités de libre-échange qui ont précédé la formation d'institutions supra-étatiques basées sur le commerce international. En Amérique du Nord, et surtout au Canada, l'opposition à l'accord de libre échange entre le Canada et les États-Unis a suscité la formation de plusieurs groupes, entres autres le Conseil des canadiens (Barlow et Clarke 2001 : 16, Ayers 2001 : 58, Cockburn et St. Clair 2000 : 3). Ces groupes ont tissé des liens avec des groupes aux États-Unis pour se livrer au même combat. Même si leur efforts n'ont pas connu de succès, les liens entres activistes étaient en place pour contester l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord et ensuite l'Accord de libre-échange des Amériques (voir Brunelle 2001 pour ce traité en particulier). Chacun des ces accords a revitalisé la formation et le maintien de liens transnationaux ainsi qu'une base d'information et de ressources dans le domaine des traités internationaux (Ayers 2001 : 61-5). En Europe, c'est l'opposition à la monoculture et aux organismes génétiquement modifiés (OGM) qui ont suscité la formation de groupes qui ont établi des liens internationaux pour contrer les dangers contre leurs industries agraires locales. Les groupes environnementalistes, du Nord surtout, ont toujours maintenu des liens internationaux importants dans leur opposition contre la libéralisation du commerce et les lois environnementales et de leur impact négatif

⁷ La population de Bhopal aurait-elle bénéficiée d'un tel activisme?

sur l'environnement. De même pour les mouvements travaillistes qui s'opposaient à la «course vers le bas» suscité par les pressions économiques pour la réduction des bénéfices et conditions de travail causé par l'ouverture de marchés de main d'œuvre internationales (Barlow et Clarke 2001 : 17).

Ainsi, la formation d'alliances et de liens entres groupes locaux et internationaux furent effectuées parallèlement, et même en réponse au tirage de liens semblables par les corporations, les gouvernements et les institutions paragouvernementales. Le processus de réseautage entre groupes locaux fut intensifié avec les tentatives de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) de mettre en place un traité contrôlant l'investissement international : l'Accord multilatéral sur l'investissement.

Le rôle des contestations contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI)

L'AMI fut une tentative par l'OCDE d'uniformiser les lois touchant l'investissement international. Le problème résidait dans l'ampleur de ses pouvoirs et le caractère hautement antidémocratique des négociations pour sa création et sa mise en place. D'une part, le traité assurait la protection des investissements de compagnies dans les pays signataires d'une telle manière à ce qu'un gouvernement serait responsable de rembourser chaque compagnie suite à une perte d'investissement, peu importe la cause. En plus, les pays du tiers-monde étaient essentiellement exclus de sa création et forcés de l'accepter par la suite. De même pour la majorité des gouvernements du Nord, qui n'avait joué aucun rôle dans le développement du traité, et faisait face à une grande pression (américaine et corporative) à l'accepter. En 1997, le tout a atteint son apogée à Montréal lorsque la France et les pays du tiers-monde se sont retirés du processus, mettant fin à son existence.

Grâce aux réseaux de coopération établis par les mouvements de femmes, les mouvements environnementaux et contre les traités de libre-échange, des groupes se sont formés et ont établi des liens transnationaux supplémentaires afin de combattre la mise en place de ce traité (Barlow et Clarke 2001 : 23). Ils sont parvenus à la conclusion suivante:

«(u)ne fois connue...ce traité a suscité une très grande indignation et a donné lieu de manière quasi-spontanée à de très larges coalitions au sein de chaque pays, regroupant syndicats, chômeurs, antiracistes, écologistes, militants de solidarité Nord-sud et de droits de l'homme, femmes, professions culturelles, etc. Des personnes qui n'avaient jamais travaillé ensemble auparavant se sont retrouvées dans un élan partagé» (George 1999 : 2).

C'est d'ailleurs les leçons du passé et les alliances avec d'autres mouvements sociaux transnationaux qui ont contribué au succès de l'opposition contre l'AMI (Ayers 2001 : 63-5). Cependant, il faut aussi souligner l'importance de l'action des groupes comme tels, de l'information qu'ils ont transmise, ainsi que les réverbérations qu'ont ressenties les gouvernements mondiaux grâce à cette information. Ces facteurs ont mené à la défaite de l'AMI (Barlow et Clarke 2001 : 24).

Ce qui distingue cette mobilisation est l'hétérogénéité des groupes qui se sont unis sous une seule bannière pour combattre l'AMI. Jamais une aussi grande variété de groupes, avec des intérêts souvent opposés (on pense aux travaillistes et aux environnementalistes), s'est formée sous une alliance commune. Ce facteur est d'une telle importance, que l'élan de l'opposition contre l'AMI a continué contre d'autres institutions comme l'OMC, qui sont aussi opaques (sinon plus) que l'AMI (George 1999 : 6). Et, comme on associe la ville de Montréal à l'AMI, le nom de Seattle est inséparable de l'OMC.

L'importance des manifestations de Seattle

C'est à Seattle, lieu de naissance de Starbucks, Nike et Microsoft, qu'ont eu lieu les discussions pour la signature de la ronde du millénaire de l'OMC à la fin du mois de novembre 1999. La ronde du millénaire était la culmination des négociations débutées au Uruguay en 1995. Le but de ces discussions était la finalisation de certaines politiques de l'OMC. Malgré l'existence de l'OMC, certains domaines de législation demeurent incomplets, même à ce jour, comme les sections sur l'agriculture et les brevets sur les matières biologiques et vivantes. Le but à Seattle était de finaliser la participation des pays membres à l'organisation. Il importe ici de décrire certaines modalités de l'OMC.

L'OMC est un organisme institutionnel qui légifère et maintient les règlements en matière commerciale à travers le monde. Contrairement au GATT, l'OMC est doté de lois et de mesures punitives pour assurer le maintien de l'«ordre». Un pays ou une compagnie peut y faire appel quand il sent qu'il existe un «obstacle» au commerce. La détermination finale du statut de la plainte est effectuée par un comité d'experts qui siège à huit clos. Ce comité, habituellement composé de trois experts non élus, tranche sur la politique et les conditions locales d'un pays, à savoir si elles briment les règlements établis par l'OMC. Le pays responsable pour l'obstacle n'a aucun recours une fois la décision rendue. Elle peut soit enlever l'obstacle ou faire face à des sanctions commerciales et économiques. En théorie, une telle institution pourrait améliorer les conditions du commerce mondial, sauf qu'elle est basée sur un «système de valeurs uniformes et de décisions technocratiques biaisées» (Wallach 2001 : 294). L'emphase est mise sur l'accommodement des corporations

et la maximisation de profits, plutôt que sur le bien-être et l'autonomie des pays signataires. En un mot, l'OMC a la capacité de modifier n'importe quelle sorte de loi nationale ou locale, peu importe les bénéfices et bienfaits de la loi au niveau local. Le but est donc d'assurer la maximisation du commerce international à l'avantage des corporations et au détriment des gouvernements signataires (il en a 136) et des citoyens pris avec cette décision⁸.

Revenons à Seattle. Nous ne reprendrons pas les dénouements de la journée (à ce sujet, voir Cockburn et St. Clair 2000), ils sont trop contestés dans la littérature et les sites de type *blog* à l'Internet, pour en retirer une suite d'événements adéquate. Mais, comme les autres manifestations plus petites, qui avaient eu lieu à travers le monde auparavant, Seattle trouve ses origines dans les mobilisations locales, nationales et transnationales contre les ententes de libéralisation du commerce, les politiques de la Banque Mondiale (BM) et le FMI, ainsi que les maints conflits environnementaux et de droits de la personne qui l'ont précédé (Smith 2001 : 4). Le mouvement zapatiste et plusieurs mouvements de base locaux en Inde et en Amérique du Sud ont aussi servi d'inspiration pour Seattle (Katsiaficas 2001 : 30). Il est clair que les protestations à Seattle ont regroupé un grand nombre d'activistes de différentes organisations et groupes (voir George 2000 pour un résumé). La gamme passe des environnementalistes d'écologie profonde aux unions de travailleurs d'acier tout en passant par les anarchistes pratiquant des tactiques de *black bloc*⁹, ainsi que les groupes *grassroots* et les mouvements sociaux professionnels. Toutefois, la «bataille de Seattle», comme elle est souvent appelée, n'était que le point culminant, la partie visible d'un vieux

⁸ La participation à l'OMC n'a jamais fait l'objet de référendum ou de plate-forme politique (ouvert au vote) dans les pays signataires. Elle fut plutôt imposée sur les citoyens de ces pays.

⁹ Qui ont reçu la majorité de la couverture médiatique (Swank 2000)

conflit opposant les ONG aux pouvoirs en place (Fisher 2000 : 17, Hawken 2000 : 14, Smith 2001 : 2).

Seattle est représentatif du mouvement altermondialiste par son déroulement chaotique, son unification hétérogène (si on me permet ce jeu de mot) et son intensité de courte durée.

«(T)hey (les groupes présents à Seattle)...came as a nascent front, and by the time the week was over, a more unified movement had been born. While the groups had diverse interest and some real differences, they had created an antiglobalization civil society movement greater than the sum of its parts. Some have charged that the movement has no coherence; but its character is distinct, both in ideology and in tactics (Barlow et Clarke 2001: 26).

Certains auteurs vont encore plus loin. Ils traitent Seattle comme la première révolution globale (Danaher et Burbach 2000 :9), ou comme le début du 21^e siècle (Hernandez Navarro 2000 : 41). D'autres sont plus conservateurs et plus justes dans leurs évaluations de l'impact de Seattle. Elamine (2001) perçoit cet événement comme une nouvelle vague de résistance contre le capitalisme global ou encore comme le premier mouvement du 21^e siècle (Bertinotti 2002 : 20). Son importance stratégique comme «la défaite la plus retentissante et la plus humiliante» des partisans d'une mondialisation dominée par les entreprises est aussi soulignée (Wallach 2001 : 290). Malgré l'importance de Seattle et les autres manifestations en tant de spectacle public, le plus important à souligner est le travail qui se déroule dans les coulisses, entre les grandes manifestations (Benjamin 2000 : 68, Danaher et Burbach 2000 : 10, Hernandez Navarro 2000 : 14). Peu importe l'ampleur et l'importance que l'on assigne à Seattle, elle est le lieu symbolique de la naissance d'un mouvement uni, de sa façon unique et spéciale, contre les abus et séquelles de la mondialisation néo-libérale.

L'émergence d'un mouvement et la théorie de la mobilisation des ressources

Comme nous allons le voir, l'émergence d'un mouvement social est le domaine où la théorie MR place l'emphase de son analyse. Afin de mieux cerner cette contribution théorique, nous allons examiner les divisions théoriques suivantes de l'école : les approches économiques, politiques et cognitives (Lapeyronnie 1998, McAdam, McCarthy et Zald 1988).

Les théories de nature économiques

La théorie de la mobilisation des ressources adopte souvent une approche économique dans son analyse de la dynamique de mobilisation. Elle étudie la rationalité économique de l'acteur, une rationalité fortement orientée par une analyse coût/bénéfice qui s'élargit en dynamique de besoin et demande au fur et à mesure qu'elle devient plus macrosociologique. Dans cette perspective, la participation est inversement proportionnelle aux risques impliqués dans la participation (Oberschall 1973 : 163). Elle permet aussi l'éloignement de théories qui traitent comme une condition essentielle à l'émergence d'un mouvement social, les plaintes généralisées et les croyances communes face à une condition ou une situation quelconque (McCarthy et Zald 1977 : 1213, Zald 1992 : 332, Jenkins 1983 : 530).

Afin de faciliter notre présentation des théories de McCarthy et Zald, nous allons reprendre quelques théories de base présentées par Zald (1992 : 322-3). Le premier principe, qui est à la fois le plus important, ainsi que le plus indicatif de l'influence économique sur cette variante de la théorie MR, est celui où chaque action comprend un coût. En fait, une privation ou une injustice quelconque ne suscite pas nécessairement une

action collective, en raison de l'intervention de la rationalité humaine qui effectue une analyse des coûts et des bénéfices impliqués dans une telle mobilisation. Le coût de la participation peut être influencé par l'État et son support ou sa répression d'une action collective, tout comme elle peut être affectée par le support ou la répression de la société comme telle. Malgré la ressemblance à la théorie des occasions politiques, ce regard vers l'extérieur, comme il est proposé, n'est qu'une composante, parmi plusieurs autres de l'analyse rationnelle qu'effectue l'acteur avant une mobilisation. Cette approche ne tient pas compte du contexte de mobilisation à un niveau aussi poussé que le fait la théorie des occasions politiques. Zald (1992) souligne aussi qu'il est nécessaire pour une action collective, que le processus de mobilisation des ressources s'effectue de manière organisée. Sans un niveau d'organisation suffisant, la mobilisation et l'organisation d'une action collective deviennent très difficiles, voir même impossible. Ces principes, parmi d'autres, sont visibles dans l'article fondateur de McCarthy et Zald (1977). Ces auteurs traitent le monde de la mobilisation et de l'action collective comme une économie en elle-même, dotée de structures, d'organisations, et d'industries qui lui sont propres.

Les théories de McCarthy et Zald sont basées sur la supposition qu'il existe toujours un niveau de mécontentement suffisant pour supporter l'émergence d'un mouvement de base (*grassroots movement*), relativement bien organisé, et qui détient un certain pouvoir sur les ressources. La mobilisation est surtout l'objet de structures organisationnelles assez avancées, qui se distingue de la masse mécontente mais désorganisée. La capacité de modification des entrepreneurs/organisations s'applique aussi aux incitations à la participation aux mouvements sociaux.

La préoccupation principale des premiers théoriciens MR, y inclus McCarthy et Zald, était le paradoxe du *free-rider*. Ce paradoxe émerge des théories du fondateur de la théorie MR, Mancur Olson (1966), par lequel un acteur a peu d'intérêts à se joindre à un groupe contentieux, dû au fait qu'il peut en tirer des bénéfices sans avoir à défrayer les coûts de participation (Fireman et Gamson 1979 : 15-18). Par exemple, pourquoi est-ce qu'un citoyen se joindrait à un groupe qui cherche à réformer la taxation lorsque la réalisation de ce but, avec ou sans sa participation, résulterait dans une baisse de taxe pour lui? Afin d'éliminer l'impact du paradoxe, les auteurs soulignent le besoin de choisir avec attention les incitations, les structures et les mécanismes qui réduisent le coût de la participation dans le but de promouvoir l'action collective (McCarthy et Zald 1977 : 1216).

Compte tenu de la compétition qui existe à l'intérieur d'une industrie de mouvements sociaux pour de nouveaux membres, McCarthy et Zald avancent deux autres suppositions sur lesquelles baser leurs théories. La première est que le but principal de chaque organisation de mouvement social (OMS) est la survivance organisationnelle, et la deuxième suppose que les coûts et récompenses peuvent expliquer la participation individuelle, surtout quand on considère les incitations sélectives (*selective incentives*) offertes par un mouvement à ses membres et à des membres potentiels (McCarthy et Zald 1977 : 1226-7). Ce genre d'analyse rationnelle, et la division des structures de l'action collective, sont mieux adaptés à l'étude de groupes professionnels et bureaucratisés, comme plusieurs ONG par exemple, par rapport aux groupes décentralisés et hétérogènes comme l'altermondialisation. Toutefois, il demeure important en raison du rôle qu'il assigne à l'individu.

Les théories de nature politique

La base de l'approche politique est qu'elle tient compte du contexte politique dans lequel une action de changement social s'opère. En d'autres termes, chaque mouvement social, peu importe les récompenses qu'il fournit, les coûts qu'il engendre, et les trajectoires de développement qu'il suit et choisi pour lui-même, existe à l'intérieur d'un climat et d'une sphère politique particulière. Il n'oublie pas non plus que cette sphère politique peut exercer une influence importante, soit positive ou négative, sur les mouvements sociaux. Pour ce faire, l'approche analyse deux conditions essentielles pour la formation d'un mouvement social, conditions que nous allons voir plus en détail en examinant les théories des trois auteurs représentatifs de l'approche politique. Ces deux conditions sont l'organisation effective du groupe (Oberschall et Tilly) et l'exploitation des occasions politiques (Tilly et Tarrow).

Anthony Oberschall : au carrefour de l'économique et du politique

Anthony Oberschall est l'un des premiers grands théoriciens de la mobilisation des ressources. Ses théories servent aussi de carrefour entre les approches économiques et politiques. Sa thèse ressemble celle d'Olson. Selon Oberschall, «(m)obilization refers to the process of forming groups, associations, and organizations for the pursuit of collective goals» (Oberschall 1973 : 102). Le but derrière une telle mobilisation est l'augmentation du pouvoir de la collectivité en question. Ce processus d'accumulation de pouvoir se fait en référence aux structures de pouvoir en place. Ce processus s'effectue par l'entremise d'une accumulation de nouvelles ressources. De plus, ces mouvements sont essentiels au bon

fonctionnement de la société parce qu'ils sont habituellement la seule manière d'opérer un changement auprès d'institutions politiques qui sont historiquement peu inclinées de se changer de l'intérieur (Oberschall 1973 : 350). Cette capacité de changement du système comprend, pour Oberschall, une éventuelle institutionnalisation et intégration à la machine politique ciblée, désormais transformée.

Mais cette perspective d'intégration est problématique, surtout quand on considère l'exemple de l'altermondialisation, qui est décidément anti-institutionnel et qui ne cherche pas l'intégration institutionnelle. De plus, la recherche pour le pouvoir est rarement la cible du mouvement altermondialiste. Il cherche plutôt la modification et la transformation sociale que l'appropriation du pouvoir.

Oberschall présente une vision très positive du changement social et des mouvements sociaux qui s'y engagent, une vision où tous les mouvements sociaux connaissent un certain degré de succès (Oberschall 1973 : 349). Pour lui, la participation à un mouvement social est plus favorable quand les récompenses pour cette participation sont plus élevées et quand les risques sont minimales. Par contre, Oberschall y ajoute une caractéristique plus politiquement orientée. Il nous dit que le niveau de risque, et donc le coût de la participation, est directement relié au taux de contrôle social exercé par les pouvoirs en place (Oberschall 1973 : 163). Cette union des sphères politique et économique est une des grandes forces de l'analyse d'Oberschall.

L'importance, et même la prédominance des facteurs structuraux, tant internes qu'externes, derrière la mobilisation d'un mouvement sont représentées par son «capital d'action». Nous reviendrons sur ce concept dans le prochain chapitre, mais pour l'instant,

il suffit de le définir comme la somme des ressources et composantes matérielles et humaines que détient le groupe. Toutefois, il est impossible de concevoir un mouvement social sans un stimulus quelconque. Selon Oberschall, ce stimulus est un des facteurs essentiels requis pour une mobilisation. Il prend la forme de buts et d'objets d'hostilité communs, de souffrances augmentées par un sentiment d'oppression collectif, bref, d'intérêts communs (Oberschall 1973 : 119). Ce stimulus suffira pour engendrer une mobilisation à court terme. Cependant, un certain «capital d'action», est requis pour une action plus soutenue. L'émergence du mouvement altermondialiste, qui dépend fortement des manifestations, le démontre bien. Toutefois, il est clair que l'approche d'Oberschall, comme celle de McCarthy et Zald, est axée sur l'analyse de groupes et mouvements professionnels hautement organisés. L'approche politique est aussi développée par un autre grand auteur de la théorie MR, Charles Tilly.

Charles Tilly et le changement social

C'est dans l'ouvrage principal de Tilly, *From Mobilization to Revolution*, que se dégagent les principales articulations de l'analyse politique. Tilly se penche essentiellement sur deux objets du changement social : le premier étant la mobilisation (le passage de l'action individuelle à l'action collective), et le deuxième étant la révolution (la dynamique derrière le changement de structure politique intentée par des groupes révolutionnaires).

Tilly commence son analyse de la mobilisation avec l'énumération de cinq stades de transition de l'action individuelle à l'action collective. Afin d'utiliser ces outils à l'intérieur d'un contexte défini, Tilly établit un modèle simple qui se réduit à la dynamique suivante:

structure politique (*polity*) vs. opposant (*contender*). Le lien entre ces deux entités est l'action individuelle, qui a le potentiel de devenir l'action collective. Les cinq outils servent donc à déterminer le degré d'enchaînement entre la structure politique et l'opposant, habituellement un mouvement social quelconque. Cependant, ce modèle est trop simpliste pour le contexte actuel, et ne permet pas l'analyse de conflits qui impliquent des partis non-politiques, comme les corporations transnationales. De plus, le terme original utilisé par Tilly de «*contender*», sous-entend que le conflit intenté entre la structure politique et son opposant est d'atteindre le même objectif, notamment le pouvoir politique formel. L'altermondialisation, ainsi que plusieurs autres mouvements sociaux contemporains, s'insèrent difficilement dans ce cadre d'analyse.

La première étape regroupe les intérêts d'un groupe, dont Tilly définit comme les gains et les pertes qui résultent de l'interaction avec d'autres groupes (Tilly 1978 : 7, 59-62). L'auteur souligne la difficulté d'analyser l'intérêt, en ce que celui-ci bascule entre ce qui est explicité par le groupe, et ce que le chercheur observe comme étant les intérêts du groupe. Le deuxième stade est l'organisation du groupe. Tilly le définit comme la partie de la structure d'un groupe qui influence sa capacité d'agir en fonction de ses intérêts (Tilly 1978 : 7, 62-9). Le troisième critère de mobilisation souligné est la mobilisation (Tilly 1978 : 7, 69-84). Il est défini comme le processus par lequel un groupe s'empare du contrôle collectif des ressources requises pour une action quelconque. Ces ressources incluent tant les biens matériels (armes, fonds, information, etc.), que les biens abstraits (loyauté, obligations au groupe, etc.). Selon lui, ce stade est le plus important. C'est ici que l'on passe de l'action individuelle à une action proprement collective qui prend la

forme d'une organisation bien établie. Outre une énumération des biens matériels (concrets et abstraits), Tilly n'analyse pas cette étape en détail. Le quatrième critère est celui de l'action collective elle-même. Celle-ci s'agit du regroupement de l'action de plusieurs individus vers un ou des intérêts communs. Encore une fois, ce concept manque de clarté. Comme dernier critère, Tilly nous propose l'opportunité, qui regroupe les trois sous-éléments suivants : la répression/facilitation effectuée contre le groupe, la capacité d'un groupe de faire valoir ses intérêts et finalement, la vulnérabilité du groupe face aux déclarations aptes d'influencer la réalisation des intérêts du groupe (Tilly 1978 : 100-142). Il est intéressant de noter que l'organisation d'un groupe précède son émergence. Ceci démontre l'importance capitale accordée à l'organisation structurée et formelle d'un groupe par certains auteurs de la perspective MR. Il est impossible de déterminer si l'organisation précède l'émergence du mouvement altermondialiste, surtout sans un nombre accru d'études auprès de groupes spécifiques.

Plus tard dans sa carrière, Tilly s'est lancé dans plusieurs autres directions. Il a cherché à démontrer que : les mouvements sociaux dépendaient des réseaux sociaux dont leurs membres faisaient déjà parti; que les identités utilisées en milieu collectif variaient mais demeuraient essentielles; que les mouvements opéraient à l'intérieur de cadres régis par l'accumulation historique de croyances partagées; que la structure d'opportunité politique influençait grandement les mouvements sociaux individuels; que leurs combats et leurs résultats pouvaient transformer la structure d'opportunité politique avec laquelle ils interagissent (Tilly 1998a : 455-6). Ces affirmations indiquent un élargissement important

de sa théorie. Cet élargissement théorique de la perspective politique continue aussi avec les théories de Sidney Tarrow concernant les occasions politiques (*political opportunities*).

Sidney Tarrow et les occasions politiques

La théorie de Tarrow est sans doute la plus prometteuse parmi les variantes politiques de la théorie de la mobilisation des ressources. Elle est basée sur trois concepts-clés : les occasions politiques, le répertoire d'action et l'identité. Examinons-les.

Au sens large, les occasions politiques sont des dimensions constantes, mais non nécessairement formelles, permanentes ou nationales des disputes politiques qui encouragent la participation en politiques contentieuses (Tarrow 1998 : 19-20). Il ne faut toutefois pas confondre «occasion» avec détermination. La présence de la condition *x* n'assure pas l'émergence du mouvement *y*; il est plutôt question d'indiquer les facteurs qui pourraient mener à l'apparition d'action collective et de politique contentieuse, c'est-à-dire l'action des mouvements sociaux.

«...(C)ontentious politics emerges when ordinary citizens, sometimes encouraged by counter-elites or leaders, respond to opportunities that lower the costs of collective action, reveal potential allies, show where elites and authorities are most vulnerable, and trigger social networks and collective identities into action around common themes» (Tarrow 1998: 20).

Selon le modèle des occasions politique, les ressources proviennent de l'extérieur et précèdent le mouvement, contrairement à la théorie MR qui, en général, préconise l'existence des ressources mobilisatrices, à l'intérieur du mouvement, qui peuvent subir une influence extérieure. Et comme l'existence de ces conditions ne suscite pas automatiquement l'action collective, ces conditions ne suscitent pas nécessairement la

participation à l'action collective. La décision de participer à l'action contentieuse est donc partiellement attribuable à une analyse coûts/bénéfices, effectué par l'acteur potentiel. La bataille de Seattle sert d'exemple de création d'occasion politique. Cette crise a promu l'expansion et l'élargissement du mouvement altermondialiste. Elle a démontré les faiblesses de l'OMC de façon à promouvoir une action protestataire accrue contre elle.

Le deuxième concept de Tarrow, soit les répertoires d'action, consistent en l'arsenal de techniques et de tactiques disponibles à un mouvement social dans une période historique donnée. Pour lui, les mouvements sociaux sont des répertoires de connaissances sur les routines de l'histoire d'une société en particulier qui aident ceux-ci à surmonter leur manque de ressources et de communication (Tarrow 1998 : 20). La politique contentieuse est donc inscrite dans la culture d'une société et est socialement transmise. Chaque époque est caractérisée par un contexte spécifique qui moule le répertoire de tactiques disponibles lors de l'action collective. Tout comme la pétition n'est plus une des tactiques les plus efficaces, le *sit-in* semblerait hors place pendant la Révolution française. L'utilisation d'un répertoire, ainsi que l'innovation dans un répertoire utilisé, peuvent favoriser la création d'occasions politiques, tout comme les occasions politiques peuvent encourager l'innovation de répertoires. Selon Tarrow, l'utilisation de tel ou tel répertoire est surtout l'objet des *leaders*. L'innovation, l'adaptation et la détermination du choix de répertoire sont faites dans le but de rallier du support pour l'action collective. Ceci est sans doute vrai pour les mouvements et groupes dotés de dirigeants, mais est moins utile dans le cas de l'altermondialisation qui est très décentralisé et largement anti-bureaucratique. Toutefois, le concept de répertoire demeure pertinent

malgré cette dépendance sur le leadership. L'altermondialisation s'est équipée de mesures organisationnelles alternatives.

Le troisième et dernier concept clé de la théorie de Tarrow diffère grandement de tout ce qui précède dans la théorie MR. Résultant de l'organisation et le recrutement de ressources, la mobilisation vers l'action collective était un phénomène de la rationalité humaine très poussée. Tarrow, par contre, opte d'inclure l'identité comme facteur important derrière la formation de l'action collective. Il remarque que la coordination de l'action collective dépend de la confiance et de la coopération entre les participants, qui sont, à leur tour, générés par les définitions et identités partagées par le groupe (Tarrow 1998 : 21). L'identité joue donc un rôle plus structurel qui est plus facilement vérifiable et utilisable. Tarrow utilise les cadres afin d'orienter et justifier l'utilisation des répertoires et, à un niveau plus large, l'action collective même. Les cadres permettent une certaine harmonisation de définitions et du sentiment d'appartenance essentiel à l'identité. Selon lui, ces cadres mènent à la formation d'une idéologie. Cette idéologie sert de point de ralliement pour le mouvement et fournit un schème auquel les membres potentiels peuvent s'évaluer et s'identifier.

Toutes ces entités, les occasions politiques, les répertoires d'action et l'identité, se joignent à l'intérieur d'un phénomène social plus large, celui du cycle de contention.

«By a 'cycle of contention' I intend a phase of heightened conflict across the social system with: a rapid diffusion of collective action from more mobilized to less mobilized sectors; a rapid pace of innovation in the forms of contention; creation of new or transformed collective action frames; a combination of organized and unorganized participation; and sequences of intensified information flow and interaction between challengers and authorities» (Tarrow 1998: 142).

Le cycle est marqué par une croissance de conflits dans plusieurs secteurs sociaux ainsi que par la participation, lors des périodes les plus actives, de groupes qui ne sont pas typiquement impliqués dans de tels conflits (Tarrow 1998 : 144). Le cycle de contention est une période historique qui favorise l'émergence d'occasions politiques, l'innovation dans les répertoires d'action, et la formation de nouvelles idéologies. Ces cycles favorisent la formation et la prolifération de mouvements sociaux. Ils permettent aux groupes contentieux de surmonter les obstacles typiques aux mouvements sociaux, tel que les manques de ressources. Il n'est pas question ici de parler de contagion ou diffusion dans un sens plus classique du terme (comme le font Passy et Guigni 1999 et Oliver et Myers 1998). La contagion affecterait tous les groupes de la même manière tandis que le cycle influence différents groupes de différentes manières.

Notre époque est, selon cette définition, présentement dans une période d'activité accrue. L'hétérogénéité du mouvement démontre aussi l'ampleur de l'impact du mouvement à travers différents secteurs. La mondialisation et ses conséquences servent d'occasion politique pour l'émergence et l'élargissement du mouvement altermondialiste.

«...(N)eoliberal arrangements create multiple levels of opportunities for contention. On the one hand, they shape domestic alignments and institutions, facilitating or constraining domestic opportunities for protest actions. On the other, these arrangements create new international opportunities, shaping the strategy and availability of transnational allies who find solidarity in mobilizing across borders against common targets. In particular, neoliberal integration has produced opportunities for activism at the headquarters of international organization and round the international conferences and meetings where agreements are negotiated and signed» (Ayers 2001 : 57).

Les théories de nature cognitive

La «libération cognitive» du groupe qui est «la manière dont les acteurs d'un groupe voient subjectivement leur situation» (Chazel 1993 : 152) est une troisième composante de l'action collective que nous pouvons rajouter aux facteurs économiques et politiques. Elle sert de pont entre les variantes économiques et politiques par le lien qu'elle tire entre l'individu et son milieu, et comme facteur de mobilisation en lui-même par sa tentative d'expliquer la participation à l'action collective à un niveau plus individuel.

Le fondement principal des théories cognitives de la théorie MR et de cette libération cognitive est le processus de micromobilisation. «Micromobilization concerns the interaction mechanisms by which individual and sociocultural levels are brought together» (Gamson 1992: 71). Il s'agit donc d'une sorte de pont entre l'action et les intérêts individuels et l'action et les intérêts collectifs. La base de la micromobilisation est, selon Gamson, l'«événement mobilisateur» (*mobilizing act*) qui peut être des mots ou des actions qui font avancer le processus de mobilisation parmi un ensemble d'adversaires (*challengers*) potentiels. Comment tirer ce lien entre l'individuel et le collectif? McAdam propose une réponse.

Il utilise une combinaison de deux concepts : celui de la «libération cognitive», qu'il emprunte à Piven et Cloward, ainsi que celui de la dynamique d'attentes valorielles (*value expectancy*), emprunté à Klandermans (1984). La libération cognitive est une suite d'événements qui résulte en l'ouverture perceptive face au potentiel d'action d'un individu. Cette réalisation perceptive se fait devant une perte de légitimité du système, suivie par un renversement du fatalisme, qui termine avec une réalisation de la capacité d'action et le

pouvoir même de l'individu (McAdam 1988 : 134). Chazel traite le même concept mais de façon légèrement différente. Il nous dit que «(l')imputation par des agents de tel ou tel aspect défavorable de leur situation à des causes *externes et stables*, qui sont susceptibles d'être *contrôlées*, favorise leur engagement au service d'un mouvement social» (Chazel 1997 : 200, souligné dans l'original). Pour lui, le résultat demeure le même que McAdam, mais il laisse la possibilité d'un contrôle de cette perception, de cette ouverture cognitive.

En ce qui a trait aux «attentes valorielles», elles représentent l'ensemble des idées et des perceptions que se fait l'individu face à la possibilité d'une action collective. Il s'agit en fait du processus rationnel par lequel les croyances individuelles et les attentes de la personne viennent influencer son désir face à une action collective. Ces attentes peuvent comprendre, mais ne sont pas limitées, aux récompenses, aux possibilités de participation, à l'étendue de la répression et/ou l'impact de l'action collective (Klandermans 1984 : 585). Ces attentes peuvent aussi être considérées comme la solution au paradoxe du *free-rider*, en ce qu'elles fournissent les incitations nécessaires pour susciter l'action collective (Ferree et Miller 1985). Quant à Chazel, il soutient que la mobilisation se fait à partir de «...la capacité de l'acteur social à raisonner de façon *plausible* à partir de l'information et des repères qui lui sont accessibles...» (Chazel 1997 : 197, souligné dans l'original).

Ces deux concepts viennent former un «contexte de micromobilisation» qui est défini par McAdam comme : «...(a) small group setting in which processes of collective attribution are combined with rudimentary forms of organization to produce mobilization for collective action» (McAdam 1988 : 135). Ce contexte de micromobilisation est un lieu de pré-mobilisation, planifié ou non, qui fournit une base de socialisation, d'organisation et

de solidarité qui n'est pas nécessairement politique ou orienté vers une cause spécifique. Il est le lieu de préparation d'un mouvement social et peut être vu comme un groupe de changement social. L'exemple par excellence de ce phénomène est le mouvement de droits civils des années 60 dans le Sud des États-Unis. Les églises du Sud, lieu de rencontre et centre de socialisation et de solidarité, ont servi de plate-forme de lancement et de lieu de transmission d'information à l'égard du mouvement (McAdam 1983).

Il en est de même pour le problème de l'altermondialisation. L'interconnexion et les alliances entre groupes environnementaux, de droits de l'homme, etc., autour de l'opposition aux séquelles de notre époque, ont servi de lieu de gestation pour le mouvement altermondialiste. Même à présent, les mouvements alliés servent de contexte de micromobilisation pour l'altermondialisation. Donc, le processus de libération cognitive se déroule dans ces contextes de micro-mobilisation et vient influencer les processus décisionnels derrière les attentes valorielles. En un mot, l'analyse du cognitif permet de s'éloigner des erreurs de la théorie MR, notamment d'ignorer le rôle des croyances au dépens de questions organisationnelles et structurelles (Chazel 1997 : 195-6).

Encore plus novateur, est l'intégration du concept d'identité dans l'émergence de l'action collective. La base de cette intégration est le «travail identitaire». Celui-ci comprend la rencontre entre un mouvement et les individus qui lui sont sympathiques, sans y participer. En autres mots : «...personal identities are isomorphic or congruent with the collective identity of a movement, such that the existence of a movement provides an avenue for the individual to act in accordance with his or her identity» (Snow et McAdam 2000: 47). Contrairement à la construction d'identités, cette approche est basée sur des

identités qui existent déjà. Le processus dépend donc de l'individu qui cherche un mouvement qui s'aligne avec ses attentes identitaires, et par le mouvement qui cherche des réseaux de personnes compatibles à sa structure identitaire. Cette rencontre est basée sur un processus de travail identitaire (*identity work process*).

On trouve une clarification de ce processus dans l'article de Klandermans et de Weerd (2000). Au niveau personnel, l'acteur forme une identité sociale. Elle est définie ainsi : «...(a) person's self-concept that relates to his or her awareness of belonging to a specific group or category and that has a certain value and emotional meaning» (Klandermans et de Weerd 2000 : 71). Plus spécifiquement, nous disent les auteurs, ce processus comprend un processus par lequel un acteur divise et catégorise son environnement de façon à s'auto-catégoriser et se définir comme membre d'une catégorie ou d'un groupe social. Ce processus de définition dépend autant de facteurs involontaires, comme l'âge, la race, le sexe, que de facteurs volontaires, comme l'orientation politique, le pacifisme, l'écologisme (Klandermans et de Weerd 2000 : 74). C'est ici que se forme la base de comparaison entre les groupes et mouvements sociaux et, par conséquent, le choix avec quel mouvement s'engager et s'identifier. Klandermans et de Weerd préconisent que l'identité collective, qui est relativement facile à former, devient politique quand les plaintes collectives forment un sens de *nous*, et quand se forment les événements et structures causales qui créent un groupe *eux*, perçu comme responsable de la situation (Klandermans et de Weerd 2000 : 70). On le voit dans le mouvement altermondialiste qui, malgré un sens du nous un peu flou, attribue la responsabilité des problèmes de notre époque aux grandes corporations, aux institutions et aux gouvernements néo-libéraux.

L'émergence d'un mouvement selon la théorie des nouveaux mouvements sociaux

De l'individuel au collectif : le rôle de l'identité collective

Nous avons brièvement traité l'idée de l'identité collective lors de notre revue de la théorie des occasions politiques et de l'approche cognitive. Il importe de la reprendre ici, compte tenu des différences théoriques que lui assignent la théorie NMS, ainsi que l'importance accordée à ce principe par la théorie même. Ceci est surtout vrai de la théorie d'Alberto Melucci. En fait, l'identité collective n'est nul autre que des :

«...conditions structurelles (qui) fournissent les pré-conditions à une structure motivationnelle commune avec laquelle des individus peuvent s'identifier et se reconnaître. Elle sert aussi de base sur laquelle ils peuvent se mobiliser. Les biographies des participants d'un mouvement témoignent souvent l'importance d'un tel facteur de reconnaissance comme expérience émotive profonde qui suscite leur participation et leur engagement au conflit» (Melucci 1996 : 300, notre traduction).

Pour Melucci, l'identité collective sert de pont entre le micro et le macro-sociologique et tend à combler les lacunes des théories qui se penchent uniquement sur un niveau ou sur l'autre. Ce pont est où l'action collective passe de l'individuel au collectif tout en les regroupant, c'est-à-dire, où l'action collective naît. Ce niveau intermédiaire comprend les processus par lesquels des individus évaluent et reconnaissent ce qu'ils partagent et décident d'agir ensemble (Melucci 1988 : 339). Plus spécifiquement, ce processus de reconnaissance et d'évaluation est composé de trois éléments (Melucci 1988 : 338-40, voir aussi Johnston, Laraña et Gusfield 1994 : 15-16 pour des éléments semblables). Le premier est le potentiel de mobilisation. Ce potentiel est la partie d'une population qui, due à sa situation, a une attitude favorable à un mouvement ou une cause quelconque. C'est-à-dire,

une perception interactive et négociée des occasions d'action et des contraintes communes à un certain nombre d'individus. Ici, la formulation de cadres cognitifs concernant les buts, moyens et environnement d'action est clé (Melucci 1989 : 34-35, Melucci 1988 : 343).

Le deuxième élément est le réseau de recrutement. Celui-ci regroupe l'ensemble des réseaux de relations qui sont imbriqués dans la structure sociale qui facilite le processus d'implication à l'action collective et baisse le coût de celle-ci. Ce réseau peut être un groupe d'amis tout comme il peut être le réseau organisationnel d'un autre groupe. Le réseau est, selon Melucci (1989 : 35, 1988 : 343), le lieu d'activation des relations entre acteurs qui communiquent, négocient et prennent des décisions.

Le troisième et dernier élément est la motivation personnelle pour la participation. À ce niveau personnel, un investissement émotif est essentiel pour permettre aux individus de se reconnaître en eux-mêmes (Melucci 1989 : 35, Melucci 1988 : 343). C'est ici que l'acteur retrouve et retire les bénéfices d'un sens d'appartenance au groupe, le sens d'un nous commun. Même si ce processus se déroule principalement à un niveau individuel, il existe une structure d'incitation, qui tire sa valeur des réseaux de relation entre individus, qui influence quand même la décision personnelle. Melucci étudie le rôle que peut jouer l'influence et la pression d'autres membres ou acteurs sur la prise de décision concernant l'implication dans une action collective quelconque.

Les individus construisent donc leurs propres orientations et prennent leurs propres décisions basées sur leurs perceptions de l'environnement et leurs attentes face à celles-ci. Par attente, Melucci entend : «...a construction of the social reality that enables an actor to relate to the external world» (Melucci 1988 : 340). Melucci continue en regroupant tous

ces éléments afin de résumer le processus de construction de réalité, et son influence sur l'acteur. L'identité collective n'apparaît toutefois pas spontanément. Elle est négociée, construite et retravaillée dans et à travers les interactions et les relations entre acteurs et leurs antagonistes.

Le processus de production de la définition n'est pas stable et dépend fortement des flux entre les acteurs et leurs opposants. L'acteur collectif, le mouvement social, négocie constamment entre ces variables. Ce phénomène est à la base même des manifestations externes d'un mouvement en ce que l'action collective est un produit de la capacité de l'acteur à percevoir et intégrer les flux de définitions à l'intérieur d'un système d'orientation interactif et négocié (Melucci 1988 : 332, Melucci 1995a : 112).

L'acteur joue, dans cette théorie, un rôle absolument fondamental. Il est non seulement l'instigateur des processus de définitions et de négociations, mais il est aussi le lieu où ceux-ci se déroulent. C'est l'acteur qui définit son propre environnement. L'utilisation de «frontières» (*boundaries*) sert d'outil de définition auto-réflexive et d'analyse de groupes, ainsi que leurs interactions avec autres groupes et mouvements (Taylor et Whittier 1992 : 110). Ces processus se déroulent dans et autour de ce que Melucci (1995c : 288) appelle, la «planète interne». Notre réalité est donc un construit culturel basé sur le monde matériel qui nous entoure, et notre représentation de cette réalité nous sert de filtre pour les relations avec le monde.

«(c)ollective identity is thus a process in which the actors produce the common cognitive frameworks that enable them to assess the environment and to calculate the costs and benefits of the action; the definitions that they formulate are in part the result of negotiated interactions and of influence relationships; and in part the fruit of emotional recognition» (Melucci 1988 : 343).

À un niveau plus large, l'identité collective se manifeste de différentes manières dans les processus de mobilisation. Melucci souligne deux parcours d'émergence en particulier (Melucci 1989 : 34-35). Le premier consiste d'un parcours institutionnel où l'identité collective se cristallise en formes organisées, en systèmes de règlements et de « motifs de direction » (*leadership patterns*). Le deuxième parcours est peu institutionnalisé et, en conséquence, doit être réactivé afin de susciter une action quelconque. Ces parcours servent à expliquer l'émergence et l'organisation non seulement des mouvements sociaux contemporains, mais aussi des mouvements sociaux plus conventionnels.

En somme, le concept d'identité collective a une certaine ressemblance avec les concepts exposés par la théorie MR, même si ceux-ci le traite de manière plus structurelle et plus stable. Tandis que la théorie NMS exprime l'extrême fluidité de l'action collective et de l'identité collective qui la supporte. Il démontre comment un mouvement social est en état de flux constant, tant à l'intérieur de lui-même, qu'avec l'environnement dans lequel il se trouve. Il opère surtout au niveau microsociologique et méso-sociologique, afin de démontrer le rôle de l'identité collective dans la formation et la consolidation de l'action collective.

De plus, la théorie tend, non seulement à insérer un mouvement social à l'intérieur d'un système social plus large, mais aussi de spécifier la nature complexe et émergente de ce système social, c'est-à-dire celui de l'époque actuelle.

Du collectif au mouvement social : la lutte et le chercheur comme 'créateur' du mouvement

Le point de départ dans ce processus de définition est la lutte. La lutte consiste de «...toutes les formes d'actions conflictuelles organisées menées par un acteur collectif contre un adversaire pour le contrôle d'un champ social» (Touraine 1978 : 113). Touraine explique aussi que la lutte doit rencontrer quatre conditions : 1) elle doit être menée au nom d'une population concernée; 2) elle doit être organisée et exister au-delà de l'opinion; 3) elle doit combattre un adversaire représenté par un groupe social et; 4) le conflit avec l'adversaire ne doit pas être spécifique, il doit être un problème qui touche la société en général. Bref, la lutte doit avoir un acteur collectif, qu'il soit directement impliqué ou non. La lutte doit exister au-delà des simples idées et opinions, et elle doit avoir un objet. Le quatrième point est plus difficile à comprendre parce qu'il semble contredire la définition de la lutte. Le quatrième point parle de la société en générale, tandis que la définition de la lutte parle uniquement d'un champ social spécifique. Deux possibilités existent pour expliquer cette contradiction : la première est qu'il existe véritablement des différents niveaux de conflits et que la lutte se limite à un champ social plus restreint, alors que dans la deuxième, Touraine change régulièrement la terminologie pour l'historicité, de façon à inclure le terme de champ culturel, champ social, etc. Nous croyons que les deux possibilités co-existent.

Tout au long de *La voix et le regard*, Touraine utilise une panoplie de concepts et de tournures pour exprimer le concept d'historicité. D'autre part, le caractère plus restreint de la lutte est démontrée par les acteurs en jeux dans cette dynamique. Donc, tout comme la lutte ne concerne pas l'historicité au complet, l'acteur collectif qui s'y implique n'est pas un

mouvement social. Avant de commencer comme mouvement, l'acteur collectif, souvent appelé *groupe*, est un regroupement d'acteurs qui opèrent dans un champ social quelconque. Ce champ, comme l'acteur collectif impliqué, a le potentiel de devenir le conflit pour l'historicité. Ceci arrive seulement si le champ en question est capable de s'élargir suffisamment pour inclure une plus grande diversité de groupes. Le mouvement se forme quand le groupe se livre à un combat contre les contrôleurs de l'historicité. Comment établir quel groupe émergera comme mouvement? Tel est, pour Touraine, l'objet de la sociologie de l'action.

Le groupe a deux possibilités d'existence, soit la manifestation d'une lutte quelconque, soit le stage embryonnaire d'un mouvement social. La clé derrière cette transition est l'auto-analyse. L'auto-analyse occupe le rôle de remplacer l'action du groupe par l'analyse de la situation d'action reconstituée par l'intervention (Touraine 1978 : 186). Touraine parle ici d'un type d'introspection collective. Le but est de situer le groupe à l'intérieur d'un mouvement plus large. L'intervention comprend une auto-analyse d'un mouvement par un groupe de militants, aussi constamment que possible, devant l'ensemble de leurs déclarations et de leurs conduites au cours de l'intervention (Touraine 1978 : 204). L'intervention doit suivre des stades bien précis avant d'être capable de réaliser l'intégration ou la transformation du groupe. Sans reprendre l'ensemble de ce processus, le but ultime est de fournir au groupe la capacité d'analyser sa propre activité, ainsi que celle du mouvement plus large auquel il appartient. C'est justement cette capacité d'analyse qui permet au groupe de s'intégrer au mouvement.

L'intervention implique nécessairement un chercheur. C'est lui qui va premièrement enseigner les techniques d'auto-analyse au groupe et assurer que ce processus demeure sur la bonne piste. Ceci nécessite l'intégration du chercheur au groupe même, non comme activiste, mais comme observateur attaché. Le chercheur n'a pas comme but l'écoute ou l'interprétation de l'idéologie du groupe, mais plutôt l'observation des processus de définition et d'autodéfinition des acteurs qui leur permettent «...à comprendre les positions de leurs interlocuteurs et à les intégrer dans une analyse de leurs propres actions» (Touraine 1978 : 187). Le rôle du chercheur dans l'intervention doit donc être double. Selon Touraine, le premier rôle est celui d'agitateur. Il aide l'auto-analyse, renforce le groupe, organise, anime les confrontations avec les interlocuteurs, et explicite les débats du groupe. Le deuxième rôle est celui de secrétaire, qui requiert l'enregistrement du contenu des séances, et l'interrogation progressivement critique du groupe en conservant une plus grande extériorité à son égard. Le but ultime est la découverte des mouvements sociaux au sein des luttes. Le chercheur, suffisamment formé, tente de trouver les éléments qui mèneront le groupe vers le mouvement, ou dans les mots de Touraine, «de trouver ce qu'il y a de mouvement social dans cette action». Le chercheur doit donc amener le groupe au statut de «groupe mixte d'auto-interprétation».

Le chercheur occupe donc un rôle qui l'amène bien au-delà de la simple observation et la facilitation de l'auto-analyse. L'intervention sociologique auprès des militants a pour but d'élever leurs capacités d'action historique, c'est-à-dire la force et le niveau de leurs luttes (Touraine 1978 : 188). Le chercheur joue un rôle actif dans l'intégration d'un groupe à un mouvement social plus large. Il y a donc une tentative active

de modifier le groupe afin de maximiser son impact historique et faciliter sa transformation et son élargissement en mouvement social ou de faciliter son intégration au mouvement social de l'époque. Cela risque bien sûr de détruire un groupe incapable de supporter le processus d'auto-analyse. Des précautions existent dans la sociologie de l'action pour l'éviter. Mais ces précautions témoignent l'existence de suppositions troublantes quant au choix de l'objet.

«Nous n'entreprenons pas une intervention sans avoir de bonnes raisons de penser qu'il y a dans la lutte considérée *du* mouvement social mais nous pouvons conclure à notre erreur et reconnaître que la lutte, telle qu'elle est organisée, est en grande partie ou entièrement étrangère au mouvement social qui est virtuellement présent» (Touraine 1978 : 199).

Deux problèmes significatifs émergent de cette affirmation. Le premier concerne les «bonnes raisons», qui motivent le choix du mouvement social. Celles-ci ne sont pas expliquées par Touraine. Le deuxième problème concerne l'existence du mouvement social qui est «virtuellement» présent. Comment déterminer quel groupe est représentatif d'un mouvement qui n'est, lui-même, peut-être pas représentatif de l'époque en question? Comme nous l'avons vu lors du dernier chapitre, Touraine soutient que chaque époque historique est accompagnée d'un seul mouvement social historique, c'est-à-dire le mouvement largement responsable pour la lutte contre la classe dirigeante pour le contrôle de l'historicité. Comment donc s'assurer, comme chercheur, que nous sommes sur la bonne piste?

Cette perspective est très limitée sans un détour par l'histoire. Il est vrai que l'altermondialisation semble émerger comme le mouvement de l'époque, mais il est impossible de conclure s'il demeurera ainsi tout au long de notre époque (qui n'est elle-

même pas clairement définie). Les ouvrages subséquents de Touraine, sur le mouvement étudiant, antinucléaire et les luttes occitanes, démontrent la difficulté de trouver un mouvement propre à chaque époque. Une solution à ce dilemme serait d'abandonner les penchants téléologiques de l'analyse afin de centrer le groupe à l'intérieur d'un mouvement social, parmi les plus grands et influents de la société, et de procéder à une auto-analyse à partir de là.

L'émergence d'un mouvement comme une réponse aux attaques de la modernisation

Comme nous l'avons déjà mentionné, la théorie NMS est intimement liée à l'existence même de notre époque. Pour la majorité des théoriciens de cette théorie, l'émergence de mouvements sociaux contemporains résulte des pressions du présent sur l'existence humaine. Toutefois, les conditions néfastes imposées par l'époque actuelle sur l'être humain occupent une place plus centrale dans les écrits de certains théoriciens en particulier.

Claus Offe établit sa propre chronologie de la formation d'un mouvement social contemporain. Selon lui, le réseau n'est pas abordé comme source principale de mobilisation. Il préconise plutôt une approche plus arbitraire selon laquelle un mouvement émerge dans un vacuum institutionnel, c'est-à-dire sans ressources institutionnelles. Un événement public sert à canaliser l'opinion et la protestation. Il peut aussi être question d'un souci pour un territoire physique, un espace d'action, un environnement physique, un héritage ou identité culturelle, ethnique ou nationale, les conditions physiques de survivance ou, pour reprendre le terme d'Habermas, d'un *life world* (Offe 1985 : 828-829). Ces événements, ces valeurs servent à délimiter la collectivité qui

est affectée et donc qui sera plus apte à se mobiliser. Cette collectivité est habituellement radicale et absolue et structurée de façon non-formelle avec peu de distinction entre chef et membre, membre et citoyen affecté et avec peu de division interne (Offe 1990 : 237).

Toujours selon Habermas, qui est l'auteur le plus important de cette veine théorique, il préconise la défense ou le rétablissement du mode de vie humain, présentement en danger et la mise en place d'un style de vie reformulé (Habermas 1981 : 33). Ce besoin répond à la nouvelle nature des conflits, synonyme de l'époque actuelle. Contrairement aux conflits du passé, les nouveaux conflits émergent dans les domaines de la reproduction culturelle, l'intégration sociale et la socialisation. Les enjeux sont donc d'une importance capitale et la défense de ceux-ci est ce qui unit les groupes hétérogènes qui combattent les incursions du présent. À ce sujet, le mouvement altermondialiste est particulièrement révélateur. Il regroupe toute une panoplie de groupes qui divergent dans leurs revendications, mais qui sont unis dans leur attribution de blâme pour ces conditions. Et quels sont ces enjeux? Il s'agit essentiellement de la perte d'identité qui découle de l'industrialisation et la bureaucratisation comme flux de notre époque (Klandermans 1986 : 23). Dans une société¹⁰ où l'obtention des biens matériels nécessaires à la survivance est assurée, la recherche de biens non-matériels prend une signification accrue.

Ces approches théoriques sont particulièrement bien adaptées à l'analyse de certaines composantes du mouvement altermondialiste. Ce mouvement consiste après tout d'une réponse contentieuse aux processus transnationaux et aux séquelles qui marquent le présent. Par contre, ceux-ci sont très mal adaptés à expliquer l'émergence de

¹⁰ Forcément de l'Occident, mais ce point est rarement clarifié.

mouvements *grassroots* qui émergent dans des endroits où les besoins minimums de survivance ne sont pas ou presque pas rencontrés, comme dans plusieurs pays du Tiers-Monde.

Chapitre 5 – L'organisation de l'altermondialisation

Le rassemblement des citoyens dans des organisations, mouvements, associations, syndicats est une condition nécessaire au fonctionnement de toute société civilisée bien structurée.

Vaclav Havel – Extrait des *Médiations d'été*

Jusqu'à présent nous avons pris pour acquis plusieurs choses au sujet du mouvement altermondialiste. Nous avons touché très brièvement la structure en réseaux et nous avons fait allusion à l'organisation du mouvement altermondialiste. Nous allons maintenant étudier ces concepts en détail. Nous débuterons par définir quelques concepts clés comme les mouvements transnationaux, les ONG et les groupes *grassroots*. Nous étudierons dans le reste de la première sous-section de ce chapitre, l'organisation structurelle du mouvement altermondialiste ainsi que les enjeux de ces modalités organisationnelles. Nous passerons ensuite aux théories de mobilisation des ressources et des nouveaux mouvements sociaux et leurs traitements de l'organisation des mouvements sociaux.

Sur l'organisation du mouvement altermondialiste

Une tentative de définir les acteurs

Le titre de cette sous-section reflète le caractère nébuleux des définitions qui entourent la question des relations transnationales. Toutes les définitions sont contestées à un niveau ou un autre. Au lieu de faire le survol de ces débats, nous avons choisi les définitions les plus ouvertes afin d'assurer une ouverture théorique suffisante. Ceci dit,

passons aux définitions nécessaires afin de continuer notre étude de l'organisation de l'altermondialisation.

Les mouvements transnationaux

Nous avons déjà abordé la question du transnationalisme lors de notre chapitre sur le contexte de l'altermondialisation. Toutefois, il reste à insérer l'altermondialisation à l'intérieur de ce phénomène. La question de la diversité des mouvements transnationaux est très bien résumée par Batliwala.

«The search for fresh theoretical and analytical constructs will have to address several issues, including the following: the causal, structural, and strategic distinctions between grassroots movements...and other types of movements...; the new forms of homogeneity and heterogeneity that coexist with movements...; the differences in organizing and advocacy principles between domestic...and transnational...movements; characteristics of short-term...and long-term struggles for change...and between single-issue...versus more broad-based transformation-type movements...; and the phenomenon of participation in multiple movements - that is the fluidity and mobility that makes the boundaries between movements more porous than in the past» (Batliwala 2002 : 399).

Donc, les mouvements sociaux transnationaux, ne doivent pas être définis par leurs objets, qui eux sont trop nombreux et trop souvent partagés entre différents mouvements pour être indicatif de la nature du mouvement. Ils doivent être définis par le type d'action qu'ils entreprennent, c'est-à-dire l'action contestataire internationale. En autres mots, un mouvement social transnational est défini comme: «a socially mobilized group with constituents in at least two states, engaged in sustained contentious interaction with power holders in at least one state other than their own, or against an international institution, or a multinational economic actor» (Tarrow 2001 : 12, voir aussi Tarrow 1998 : 184).

Les organisations non-gouvernementales

Même s'ils ne sont pas nécessairement transnationaux en envergure, la majorité des ONG le sont. Tarrow (2001 : 12-3) les définit comme :

«...organizations that operate independently of governments, are composed of members from two or more countries, and are organized to advance their members' international goals and provide services to citizens of other states through routine transactions with states, private actors, and international institutions».

Les ONG se distinguent par le fait qu'elles entreprennent habituellement une action plus conciliatrice, contrairement aux mouvements sociaux transnationaux qui entreprennent plutôt une action contestataire. Même si Tarrow nous avise de ne pas établir des différences sur des critères structurels, les ONG sont plus souvent dotées de structures professionnelles et bureaucratiques.

Les groupes grassroots

En ce qui concerne les groupes *grassroots*, ils doivent être différenciés des autres types de structures. Le degré de différenciation s'exprime de la manière suivante :

«...in terms of the *degree of vulnerability* to global policy and economic shifts. In other words, grassroots can be a relative rather than static term, but should always refer to those who are most severely affected in terms of the material conditions of their daily lives» (Batliwala 2002 : 396).

Nous trouvons cette séparation entre les groupes *grassroots* et les autres structures transnationales très importantes. Elle reflète le fait que les processus de la mondialisation influencent comment les mouvements sociaux se mobilisent et s'organisent (Smith 2001 : 8). De plus, cette citation démontre que les groupes *grassroots* sont sur les lieux, plus affectés par les conditions en question et souffriront la répression pour leur opposition.

Malgré l'intervention des mouvements et des ONG, il reste qu'un vide significatif existe entre ceux qui vivent directement les séquelles du présent et ceux qui viennent à leur aide, peu importe leur niveau de dévouement et d'implication. Maintenant que nous avons délimité les grands types structurels du champ transnational, il reste à y insérer l'altermondialisation.

L'altermondialisation

L'altermondialisation recoupe essentiellement toutes ces catégories, dont plusieurs mouvements sociaux transnationaux (l'environnementalisme, le mouvement antinucléaire, etc.), des ONG (Médecins sans frontières, Council of Canadians, etc.), et des groupes *grassroots* à travers le monde. Mais, avant d'utiliser le terme de «superstructure» transnationale, il faut noter que la majorité des mouvements sociaux contemporains recoupe les trois catégories transnationales que nous avons présentées. Ce qui distingue le mouvement altermondialiste est sa nature paradoxale. L'altermondialisation regroupe au moins une partie de tout les mouvements sociaux contemporains, plusieurs ONG et une quantité innombrable¹¹ de groupes *grassroots*. Tout ceci se retrouve sous une rubrique qui demeure relativement unifiée : l'opposition aux séquelles de notre époque engendrées par le capitalisme néo-libéral. Nous allons rajouter quelques composantes structurelles à notre définition : soit son extrême dépendance et utilisation de réseaux sociaux domestiques et internationaux qui créent une interaction plus ou moins soutenue avec des groupes semblables (Tarrow 1998 : 184).

¹¹ Encore une fois, par manque de données et non nécessairement par leur quantité.

Les conflits causés par ce champ transnational

«Lacking in imagination and caught between the many-headed street movement and an impulse to negotiate directly with power on its behalf, the spectre of NGOs as a device for the containment of political dissent arises» (Davis 2002 : 175). Cette dynamique qui existe dans le mouvement altermondialiste est marquée par le conflit qui émerge entre certaines ONG et les autres groupes qui composent le mouvement. Les ONG sont de plus en plus financés par les gouvernements nationaux du monde qui cherchent à décharger leurs responsabilités vers le haut (aux ONG) et vers le bas (aux gouvernements locaux). Chose qui paraît d'abord avantageuse : ce financement et les menaces de le retirer, sert de méthodes de contrôle très efficace, surtout pour les ONG plus professionnelles et bureaucratisées. Ce phénomène équivaut à une privatisation du support et de la mise en place de programmes sociaux qui, comme le dit Davis, devient le nouveau BS (bien-être social) du champ transnational où les ONG deviennent les nouveaux travailleurs sociaux (Davis 2002 : 177, 181).

Les ONG et leur cooptation, passive ou active, par les structures de l'ordre sont représentatifs d'un conflit plus large entre les radicaux et les tempérés du mouvement. Cette division existe à l'intérieur de chaque mouvement social (Lent 1999), mais semble plus critique dans le mouvement altermondialiste en raison des multiples manifestations qu'il génère. Plusieurs histoires d'activistes tournant sur eux-mêmes ont émergé de Seattle et d'autres endroits où la destruction de propriété est concernée. Dans une telle dynamique d'action contestataire, les ONG deviennent les instruments pour remplir le

vide de légitimité causé par la croissance de l'opposition au capitalisme néo-libéralisme (Davis 2002 : 176).

Il ne faut toutefois pas réduire la division entre radical et tempéré à celle de l'activisme de rue versus l'activisme de salle de réunion. C'est l'intensité de l'opposition qui semble être le facteur d'étiquetage par les structures de l'ordre. À Davos, où les négociations de l'OMC eurent lieu après Seattle, un étiquetage des ONG¹² fut effectué afin de diviser les «raisonnables», ceux qui cherchaient la discussion, et les «non-raisonnables» qui cherchaient à mettre fin aux négociations (Bello 2000, voir Bornschier 1999 pour un point de vue contraire).

Une autre composante problématique de la dynamique entre les ONG et les autres membres du mouvement altermondialiste est la relation d'exploitation qui existe entre les ONG professionnels et les groupes *grassroots*. Cette exploitation prend deux formes, soit l'exclusion des groupes *grassroots* du travail sur des causes quelconques, soit l'utilisation symbolique de ceux-ci afin d'augmenter la légitimité des ONG et de diminuer leur image bureaucratisée (Batliwala 2002 : 398). Nous avons vu non seulement la complexité de la composition du mouvement altermondialiste, mais aussi les difficultés qui découlent de cette complexité. Reste à voir les modalités structurelles du mouvement.

Les modalités structurelles du mouvement

Nous débuterons avec une typologie des groupes du mouvement altermondialiste avant de souligner les deux grandes caractéristiques du mouvement. La typologie que nous allons utiliser est celle de Starr (2000). Elle divise les groupes du mouvement

¹² Car ils furent le seul élément de l'altermondialisation invité aux discussions, et ce uniquement grâce au succès de Seattle.

altermondialiste en trois catégories : ceux axés sur la contestation et la réforme, ceux qui pratiquent une mondialisation par le bas, et les isolationnistes. Le premier groupe prend la forme la plus explicite d'anti-capitalisme/anti-corporatisme. Il a comme but, nous dit Starr, de rétablir l'autorité de l'État afin qu'elle puisse contrôler les corporations et améliorer les conditions sociales. Cette catégorie regroupe, par exemple, le mouvement de paix, de droits humains ainsi que certains groupes strictement anticapitalistes. La deuxième catégorie, celle de la mondialisation par le bas, consiste d'un internationalisme populiste par et pour les masses. Elle comprend l'unification de plusieurs populations opprimées dans plusieurs endroits. Elle regroupe les mouvements environnementalistes, socialistes, travaillistes, entre autres. Le troisième groupe, le moins influent, sont les isolationnistes. Ceux-ci préconisent une relocalisation et une augmentation de souveraineté locale par l'entremise d'une restructuration radicale de l'économie politique globalisée où les localités s'isolent volontairement du marché global et de ses enjeux. Ce groupe contient les anarchistes, les groupes de défenses des entreprises locales, les groupes qui préconisent un développement durable (Piccolomini 1996), etc.

En nous inspirant de cette typologie, nous en établirons une nous-mêmes : 1) les groupes modérés; 2) les groupes radicaux; 3) les groupes isolationnistes. Le premier groupe demeure essentiellement le même que celui dans la typologie de Starr, sauf qu'il regroupe une plus grande variété de thèmes, et se distingue, comme le propose Tarrow (2001), par le type d'action qu'il entreprend et non par l'objet vers lequel il dirige son action. Ce groupe est donc plus prêt à la négociation et à la modification du système néo-libéral afin de favoriser les populations défavorisées, rendre plus égalitaires les échanges économiques,

bref diminuer les séquelles du capitalisme néo-libéral. Notre deuxième groupe est moins conciliateur et préconise un remplacement du système néo-libéral. Malgré l'inclusion de plusieurs thèmes, le caractère distinctif de ce type de groupe est son désir de remplacer et/ou d'abolir, plutôt que de modifier. Ceci ne signifie pas nécessairement un remplacement systémique de type révolutionnaire, même si cette possibilité est incluse dans cette catégorie. Une telle position, si peu ouverte aux concessions et à la négociation, résulte en des tactiques plus radicales et poussées, telle la désobéissance civile. Notre dernier groupe ressemble au troisième groupe de Starr sauf qu'il se retire plus profondément de la société. Soit par défaitisme, soit pour la poursuite d'une utopie quelconque, ce type de groupe se retire du présent en poursuite d'une nouvelle structure sociale. Ce type de groupe ne revendique pas activement son mode de vie sur autrui et fait exactement comme son nom l'indique, il s'isole. Comme toute typologie, celle-ci doit servir uniquement de guide et non comme outil de classification ferme. Certains groupes recoupent plus d'une catégorie, surtout les deux premières, tout comme d'autres groupes se classifient difficilement dans une seule catégorie.

Deux points distinguent l'altermondialisation des autres mouvements sociaux contemporains. La première caractéristique uni le mouvement : son opposition aux séquelles de notre époque et du capitalisme néo-libéral, et la deuxième est ce qui le divise, son hétérogénéité.

L'unité du mouvement

Le caractère anti-démocratique des traités et institutions transnationales néo-libéraux les différencie des autres tendances transnationales de l'histoire. Cette unicité se

traduit aussi dans l'altermondialisation. L'activisme n'a qu'à suivre le développement croissant des multinationales pour trouver des endroits où intervenir et de créer des nouveaux liens, souvent transnationaux, pour les combattre (Klein 2002). Klein, l'auteur du manifeste anti-corporation *No Logo*, nous dit aussi que:

«(t)he value of focusing on corporations, as opposed to the more traditional activist route of focusing on pieces of legislation, is that through this tactic, organizers are able to graphically show how so many issues of social, ecological and economic justice are interconnected (Klein 2002 : 4).

Cette citation illustre un des paradoxes du mouvement altermondialiste : son unique élément unificateur, son opposition aux abus du capitalisme néo-libérale, découle de la variété des objets ciblés. De même pour l'activisme contre les institutions transnationales comme l'OMC et le FMI.

«It is the interconnection of different issues through the systemic logic of capitalism that defines the anti-capitalist movement by contrast with earlier campaigns that concerned themselves with more specific...issues such as nuclear weapons, apartheid, and even the environment» (Callinicos 2003 : 134).

Le mouvement, fortement influencé par son adversaire transnational capitaliste, s'attaque principalement à deux domaines de contestation (Ayers 2001 : 56). Le premier s'oppose au caractère hiérarchique des négociations et l'exclusion des activistes au prix d'une domination par les corporations transnationales et les gouvernements. Le deuxième souligne le manque d'éléments sociaux dans les négociations et traités comme les droits des travailleurs, la santé (publique et personnelle), et l'environnement qui est contré par des campagnes d'éducation afin de rallier l'opposition contre ces lacunes. La définition d'Ayers se limite surtout à la contestation contre les traités et institutions transnationales néo-libéraux et non aux phénomènes plus large du néo-libéralisme et son caractère

hiérarchique et fermé, ainsi que sa préoccupation quasi-totale avec la croissance des profits et le développement économique. La contestation de l'altermondialisation va au-delà de la contestation gouvernementale ou para-gouvernementale noté par McAdam, Tarrow et Tilly (2001 : 7-8).

«The movement itself is...multi-focus and inclusive. It is concerned with the world : omnipresence of corporate rule, the rampages of financial markets, ecological destruction, maldistribution (sic) of wealth and power, international institutions constantly overstepping their mandates and lack of international democracy» (George 2001 : s.p.).

Bref, le mouvement altermondialiste adopte plus largement un paradigme de vie, plutôt qu'un paradigme de production économique (Danaher et Burbach 2000 : 9-10, Smith 2001 : 3). Un troisième domaine à noter est la présentation d'alternatifs à la structuration néo-libérale des ententes et des organisations transnationales, bref la mondialisation. Mais ce domaine révèle plutôt l'hétérogénéité du mouvement.

L'hétérogénéité du mouvement

L'hétérogénéité du mouvement est notée dans plusieurs sources diverses (SCRS 2000, Ruben 2001) et a été mentionnée à plusieurs reprises antérieurement. On le voit dans les multiples domaines du mouvement. Le mouvement est souvent critiqué pour son manque de thème central, d'idéologie guide, de son opposition à toutes formes de structuration ou d'organisation.

«Since its inception the anti-capitalist movements has skated over the question of how precisely it intends to change the existing system and what it will put in its place. The consequence has been, on the whole, a productive ambiguity that has allowed the movement to be as inclusive as possible, embracing a wide variety of political approaches and forms of organizing. But it is not an ambiguity that can be maintained indefinitely without causing political costs» (Callinicos 2003 : 142).

Même si certains auteurs ne sont pas d'accord avec ce point (Klein 2000, Graeber 2003), aucune voix claire a émergé de ce mouvement tumultueux. Une perspective intéressante serait de traiter l'existence même du mouvement comme une expression de son idéologie. C'est-à-dire, «(i)t responds to corporate concentration with a maze of fragmentation; to globalization with its own kind of localization; to power consolidation with radical power dispersal» (Klein 2000).

En un mot, l'altermondialisation se prononce sur plusieurs éléments et domaines (Barlow et Clarke 2001, voir aussi Lemire 2000 : 58-60), notamment les conditions essentielles à la vie humaine et les qualités qui améliorent l'existence humaine. Les essentiels de la vie humaine comprennent : la subsistance (la sécurité de nourriture, l'accès à l'eau potable, la sécurité de la nourriture), l'économie (les *McJobs*, les ateliers de pressurage, la dette internationale) et l'écologie (le changement climatique, le dommage fluvial et les barrages, les forêts, les poissons). Tandis que la qualité de la vie humaine inclut les domaines suivant : le social (l'éducation publique, la santé publique, la sécurité sociale), le culturel (la monoculture, les empires médiatiques, les connaissances indigènes), les droits de la personne (la prostitution, l'esclavagisme, la répression militaire) ainsi que les standards de travail.

Cette diversité d'approches est plus évidente lors des manifestations contre les édifices de la mondialisation néo-libérale. Il importe de souligner que ces manifestations ne forment pas la totalité du mouvement comme tel, mais plutôt une convergence de plusieurs mouvements sous une même cause. Ils forment une «coalition de coalitions» organisée en axones, c'est-à-dire de façon organique, décentralisée en véritable Internet

vivant (Klein 2000). Mais il faut que le mouvement prenne garde de ne pas trop dépendre des grandes manifestations pour son élan. Déjà, la majorité des actions visibles du mouvement s'attache directement aux manifestations et à l'opposition de rencontres d'institutions transnationales économiques. Le mouvement risque de devenir un carnaval médiatique, plutôt qu'une structure mobilisatrice, éducative et transformatrice pour le changement.

Pour ce qui est de la participation à l'altermondialisation, comme la majorité des mouvements sociaux contemporains, elle est surtout composée par les classes moyennes instruites (Dubet 1993 : 64), mais regroupe également une large population d'étudiants, de marginalisés et d'experts sociaux. Cette hétérogénéité résulte aussi dans plusieurs autres phénomènes clés au mouvement, comme la décentralisation et la fluidité organisationnelle.

En un mot,

«There can be no new grand strategy or grand narrative across such a diversity of struggles, nor need there be such. These movements and the new practices of global solidarity will form new sources of democratic and progressive change at local, national and global scales, as well as constituting new sources of knowledge...» (Gills 2000 : 9).

Le pratique derrière l'altermondialisation

Dans cette sous-section nous arrivons aux modalités organisationnelles pratiques du mouvement altermondialiste. Débutons avec l'unité de mesure de base du mouvement, le groupe d'affinité.

Un groupe d'affinité est un groupe de 5 à 15 personnes rassemblées, habituellement de façon temporaire, afin d'effectuer une tâche spécifique pour un mouvement ou pour une manifestation. Malgré le fait que l'utilisation du groupe d'affinité

se limite habituellement aux manifestations, elle demeure la structure organisationnelle primaire d'un mouvement (Sturgeon 1995 : 38), surtout de type plus radical. Ce groupe est habituellement, mais non nécessairement, composé d'amis. Le groupe d'affinité est le lieu d'apprentissage, tant pour les principes qui guident l'action, que pour les techniques et tactiques qui serviront dans une manifestation éventuelle. Cette structure hautement décentralisée diminue forcément la bureaucratisation et le besoin de direction formelle d'un mouvement. Elle est fondamentalement un aménagement non-utilitaire d'engagement, d'obligation et d'action politique (Sturgeon 1991 : 177-8). Le rôle et le degré de participation, comme le désir de se faire arrêter ou non ou de subir l'action policière directe, sont décidés par le groupe même, et ce par consensus. Le groupe d'affinité est donc une sous-structure autonome et fluide qui se déploie elle-même selon des critères et buts établis par les membres du groupe, principalement dans une action directe quelconque.

Ce genre de structuration, si nous pouvons l'appeler ainsi, est une inversion des vieux modèles d'action contentieuse où le groupe agissait par l'entremise d'une personne. Ici les personnes agissent à travers le groupe de façon à permettre la découverte de soi et une action personnelle non-définie par un rôle spécifique ou une étiquette (McDonald 2002 : 115-7). Sturgeon (1991) dans son analyse approfondie des groupes d'affinité, note aussi le rôle qu'occupent les groupes d'affinités dans le développement personnel. Ils sont une source de nouvelle identité personnelle qui est souvent associée avec la prise d'un nouveau nom, un nom d'activisme. Le groupe d'affinité occupe une relation dialectique constante avec le mouvement auquel il appartient. En fait, le mouvement fournit un cadre

d'orientation pour les politiques d'identité fluide du groupe, mais il est à son tour influencé par l'interaction avec les groupes, c'est-à-dire «...l'analyse radicale du mouvement dépend de la construction collective de connaissances qui sont continuellement disputées et produit par un processus de consensus et des actions directes carnavalesques» (Sturgeon 1995 : 41 notre traduction, voir Presdee 2000 pour une analyse du carnaval). Voici pourquoi le groupe d'affinité occupe un rôle primordial dans l'altermondialisation. Le mouvement oriente l'action des groupes tout en subissant une orientation de leur part.

Mais encore plus important que les avantages tactiques et les bénéfices personnels que peut procurer ce type d'organisation est le fait que le groupe d'affinité est en lui même une expression d'opposition et de résistance aux structures politiques et aux sociétés dominantes (Sturgeon 1991). «Le groupe d'affinité dans une action directe quelconque forme une structure organisationnelle décentralisée qui minimise la bureaucratisation et le 'leadership' formel, en ligne avec les tendances antihiérarchique et antibureaucratique du mouvement» (Sturgeon 1995 : 39, notre traduction). Ce type de structure insiste fortement sur l'acteur individuel. Le potentiel d'action du groupe d'affinité, surtout à un niveau plus large, réside dans les membres du groupe. Chacun d'eux appartient à une collectivité extérieure, parfois même dans la sphère des politiques légitimes. Ces réseaux servent donc de structures politiques opérationnelles alternatives en temps d'action directe et, à la limite, présagent une structure sociale alternative (Sturgeon 1995 : 42). En résumé, «(a)ffinity groups construct political subjects who are able to make political decisions themselves, to disobey fixed and undemocratic authority and to maintain ties of mutual obligation based on a foundation of democratic participation» (Sturgeon 1991 : 182). Le

fondement du caractère démocratique des groupes d'affinité est l'utilisation du consensus dans son fonctionnement et orientation.

Le consensus, c'est-à-dire la prise de décision fondée sur la discussion, et dont la résolution est basée sur l'accord de tous les membres, et non uniquement la majorité de ceux-ci, est un moyen de fonctionnement radicalement différent, même à la démocratie. Cette manière de fonctionner permet une inclusion accrue et plus égalitaire, en ce que chaque membre du groupe possède une part égale du pouvoir. Chaque membre a une voix égale et une part égale de la discussion s'il choisit ainsi. Ces principes permettent une grande indépendance, non seulement de la structure politique dominante, mais aussi de la société en général. Il importe de noter que cette tendance n'est pas une forme d'isolationnisme utopique. Ce type de structure est activement utilisé contre les modalités politiques dominantes, et sert de modalité contentieuse par sa seule existence.

Donc comme l'utilisation du groupe d'affinité, le fonctionnement basé sur le consensus joue le rôle de critique des politiques libérales démocratiques, tout en étant une méthode pratique d'apprendre une nouvelle forme de citoyenneté (Sturgeon 1991 : 171). Une telle structuration est, très justement, appelée «dé/organisation» par Jordan. Selon lui :

«(t)he core component of dis/organization is a commitment to open organizing using flat hierarchies. Flat networks for co-ordination mean allowing all who want to participate to do so. Flat hierarchies are an ethical statement. They are a belief that all who participate in a dis/organization have something...to contribute and that forms of coordination must strive to draw all the worth they can from everyone's contribution» (Jordan 2002 : 69).

Même si ce principe n'est pas universellement appliqué, et malgré les difficultés inhérentes à son implémentation, il demeure une composante importante de

l'altermondialisation. Nous passerons maintenant à un exemple de l'utilisation pratique des groupes d'affinité et de la dé/organisation.

Pour ce faire nous allons utiliser l'exemple de Seattle, pour lequel la littérature abonde. Cependant, des démarches semblables ont été présentes avant les manifestations à Ottawa (N20), Québec, et maintes autres manifestations à travers le monde. L'article de Starhawk (2000) nous servira de guide pour Seattle. En préparation pour les actions de Seattle, les groupes d'affinités fondées et regroupées d'avance ont subi un entraînement théorique et pratique en tactiques de non-violence. En plus, des cours sur la préparation à l'emprisonnement, de stratégies de solidarité en prison et de principes légaux furent donnés. D'autres groupes d'affinités se sont chargés de premiers soins, de tactiques de blocage, de théâtre de rue, etc. Le but était de créer un nucléus de personnes prêt à faire face à la police de Seattle et prêt à former un noyau de résistance (Starhawk 2000 : 36). Le point de ralliement pour la manifestation était la non-violence. Tous les participants furent demandés de ne pas s'engager en violence physique, de porter ou d'utiliser des armes et s'abstenir de la consommation de drogues et d'alcool (lors de la manifestation). L'adhésion à ces règlements est impossible à confirmer, de même pour le principe de non-violence. Il demeure, à ce jour, ambiguë et hautement débattu (nous le verrons lors du prochain chapitre). Le résultat à Seattle fut une panoplie d'actions et de protestations.

«The action included art, dance, celebration, song, ritual, and magic. It was more than a protest; it was an uprising of a vision of true abundance, a celebration of life and creativity and connection, that remained joyful in the face of brutality and brought alive creative forces that can truly counter those of injustice and control» (Starhawk 2000 : 39).

Les groupes d'affinité à Seattle furent divisés en *cluster*, c'est-à-dire des zones de responsabilité autour du site de manifestation. La détermination de ces *clusters* fut établie lors de *spokescouncils*. Ces dernières étaient des réunions pour la prise de décision concernant les stratégies d'action. Chaque groupe d'affinité a envoyé un représentant qui était au courant des désirs et besoins de son groupe d'affinité. Ici aussi, la prise de décision s'est fait par consensus. Malgré le fait que, selon Starhawk, ce mode d'organisation est très flexible et ne réduit pas le temps de réaction des activistes, Cockburn et St.Clair (2000) nous disent que le temps requis pour une décision par consensus fut souvent exploité par les forces de l'ordre. Ce qu'il faut retenir de ce type d'action est qu'il est, par lui-même et indépendant des revendications avancées, une expression de résistance aux séquelles de notre époque. Il importe aussi de noter que malgré les vastes implications internationales et transnationales de Seattle, et la majorité des actions du mouvement altermondialiste, les actions et le déploiement du mouvement se déroule à des niveaux surtout locaux.

La dynamique globale / locale

Avant de clarifier la dynamique globale/locale il importe de mentionner que, malgré l'affaiblissement de l'État, il occupe encore un rôle important dans la dynamique de la mondialisation. La défaite des négociations de l'OMC à Cancun au Mexique en septembre 2003 (voir Bello 2003b et Cavanagh 2003) par une alliance de pays défavorisés, démontre le pouvoir des États face à la mondialisation néo-libérale.

Cette déclaration démontre le fondement même de la dynamique entre le local et global. Dans un monde complètement global, les actions locales n'auraient réellement aucune place ou influence. Tout comme les actions internationales seraient caduques dans

un monde fondé sur les relations locales. Ceci n'est évidemment pas le cas. Il existe un flux complexe entre le local et le global et ce, dans chaque domaine de l'époque actuelle. Un exemple simple : la présence de restaurants *McDonald's* à travers le monde est vue comme un phénomène significatif de la mondialisation culturelle, mais l'abondance de restaurants chinois dans toutes les villes occidentales passent avec peu de reconnaissance ou d'inquiétude de monoculture¹³. C'est-à-dire,

«(l)es réseaux...interviennent simultanément dans la politique nationale et internationale en faisant appel à des ressources diverses, *comme s'ils faisaient partie d'une société internationale*. Toutefois, ils utilisent stratégiquement, ces ressources pour influencer sur un monde composé d'états et d'organisations internationales créées par des états» (Keck et Sikkink 1999 : 99, souligné dans l'original).

C'est pourquoi nous parlons de *dynamique* globale/locale plutôt que de *paradoxe* global/local. Notre époque est marquée par une existence simultanée de plusieurs niveaux d'actions dans un même endroit ou un même conflit. L'utilisation du terme paradoxe suggère que ceci ne soit pas le cas, que nous habitions dans un monde entièrement globalisé où l'action locale est une aberration plutôt qu'une composante essentielle de l'action. Le terme «dynamique» tient compte du flux constant entre les actions et les répercussions locales sur le global et vice versa. Il reconnaît aussi l'inéluctabilité du local dans l'action globale, ainsi que le potentiel transnational dans les actions locales.

Absolument indispensables dans cette équation sont les mouvements locaux. Ils sont les plus proches des répercussions négatives de la mondialisation néo-libérale et de ses processus. Les mouvements *grassroots* en particulier vivent de près cette dynamique entre le global et le local. On ne saurait nier qu'ils travaillent sur les lieux et subissent plus

¹³ J'aimerais remercier M. André Tremblay pour cette comparaison juste et provocatrice.

profondément les influences de ce contexte plus large sur leurs vies (Smith 1994 : 24-5).

Les groupes *grassroots* sont un exemple parfait de l'existence de la dynamique qui existe entre le local et le global. Malgré ceci, l'action demeure principalement une entité locale pour ce type de groupe. Mais, ils doivent s'insérer à l'intérieur d'une résistance locale, nationale et globale afin de contrer un phénomène qui traverse et affecte tous ces niveaux.

L'organisation d'un mouvement selon la théorie de la mobilisation des ressources

Nous savons que la théorie MR se préoccupe principalement des processus d'émergence de l'action collective. Son corpus théorique est moins riche en ce qui concerne le fonctionnement et l'organisation des mouvements sociaux après leur émergence initiale. Nous allons quand même passer par les différentes modalités théoriques de la théorie MR, c'est-à-dire les approches économiques, politiques et cognitives.

L'organisation et l'approche économique

Au niveau de l'organisation, McCarthy et Zald établissent différents niveaux de l'«économie» des mouvements sociaux. Le premier niveau est celui du mouvement social et touche plutôt l'émergence d'un mouvement. Les niveaux subséquents s'adressent plus à l'organisation d'un mouvement.

Le deuxième niveau consiste dans l'étude de l'organisations de mouvements sociaux (OMS). Une OMS est une organisation complexe et formelle qui partage ses buts avec ceux d'un mouvement et essaye de faire valoir ses buts préconisés (McCarthy et Zald 1977 : 1218). Le lien se tire entre ces deux entités par l'entremise des buts (étroits ou

larges) que se fixe l'OMS. Le troisième niveau est celui de l'industrie des mouvements sociaux (IMS). L'IMS est le regroupement de toutes les OMS qui avancent des revendications semblables (McCarthy et Zald 1977 : 1219). Une IMS se caractérise des groupes qui, malgré des différences plus ou moins mineures, opèrent dans le même domaine de l'action collective; les femmes, les gaies, les syndicats, etc. Le quatrième, et dernier niveau, est le plus vaste. Le secteur de mouvements sociaux (SMS) regroupe toutes les IMS d'une société, peu importe quels mouvements sociaux spécifiques ils représentent, afin de sonder les éléments de la structure sociale qui les influencent (Garner et Zald 1985). Par contre, ces auteurs remarquent que cette division analytique regroupe uniquement les activités orientées vers le changement politique, et est donc limitée dans son apport théorique.

En plus, McCarthy et Zald (1977 : 1226-7) supposent que le but principal de chaque OMS est la survivance organisationnelle. Il est difficile d'affirmer ou d'infirmier cette supposition en utilisant l'altermondialisation comme exemple. Il nous manque des données suffisantes pour conclure que la survivance organisationnelle est le but du mouvement, mais ce que nous avons vu jusqu'à présent semble montrer que le mouvement est plus soucieux du changement social et de l'expression d'un mode de vie alternatif que de la simple survivance organisationnelle. Continuant avec l'altermondialisation, les différents types de structures d'action collective élaborés par les auteurs ne sont pas suivis d'une analyse ou d'une explication élaborée quant à leur organisation. Nous pourrions ainsi classer l'altermondialisation comme un IMS qui regroupe plusieurs différents groupes sous une même bannière. D'autant plus, l'approche économique nous fournit très

peu d'information sur l'organisation structurelle ce type d'entité. Passons maintenant à l'approche politique.

L'organisation et l'approche politique

L'approche politique cherche à savoir comment s'établit et s'organise un mouvement social afin d'être capable de connaître un succès et une influence auprès des structures de pouvoir. La force d'un groupe dépend de sa structuration sociale et de ses réseaux de solidarité. C'est ce que Oberschall appelle le «capital d'action». Il regroupe, à la fois, la masse du groupe (le nombre de participants, sa puissance économique, et l'intensité de ses objectifs), sa «capacité d'action stratégique» (son pouvoir de nuisance, sa capacité de légitimation sociale, et son flair tactique), ainsi que l'intensité et la variété de ses connexions aux centres de pouvoir (Oberschall 1973 : 59-60). Le capital d'action nécessaire pour l'émergence d'un mouvement social est aussi le facteur fondamental à son fonctionnement efficace et à la rencontre des buts qu'il se fixe.

Fondamentalement, cet aspect de la théorie MR est trop intimement relié aux types de mouvements plus classiques qui existaient lors de son émergence : les mouvements sociaux plus professionnels, bureaucratiques et organisés, plutôt que les mouvements sociaux contemporains. Selon Oberschall la direction (le *leadership*) d'un mouvement joue un rôle absolument fondamental dans l'émergence et l'organisation du mouvement. Le dirigeant est celui responsable pour la mise en place d'une organisation capable de former un mouvement, il gère le capital d'action et assure son bon fonctionnement. Il est difficile de réconcilier ce fait avec l'altermondialisation qui ne possède aucune structure de direction formelle et permanente et dont l'organisation est si décentralisée.

Le capital d'action sous-entend un haut degré d'organisation, en raison de l'ampleur des phénomènes qu'il recouvre. Cette organisation, de même qu'une base structurelle forte, sont essentielles pour un groupe qui envisage une protestation ou un conflit de longue durée (Oberschall 1973 : 119). Il reste à savoir si l'altermondialisation possède cette «base structurelle forte». Comme mouvement social contemporain, il possède une structure hautement décentralisée et manœuvrable, mais il est peu organisé selon l'axe d'Oberschall.

Revenons aux outils d'analyse établis par Tilly. Il se penche sur l'organisation du groupe comme facteur de formation de mouvement. Ici, le taux d'organisation du mouvement est directement proportionnel à sa capacité d'action. Plus un groupe est organisé, plus il est capable de faire valoir sa cause. L'organisation comprend aussi le taux d'inclusion du groupe, qui regroupe le dévouement des membres, ainsi que le montant de temps et d'énergie dépensée par ceux-ci. Selon Tilly, l'organisation se réduit à l'efficacité et le rendement du groupe face à l'atteinte de ses buts. Une telle approche est difficile à adopter pour un mouvement comme l'altermondialisation qui recouvre une si grande variété de buts. De plus, elle ne laisse aucune place aux influences externes sur l'organisation. Les groupes altermondialistes subissent une répression importante qui altère sans doute leur fonctionnement et leur structuration en plus de leur interaction avec le capitalisme néo-libéral qui est en flux et changement constant.

De même pour la théorie des occasions politiques qui ne fait que frôler les influences qu'ont les occasions politiques sur l'organisation d'un mouvement une fois qu'il est établi. Elle sous-entend que les mêmes contraintes et avantages présents lors de

l'émergence du groupe continueront à jouer sur lui. Elle ne tient pas compte, par exemple, de l'accroissement ou de la diminution de la répression qui se rapporte au différent type d'organisation et comment ceux-ci s'insèrent dans un climat politique. Ce type de questionnement serait particulièrement utile avec la question de l'altermondialisation. Il serait intéressant de savoir si une structuration décentralisée et l'adoption d'un activisme plus radical attire nécessairement une répression accrue, et sinon pourquoi? Bref, nous croyons qu'il serait bénéfique d'élargir cette théorie vers l'organisation du mouvement.

L'organisation et l'approche cognitive

Malgré l'extrême originalité et la force d'analyse de l'approche cognitive dans l'émergence d'un mouvement social, celle-ci ignore quasi-totalement l'organisation du mouvement une fois formée sauf pour nous dire que l'identité collective du groupe oriente son organisation, mais non comment (Klandermans et de Weerd 2000 : 74). Il serait plus bénéfique de tracer le développement et la transformation de l'identité du groupe par rapport aux actions qu'il entreprend ou subit, et comment ces transformations affectent l'identité sociale des membres du groupe.

Ainsi, l'approche MR, malgré son orientation matérielle et structuraliste, se voit très mal équipée pour analyser un mouvement social après son émergence. Évidemment, la rigueur et la force des analyses de cette théorie ne manquent pas. Il est plutôt question de modifier et d'élargir ces concepts et outils analytiques pour inclure une plus grande partie de l'existence d'un mouvement social. Nous passerons maintenant à la théorie NMS et de son traitement de l'organisation d'un mouvement social.

L'organisation d'un mouvement selon la théorie des nouveaux mouvements sociaux

Le traitement de l'organisation du mouvement social est plus approfondi chez les théoriciens NMS. Mais certains théoriciens, dont Touraine, l'ignorent autant que le fait la théorie MR. Nous verrons d'abord ce que fait Touraine avec l'organisation des mouvements sociaux. Nous passerons ensuite à la contribution plus importante de Melucci au sujet des réseaux.

Touraine et la primauté du mouvement

La raison principale pour laquelle Touraine ignore l'organisation d'un mouvement social ou dans son cas, d'un groupe qui est potentiellement un mouvement social, est très claire. À l'intérieur de la sociologie de l'action, cette science qui cherche et promeut le développement du mouvement social de l'époque, le chercheur ne se prononce pas sur la vie intérieure du groupe ou ses méthodes de travail (Touraine 1978 : 269). Outre, la nébuleuse interne du groupe, la sociologie de l'action voit les mouvements sociaux comme des entités temporaires et dramatiques. Ceci ne signifie pas que Touraine compare le mouvement social à une foule désorganisée. Tout au contraire, le mouvement social est le véritable moteur de la vie sociale. Le caractère indispensable du mouvement social dans la dynamique de la société moderne, découle de la composition même de la société.

Le rôle des réseaux

La structure d'un mouvement quelconque est sa manifestation concrète, la forme qu'elle prend. Ce sujet est important parce que :

«(t)he forms of contemporary movements...is the most direct expression of the message collective action announces to the society. The meaning of the action has to be found in the action itself more than in the pursued goals: movements are not qualified by what they do but what they are (Kitschelt 1991: 809).

Melucci va encore plus loin en disant que les nouvelles formes d'organisations présentes dans les mouvements sociaux contemporains sont, non des outils tactiques, mais des fins en elles-mêmes (Melucci 1985 : 801). Ceci découle de la nature du conflit symbolique, dans laquelle les mouvements sociaux contemporains sont impliqués, et du fait que la structure du groupe est, en elle-même, un message contre les modèles culturels dominants. Comme nous l'avons vu, l'altermondialisation s'insère dans ce phénomène. La forme de cette structure est le réseau.

La réticulation de groupes de changement social est essentielle à la formation et à l'existence de mouvements sociaux contemporains. Le réseau, mais plus spécifiquement les réseaux, sont le lieu de naissance du mouvement, et orientent forcément son organisation. Les groupes de changement social sont composés de petits groupes en réseau submergés dans la vie de tous les jours, chose qui exige une participation personnelle dans l'expérience et la pratique de l'innovation culturelle (Melucci 1984 : 829). Cette coalescence ne se déroule pas dans tous les domaines du changement social. Elle émerge seulement autour des grands domaines de ralliement, comme la paix, l'environnement, la mondialisation, etc. Mais le réseau demeure submergé. Il est un système d'échange, plutôt qu'une structure administrative ou bureaucratique, prêt au déploiement en temps de conflit. La latence d'un mouvement n'est surtout pas un signe d'inactivité, elle est plutôt un «potentiel de résistance» entreposé dans l'existence de tous les jours de ceux qui pratiquent une vie alternative exprimée par le mouvement. Melucci nous dit ainsi :

«...collective action is nourished by the daily production of alternative frameworks of meaning, on which the networks themselves are founded and live from day to day» (Melucci 1989 : 70-71).

Le réseau est donc le moyen par lequel l'action collective est manifestée dans la pratique de croyances en une vie alternative aux schèmes dominants de la société. Il devient actif dans les moments de crise. Le réseau est :

«...caché ou, plus spécifiquement, latent...; des cellules autonomes qui opèrent de façon individuelle, indépendantes du mouvement plus large, même si elles maintiennent des liens avec par l'entremise de la circulation d'information et de personnes. Ces liens deviennent explicites seulement durant les périodes transitoires de mobilisation collective qui touchent des sujets qui font apparaître le réseau latent et qui le permettent de se submerger à nouveau...» (Melucci 1996 : 115, notre traduction).

Cette logique démontre la différence entre une mobilisation, lors d'une crise, et un mouvement, qui existe dans les définitions et pratiques des participants en temps plus calme. En gros, le mouvement social contemporain, y inclus l'altermondialisation, existe dans ses réseaux de relations sociales, dans sa capacité et son désir de reprendre l'espace et le temps, et dans ses tentatives de pratiquer des styles de vies alternatives en réponse aux nouvelles formes de contrôle qui vont au-delà de la répression étatique (Melucci 1989 : 73).

Cette perspective, qui lie l'identité collective et l'action collective, est fondamentale dans l'étude de l'altermondialisation. Elle sert de guide pour orienter l'étude du mouvement qui, en ce moment, souffre d'un manque important d'information concernant les périodes et structures latentes. De plus, la solidarité du groupe est liée aux aspects personnels et affectifs de la participation au réseau. Les deux forment essentiellement un cercle : le réseau encourage la solidarité et la participation, tout comme la solidarité et la participation encourageant la formation et la stabilisation de réseaux.

En définitive, la théorie NMS se charge de l'étude de l'organisation du mouvement social d'une manière plus poussée que le fait la théorie MR. Il reste quand même beaucoup de place pour l'amélioration. Comme nous l'avons vu, les théoriciens des deux écoles touchent ce sujet le font surtout comme continuation du processus d'émergence. Même Melucci, qui se penche sur la structure en réseau, l'envisage surtout comme lieu de formation de mouvement et comme simple continuation dans le fonctionnement régulier du mouvement. Le dynamisme des réseaux, qui continue sûrement après l'émergence du mouvement, est traité très sommairement. Nous allons maintenant présenter le dernier facteur d'évaluation comparative de notre étude, celui des fins du mouvement et de l'évaluation du mouvement social.

Chapitre 6 – Les fins et l'évaluation de l'altermondialisation

Évaluer, c'est créer : écoutez donc, vous qui êtes créateurs! C'est l'évaluation qui fait trésors et des bijoux de toutes choses évaluées.

Friedrich Nietzsche

Comme tous les autres critères d'évaluation de cette étude, nous allons débiter avec le sujet de l'altermondialisation. Pour ce faire, nous allons étudier les tactiques de l'altermondialisation utilisés surtout lors de manifestations avant de voir le débat qui entoure l'utilisation de celles-ci. Nous passerons ensuite à un survol de quelques résultats du mouvement ainsi que sur le manque de cohérence dans les revendications de celui-ci. Nous terminerons avec le traitement fait des fins et buts prononcés par un mouvement, ainsi que son évaluation, par la théorie MR et NMS.

La piste incertaine de l'altermondialisation

Les tactiques du mouvement

Parallèlement à la division structurelle du mouvement selon les lignes radicales et réformatrices, les tactiques du mouvement se classent, à la limite du moins, selon ces deux axes. Les tactiques réformatrices sont très variées et demeurent largement cachées aux médias et aux chercheurs qui sont plus occupés avec les actions contestatrices ouvertes du mouvement, surtout lors de conférence ou de réunions d'institutions de la mondialisation

économique néo-libérale. Pour cette raison notre exposition des tactiques se limitera à celles des composantes radicales du mouvement.

Un concept pourrait résumer les tactiques du mouvement altermondialiste : celui d'action directe. Ce type d'action contestataire n'est pas spécifique à l'altermondialisation. Il existait déjà dans les mouvements qui sont venus composer l'altermondialisation comme l'environnementalisme, le mouvement antinucléaire, etc. L'action directe se définit comme: «...social anarchism, or radical democracy, centrally concerned with power, the production of knowledge, authority, consent, and identity» (Sturgeon 1991 : 21). Plus spécifiquement, elle regroupe les tactiques et actions offensives et défensives exécutées sur les lieux contre un opposant quelconque ou son représentant. Elle regroupe la désobéissance civile mais comprend aussi des tactiques plus «offensives» comme le placement de clous dans des arbres destinés aux champs de coupe. Même si elle génère souvent une couverture médiatique importante, ceci n'est pas le but direct. Le but de l'action directe, comme le nom le suggère, est d'intervenir directement sur une situation, habituellement pour la cesser ou la prévenir (Jordan 2002 : 62-3). Chaque groupe et chaque manifestation sont caractérisés par une manifestation différente de l'action directe. Donc notre définition du concept est forcément vague, non par manque d'exemples. Tout au contraire, c'est justement l'abondance d'exemples qui rend une définition claire et facilement analysable difficile à établir. De même pour l'utilisation et même la définition de ce qui constitue la violence (la prochaine sous-section abordera cette question). L'action directe et la désobéissance civile sont délibérément floues comme concept en raison du caractère inclusif et égalitaire des groupes et leur utilisation du consensus (Sturgeon 1991 :

187). Voici une autre conséquence de l'hétérogénéité du mouvement, la panoplie d'actions et de tactiques est difficile à définir. Mais nous allons toutefois énumérer des exemples d'action directe afin d'au moins délimiter le phénomène, si non le définir.

Dans son excellent article, Smith (2001) regroupe les tactiques du mouvement altermondialiste sous deux catégories : un répertoire adapté, qui consiste de techniques et de tactiques largement utilisées par d'autres groupes et dans d'autres périodes historiques modifiées pour le conflit altermondialiste, et le répertoire innovateur, qui regroupe les nouvelles modalités contestataires établies par le mouvement. Sous le répertoire adapté on retrouve les activités d'éducation et de mobilisation comme le *teach-in* (une variation du *sit-in* des années 60), des sessions d'entraînement en tactiques de non-violence, premiers soins, etc., ainsi que les mobilisations symboliques comme la création de journaux et théâtre de rue. Les protestations de ce genre créent la solidarité, surtout contre une violence policière accrue et transmet l'information à un public plus large (Smith 2001 : 10). Sous le répertoire innovateur, Smith souligne les modalités organisationnelle/mobilisatrice comme la création d'association transnationales, de modalités qui copient les procédures d'institutions officielles¹⁴, et des modalités électroniques comme l'utilisation de listes électroniques, la création du Independent Media Centre¹⁵ et la désobéissance civile électronique (ou *hacktivism*).

Il importe aussi de mentionner une tactique qui, sous cette définition si ouverte, peut être incluse dans l'action directe : celle du *black bloc*. Contrairement au reportage médiatique à son égard, et une revue de n'importe quelle manifestation démontre que ce

¹⁴ Comme la réunion d'ONG et de groupes *grassroots* au Forum social à Porto Alegre par exemple.

¹⁵ IMC - un réseau médiatique avec plusieurs bureaux à travers le monde qui rapporte des nouvelles souvent ignorées par les médias de masses et des nouvelles axées sur l'activisme mondial.

sujet est un des plus populaire, le *black bloc* n'est pas un groupe, mais une tactique de protestation. Elle consiste essentiellement en une tactique de solidarité qui inclut le port de masques, d'«uniformes» noires, et d'autres armements (autant offensifs que défensifs), et d'une action qui encourage les attaques contre la propriété privée et, à la limite, la violence contre l'État (manifesté surtout par la police anti-émeute) et le capitalisme. «In this way the *black bloc* is a form of militance that mitigates the problematic dichotomy between popularly executed non-violent civil disobedience and elite, secretive guerrilla terrorism and sabotage» (Young 2001). Il n'est pas question ici de critiquer l'utilisation de violence par ceux qui adoptent des tactiques de *black bloc*, mais il est plutôt question de faire le survol des différents outils de l'altermondialisation.

Fondamentalement, l'activisme, et surtout l'action directe, peut être vu comme une transgression. Elle est définie comme suit : «(t)ransgression is an assault on the way social norms, beliefs, inequalities and oppression are reproduced (Jordan 2002 : 32). Une telle vision correspond très bien à un radicalisme qui cherche le remplacement, et non la modification des modalités de notre époque. Bien sûr ce radicalisme n'est pas universel à l'intérieur de l'altermondialisation, ou n'importe quel autre mouvement social, mais il souligne la primauté de cette vision transgressive de la contestation, ce que Jordan appelle «activisme!». Certains critiquent la prépondérance de l'action directe dans les actions de l'altermondialisation, par peur qu'elle se borne trop sur le local et que cette myopie mène à une exclusion du mouvement (Kiely 2001). Toutefois, il nous manque d'information sur le fonctionnement des groupes de l'altermondialisation entre les événements de protestation

pour arriver à une conclusion semblable. De plus, les groupes *grassroots* maintiennent des liens internationaux trop importants pour les ignorer.

L'action de l'altermondialisation est donc largement axé sur les événements de protestation contre les institutions du capitalisme néo-libéral. Le *summit hopping* (Reevelly 2002), la simple participation aux manifestations contre les organismes transnationaux, sans un support soutenu, pourrait devenir un problème pour l'altermondialisation. Une action contestatrice légitime, surtout aux yeux des masses, est difficile quand ses manifestations les plus visibles sont effectuées, en minorité ou en majorité, par des dilettantes venus plutôt pour l'atmosphère de carnaval. Rajoutons à ce mélange des médias trop préoccupés avec leurs chiffres d'abonnement qu'avec la recherche de la vérité, et l'altermondialisation pourrait faire face à une crise importante de légitimité. Il importe aussi de mentionner le rôle des multiples forum sociaux et réunions parallèles (comme Porto Alegre et Dubai) qui servent aussi à maintenir l'action et l'Élan du mouvement mais qui intensifient aussi ses clivages internes et son hétérogénéité (Houtart 2003). Il faut noter que toutes ces conjectures sont basées sur de l'information grossièrement insuffisante à l'égard de l'action soutenue de l'altermondialisation, c'est-à-dire à l'extérieur des événements de protestation et des forums sociaux.

'Violence' et 'non-violence' : le débat des tactiques à adopter

Tout comme ces tactiques, l'opinion les concernant est controversée. Ce qui est considéré comme violent par un groupe, est tout simplement la destruction de la propriété par un autre. Pour d'autres, aucune action, même défensive, peut être utilisée contre un être humain, même un policier(!), tandis que certains groupes prônent l'utilisation de la

violence contre toutes les représentations du capitalisme néo-libéral, qu'ils soient humains ou matériels.

L'utilisation de la violence est attirante, surtout quand on considère que, comme le remarque Gamson (1983 : 736, citant Gamson 1975), les groupes qui utilisent la violence, les grèves et autres contraintes ont de meilleures chances à faire entendre leurs revendications. Et ce surtout quand on considère que l'«émergence de la violence politique n'est...pas imputable aux acteurs qui la portent. Elle est plutôt le résultat logique d'une trop grande fermeture du système politique et institutionnel» (Lapeyronnie 1998 : 600). Toutefois, le débat fait rage parmi les activistes de l'altermondialisation. Un camp rejette la violence en toutes ses formes (Bruno 2001, Callinicos 2003 parmi d'autres), tout comme un autre y attribue le succès récent du mouvement (Graeber 2003).

«If the direct action protesters had not put their bodies on the line throughout that entire week (à Seattle), if only the protest had been...under official...banners, then there would have been a 15 second image of a parade on the national news headlines that Tuesday evening and that would have been it (Cockburn et St. Clair 2000 : 67).

Pour certains, l'utilisation de l'action directe, qu'elle soit violente ou non, est incontournable. Des institutions comme l'OMC sont structurées d'une manière si anti-démocratique, que seule l'action directe peut espérer effectuer un changement quelconque (Smith 2001). Peu importe le rôle que l'on assigne à l'action directe et à la violence, il est difficile d'y demeurer indifférent. Nous ne pouvons pas nier l'importance et l'influence de la contestation, comme le fait Halimi (2001).

À Seattle, ce débat s'est manifesté dans la rue. Certains activistes, pratiquant la destruction de propriété privée et publique, se sont vus interpellés non par la police, mais par d'autres activistes qui ont formé une chaîne humaine autour de certains grands

magasins (*Niketown* entre autres). D'autant plus, certains activistes furent appréhendés et remis à la police de Seattle par d'autres activistes. Ces événements, rapportés par Cockburn et St. Clair (2000), sont rapportés de manière très différente sous la plume de Levi et Olson (2000). Contrairement à Cockburn et St. Clair, ils attribuent le succès de Seattle aux actions non-violentes des unions présentes sur les rues, et blâment les «anarchistes» pour l'image négative des manifestations. Il est difficile de déterminer quelle version est véridique, les deux dressent des portraits très différents des événements.

Le débat tourne fondamentalement autour de l'utilisation de tactiques de *Black bloc*, et d'autres tactiques basées sur l'«anarchisme». Soit par souci pour l'image négative que ce type d'action crée, soit par opposition philosophique à toutes formes de violence, les groupes plus modérés de l'altermondialisation tournent leur nez de ces tactiques. Ce débat est le conflit principal entre les éléments modérés et radicaux du mouvement altermondialiste. De telles divisions internes, malgré l'uniformité relative de l'objet de contestation, pourraient faire sauter un mouvement qui, en dépit de son hétérogénéité, maintient une existence relativement harmonieuse.

Les 'résultats' du mouvement altermondialiste

La réponse à cette question diffère selon la perspective théorique utilisée. Mais même si l'évaluation des résultats est difficile, des études, portant sur d'autres mouvements comme le mouvement anti-nucléaire, démontrent que même si les buts explicités d'un mouvement ne sont pas réussis, ils réussissent quand-même à faire imposer des règlements et des changements importants (Welsh 2001). El-Amine explique une décennie d'action altermondialiste.

«...this is not to say that the protest movement has had little effect; in fact, its impact has been profound. It is often difficult, even for activists, to detect what they have achieved. The very fact that the heads of the IMF (International Monetary Fund - IMF) and WB (World Bank - Banque mondiale) along with Bush, Chretien (sic) are offering anything at all reflects that they are feeling some pressure. The fact that 34 heads of state have to meet behind an 8-foot fence with a security force of 6000 guarding them puts lie to their claims that they are working in the interest of the people they represent. That the next round of WTO (World Trade Organization - OMC) negotiations could only be held in a place like Qatar suggests that the Seattle events were a resounding victory for the protestors» (El-Amine 2001).

Les succès de Seattle font écho aux succès du mouvement dans sa généralité. Par contre, ce ne sont pas tous les succès énumérés dans cette citation qui sont importants. Que des concessions sociales furent offertes aux ONG est notable, même si ceci n'est qu'une modification (très mineure) du même système responsable des séquelles de notre époque. Et la mise en place de modalités de sécurité plus importantes, ainsi que le changement d'endroit de réunion pour ces rencontres est sans réelle conséquence; sauf bien sûr l'inconvénient pour les chefs d'États et du coût accru de telles conférences qui sera inévitablement passé aux citoyens «représentés». Par contre, les manifestations à Genoa (Italie, août 2001), avec ses masses de policiers et d'activistes fut l'apogée de la course des armes synonymes des conférences de ce genre. La mort d'un activiste, sous des conditions qui ne seront jamais élucidés, et l'ampleur de l'événement ont donné un élan important au mouvement. Élan qui s'est freiné, surtout aux États-Unis avec l'attaque terroriste du onze septembre 2001. Par contre, une certaine reprise s'est effectuée suite à la campagne militaire lancée en Afghanistan et ensuite avec la guerre en Irak. «...September 11 has provided the anti-capitalist movement with an opportunity to develop a deeper political understanding...now it has to see that this system embraces imperialism as well as capitalism» (Callinicos 2003 : 134). Plusieurs manifestations ont eu lieu entre Seattle et

Genoa, et entre 9/11 et aujourd'hui (Québec entre autres), certains avec plus de succès que d'autres. Nous ne les reprendrons pas tous. Mais il importe de noter que l'institution chouette du capitalisme néo-libéral, l'OMC, est en période de crise importante.

Bello (2003a) note trois stades à la crise de l'OMC. Le premier est la crise économique de l'Asie en 1997 qui démontra l'instabilité inhérente de la libéralisation économique, même dans les économies 'fortes' et en pleine expansion, comme celle du Japon. Le deuxième moment de la crise fut la bataille de Seattle et la faillite subséquente du troisième ministériel de l'OMC. Cet événement démontra l'inégalité structurelle de l'OMC et les conflits entre les États-Unis et l'Union européenne (surtout en matière d'agriculture). La troisième crise, notée par Bello, est l'effondrement de la bourse en 2001 due à la stagnation des marchés classiques comme l'automobile, sans que les marchés embryonnaires de la télécommunication puissent prendre la relève. Ces trois événements, combinés à la détérioration environnementale continue, donnent un support important à l'altermondialisation qui continue à s'attaquer au fondement même de ces problèmes : le capitalisme néo-libéral mondialisé. La récente défaite du cinquième ministériel de l'OMC à Cancun le 14 septembre 2003, n'a fait qu'élargir la crise de légitimité de l'OMC et du capitalisme néo-libéral (Bello 2003b, Cavanagh 2003). Cette défaite, montée par une alliance de 21 gouvernements de pays défavorisés¹⁶ et supporté par plusieurs groupes de l'altermondialisation, démontre jusqu'à quel point l'OMC est incompatible avec ses buts déclarés de rendre plus égale le commerce et le développement économique mondial.

Cette crise de l'OMC, et d'autres institutions semblables, suscite le questionnement suivant :

¹⁶ Cette coalition fut menée par le Brésil, et inclut l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, entre autres.

«Like scientific paradigms in crisis, the dominant institutions of globalization can no longer handle the multiple problems thrown up by the process of corporate-led globalization. Instead of trying to reform the multilateral institutions, would it not be more realistic, and 'cost-effective', to use a horrid neo-liberal term, to move to disempower, if not abolish them, and create totally new institutions that do not have the baggage of illegitimacy, institutional failure, and Jurassic mindsets that attach to the IMF, World Bank and WTO?» (Bello 2000).

Cette citation ouvre sur les résultats cherchés par les divers groupes de l'altermondialisation. Malgré son opposition aux séquelles du capitalisme néo-libérale, les solutions prônées par l'altermondialisation sont loin d'être aussi étanches.

Bello (2000) suggère que les efforts de l'altermondialisation doivent être concentrés dans l'élargissement de la crise de légitimité connue par le système qui guide ces institutions. En autres mots, il cherche le démantèlement des corporations transnationales, une «dé-globalisation» axée non sur le retrait de l'économie internationale, mais une restructuration totale basée sur le local et l'égalité. Un autre exemple de revendications est le groupe international (basé surtout en France) ATTAC qui préconise l'adoption d'une taxe Tobin. Cette dernière est un système de taxation (très légère) de toutes transactions économiques internationales afin de créer un fond mondial pour les dépenses sociales (Ancelovici 2002). Nous pourrions continuer dans cette veine pour plusieurs pages puisque les revendications sont quasiment aussi nombreuses que les groupes altermondialistes et varient autant en envergure. Cette grande variation parmi les groupes qui prennent la peine de se prononcer sur un alternatif quelconque, démontre qu'il existe absolument aucune solution ou alternative uniforme pour combattre les séquelles de notre époque. L'altermondialisation est tout simplement trop hétérogène pour envisager l'émergence d'une politique ou doctrine derrière laquelle rallier un certain

support pour remplacer le mode de production présent. Les rencontres lors de forum sociaux démontre bien cette dynamique (Wallerstein 2004). L'alternatif pour le moment est la réalisation de buts limités, de victoires restreintes dans des domaines et localités uniques. Et il ne faut pas ignorer le fait que plusieurs groupes cherchent justement ce type de succès, et non pas un changement révolutionnaire. Une telle hétérogénéité de buts et de revendications fait en sorte qu'il est difficile d'évaluer le rendement spécifique du mouvement. Il est toutefois possible de tenter l'exercice à un niveau plus local. Une optique d'étude plus restreinte faciliterait l'établissement de liens de causalité entre des actions d'un groupe et des répercussions, positives ou négatives. Comme nous l'avons fait tout au long de ce travail, nous allons maintenant examiner la théorie de la mobilisation de ressources et sa vision de l'évaluation des fins du mouvement social.

Les fins et l'évaluation selon la théorie de la mobilisation des ressources

Semblable à l'organisation d'un mouvement social, l'évaluation de celui-ci demeure un phénomène largement ignoré par la théorie MR. La théorie des occasions politiques, l'approche cognitive et Tilly l'abordent, mais très sommairement. Avant d'examiner son apport, nous discuterons du mérite de l'évaluation du succès d'un mouvement.

Par évaluation, nous entendons une comparaison entre les buts et fins prônés par un mouvement social et leur réalisation. Cette évaluation s'étend aussi au changement engendré par le mouvement qui ne faisait pas nécessairement partie des buts du mouvement. Cette ouverture permet d'attribuer un succès à un mouvement qui a connu un succès inattendu ou un mouvement qui, par manque de buts clairs, a engendré un changement quelconque. Bref, cette définition plus large tient compte de l'incertitude qui

marque le changement social. Toutefois, l'utilisation du concept de succès suggère une homogénéité non seulement des buts du groupe, mais aussi des membres qui le composent. De toute évidence, ceci n'est pas le cas (Guigni 1998 : 333), même parmi des groupes basés sur le consensus comme en est le cas avec l'altermondialisation. Le succès est, après tout, un concept subjectif et susceptible à une interprétation différente par les membres du groupe, les non-membres, et les critiques du groupe. Même si on dépasse les problèmes suscités par la subjectivité inhérente à la définition du succès, il reste que l'établissement d'une corrélation entre une fin quelconque et un effort ou action spécifique d'un mouvement demeure très difficile à établir (Tarrow 1998 : 161). Toute une gamme de facteurs, outre les actions d'un mouvement social même, peut engendrer un changement social. L'équation se complexifie quand on tient compte de l'influence d'un mouvement social sur ces autres facteurs qui peuvent inciter un changement, comme par exemple, l'opinion publique. Tarrow remarque justement que le changement peut se dérouler avec l'absence de mouvements sociaux locaux, uniquement par les pressions de l'opinion publique internationale ou de mouvements transnationaux. Bref, la définition de succès est très vaste et passe de l'établissement d'une identité collective, comme le préconise Melucci (1989), à la mise en place d'une nouvelle loi (Tarrow 1998 : 162).

La théorie des occasions politiques aborde le succès du mouvement, mais ce uniquement afin d'énumérer quels facteurs l'influencent, et non pas pour établir un schème ou des critères d'évaluation. Pour Guigni (1998 : 380-1), les facteurs politiques extérieurs, et l'environnement plus large d'un groupe social ont plus d'influence sur son succès que l'organisation et les tactiques (violentes ou non) qu'il utilise. La place d'un

mouvement dans un cycle de contention est aussi déterminante du succès de ce dernier. Le lecteur attentif se souviendra que le cycle de contention est le passage historique de périodes actives et calmes de protestation dans une société. Le succès d'un mouvement diffère selon sa place en début ou à la fin d'un cycle, ainsi que dans une période de quasi-inactivité contentieuse.

Même l'approche cognitive attribue une certaine importance aux facteurs extérieurs sur le succès du mouvement. «...(D)errière le succès ou l'échec de (l')opération de 'mobilisation cognitive' est en cause un processus plus essentiel... : l'appropriation ou, éventuellement, la ré-appropriation de cadres interprétatifs par les membres virtuels d'un mouvement...» (Chazel 1997 : 197). La capacité d'appropriation de ces cadres interprétatifs dépend de la plausibilité de ceux-ci. Cette plausibilité dépend de l'information et du milieu dans lequel il se déploie. C'est pour cette raison, nous dit Chazel, que l'action collective se fait plus aisément dans des conditions de risques que de gains potentiels; ceci découle du fait que les pertes sont tangibles, tandis que les gains potentiels sont fondamentalement inconnus.

L'approche de Tilly, a subi de nombreuses modifications qu'il des années. En 1978, Tilly concevait l'efficacité et le rendement du groupe face à l'atteinte de ses buts comme fonction de son organisation. Plus spécifiquement, on mesurait cette efficacité par le degré de *catnet* (combinaison de *category* et *network*) du groupe (Tilly 1978 : 63-4). Selon ce principe, l'organisation d'un groupe accroît au fur et à mesure que sa *catness* (le niveau de précision utilisé pour définir la catégorie du groupe) et sa *netness* (l'ampleur des réseaux avec lesquels le groupe interagit) augmentent. Il importe ici, comme le fait Tilly, de bien

définir ce qui est entendu par organisation. Contrairement à ce que laissent sous-entendre ses écrits, il n'est pas nécessairement question du degré de bureaucratisation ou de professionnalisation, mais plutôt la qualité et précision de son objet. Plus problématique est la question de l'atteinte de buts.

Plus tard dans sa carrière, Tilly (1998a) adopta une vision très réaliste, mais aussi très cynique de l'obtention du succès. Il énuméra deux facteurs, deux sortes de mystification sur lesquelles dépend le succès d'un mouvement social. La première mystification comprend le camouflage de la contradiction qui existe entre le mérite de l'action, l'unité du groupe, le nombre de membres et de supporteurs et de l'engagement de ceux-ci. La deuxième mystification est la présentation du groupe et de l'objet de revendication comme solidaire, doté d'une longue histoire et une existence cohérente à l'extérieur de ses revendications. Ces deux 'mythes' contredisent le fondement même des revendications de plusieurs mouvements sociaux et de leur structuration. Elles sous-entendent que les revendications sont des constructions romantiques de conditions plus ou moins réelles qui sont plus ou moins dignes d'intervention. Elles sous-entendent aussi que l'existence de mouvements sociaux est d'une précarité extrême. Mais ces mythes s'intéressent aussi à la construction symbolique qui entoure les revendications et la structuration du groupe qui dépasse parfois la réalité de ces deux. Ils encouragent les acteurs/membres à croire que leurs contributions porteront fruit tout comme ils avertissent les autorités, les objets de revendications et les adversaires, de prendre le groupe au sérieux (Tilly 1998a : 468). La théorie des nouveaux mouvements sociaux, comme nous allons maintenant le voir, est plus préoccupée avec l'évaluation du mouvement.

Les fins et l'évaluation selon la théorie des nouveaux mouvements sociaux

Le paradoxe de Touraine : l'évaluation finale comme émergence du mouvement

Comme nous l'avons vu au chapitre 4, le rôle du chercheur dans l'émergence d'un mouvement social est, selon Touraine, très important. La théorie laisse peu de place pour l'émergence d'un mouvement social sans l'intervention de celui-ci. Même s'il ne supplante pas l'acteur, le chercheur dans la sociologie d'action occupe plusieurs rôles importants. Ils sont : de rompre l'ancienne soumission des faits sociaux à un ordre méta-social et en particulier à des faits économiques et à des 'lois' d'évolution; lutter contre la réduction de l'historicité libérée à un pouvoir absolu de l'État; préparer la contre-offensive populaire qui (en s'éloignant des utopies communautaires) doit reconquérir l'ensemble du système d'action pour y faire triompher le conflit social et l'innovation culturelle (Touraine 1978 : 176). Ces enjeux, très ambitieux d'ailleurs, sont réglés par l'intervention sociologique : le siège de la transformation du groupe en mouvement sous l'auspice du chercheur.

L'évaluation du groupe est guidée par quatre principes de recherche. Le premier consiste à entrer en relation avec le mouvement social lui-même. Au lieu de se limiter à l'étude des actes et des pensées du groupe, ce principe force le chercheur de «...croiser notre regard avec celui du mouvement social lui-même» (Touraine 1978 : 184). Les fins préconisées par le groupe/mouvement jouent donc aucun rôle dans l'analyse de Touraine. Le deuxième principe propose d'aller au-delà d'un discours idéologique et de saisir le groupe dans son rôle militant. Ce principe pousse le chercheur à travers la propagande du groupe afin de retrouver la réflexion sur le groupe lui-même. Le troisième principe nous dit que les chercheurs sont seuls à être capables d'intégrer les enjeux, la totalité, au

mouvement. Cette unique capacité des chercheurs découle de son indépendance aux acteurs et aux adversaires et de la capacité du chercheur d'examiner et de comparer l'identité et la totalité du groupe. C'est justement cette position et ce regard qui place le chercheur dans une position d'extrême influence sur le groupe, en autres mots, le chercheur est «...celui surtout qui cherche à faire apparaître le mouvement social dans la lutte, donc à dégager l'enjeu social et culturel du conflit» (Touraine 1978 : 187). Le quatrième principe, déjà vu dans le quatrième chapitre, est la capacité de voir le groupe agir soit comme manifestation d'une lutte ou comme mouvement social.

Le chercheur qui pratique la sociologie de l'action dépasse donc le simple rôle d'observation et de facilitation de l'auto-analyse. L'intervention sociologique auprès des militants a pour but d'élever leurs capacités d'action historique, c'est-à-dire la force et le niveau de leurs luttes (Touraine 1978 : 188). Le chercheur tente de modifier le groupe afin de maximiser son impact historique et faciliter sa transformation et élargissement en mouvement social ou de faciliter son intégration au mouvement social de l'époque. De là, le paradoxe qui marque la théorie de Touraine.

Dans ce sens, l'étude du mouvement est ce qui crée le mouvement. En fait, le mouvement social n'est qu'un groupe potentiellement mouvement avant l'intervention d'un chercheur qui le guide afin de l'élever au statut de mouvement. Sauf dans le cas où le chercheur tenterait d'élever le groupe et le rejoindre avec le mouvement de l'époque. Mais, encore là, la détermination du mouvement de l'époque est problématique. Une telle circularité est difficile à maintenir avec une rigueur scientifique adéquate, surtout quand elle est influencée par les penchants téléologiques caractéristiques de cette théorie. Il existe

aussi, malgré les affirmations contraires, une relation de pouvoir inégale entre le chercheur et le groupe étudié, surtout quand le but explicite de l'intervention est la conversion (Rootes 1990 : 11).

Fondamentalement, nous devons questionner le principe suivant de la sociologie de l'action : «...(the) central assumption that the intellectual can claim privileged insight into the right way to organize society into the 'correct' modes of action» (Hannigan 1985, citant Eyerman 1984). Passons à d'autres études des fins de mouvements et de l'évaluation du mouvement.

Au-delà de la métaphysique de l'acteur

Pour la théorie NMS, et pour Melucci en particulier, le mouvement social n'est pas vu comme une entité empirique indépendante menée par des pouvoirs métaphysiques. La dynamique de l'action collective n'est pas un problème de classe au sens classique du terme, mais un problème d'objets/conflits symboliques qui affectent la génération d'information et de signification (Melucci 1989). Elle est un système mouvant et fluide de définitions et de significations.

Cette vision débute par une conception différente de ce qu'est un mouvement social et comment il est construit. Selon Melucci: «(i)ndividuals acting collectively *construct* their action by defining in cognitive terms...possibilities and limits, while at the same time interacting with others in order to 'organize' their common behaviour» (Melucci 1989 : 25-26). L'action collective, et les mouvements sociaux contemporains qui la représentent, ne peuvent donc pas être traités comme un phénomène unitaire et empirique.

«The essentialist and teleological idea of social movements as unified subjects acting on the stage of history, oriented towards luminous destinies or pledged to an inevitable

collapse, is the last expression of a philosophy of history and metaphysical assumption (Melucci 1995a : 110).

Selon cette conception des choses, les mouvements sociaux contemporains ne sont pas des entités unies. Ils ne peuvent pas être représentés comme des êtres, des sujets dotés de raison et de logique, qui agissent dans des scénarios où la fin est déterminée au préalable (Melucci 1989 : 25). Touraine le voit ainsi, mais son approche est marquée par un penchant téléologique important.

Ce qui paraît être l'unité, est le résultat de plusieurs processus d'orientation et de construction de signification entreprise par les acteurs du mouvement. De plus, la majorité des théories de mouvements sociaux a tendance à attribuer un caractère homogène à l'action collective. Cette tendance résulte du sens commun et fait en sorte que la nature de l'action est prise pour acquis (Melucci 1995a : 110), ou est assignée un caractère métaphysique (Touraine 1978).

Comme Touraine, Melucci conçoit le mouvement social comme un «système d'action» qui connecte plusieurs orientations et significations. L'organisation d'un mouvement social contemporain est donc un point d'observation important. Ceci découle du fait que le mouvement fait partie d'un champ d'action qui opère dans un champ systémique de possibilité et de limites. «*The forms of contemporary movements...is the most direct expression of the message collective action announces to the society. The meaning of the action has to be found in the action itself more than in the pursued goals: movements are not qualified by what they do but what they are*» (Melucci 1985: 809). Donc, même si la structure d'organisation d'un mouvement sert de «ligne directe» entre l'orientation et les opportunités/limites systémiques, elle doit être utilisée comme un outil

analytique, et non comme une donnée empirique (Melucci 1985 : 793). Ce point est clé dans la théorie de Melucci. Melucci émet trois consignes pour l'étude de mouvements sociaux qui tiennent compte de la fluidité de ces derniers (Melucci 1992 : 49-50). Ils sont :

- Reconnaître que l'acteur comprend le sens de ses propres actions et ce, indépendamment des intentions des chercheurs.
- Reconnaître que la relation acteur/chercheur est elle-même sujette à l'observation, elle-même incluse dans le champ d'action du mouvement, et donc sujette à une négociation explicite mieux servie d'un contrat entre les deux parties.
- Reconnaître que toute intervention de recherche dans le champ d'action d'un acteur crée une situation artificielle qui doit être reconnue et contrôlée par une capacité de «méta-communication» touchant la relation chercheur/acteur.

Ces consignes permettent une prise de conscience plus réaliste quant à la nature de la dynamique entre chercheur et objet ou en ce cas acteur.

«Thus social research on collective action loses the illusion of being a reflection of the 'true' reality and begins to come closer to understanding its very nature. Namely that it is a self-reflecting process socially constructed within the limits of a ecosystem (Melucci 1992 : 50).

Cette prise de conscience permet au chercheur non seulement de tenir compte de la fluidité du fonctionnement des mouvements sociaux contemporains, mais d'apprécier la complexité théorique du concept même de 'mouvement'. Ces réalisations sont la première étape d'étude pour le chercheur qui inclut aussi une prise de conscience de son rôle dans le système d'action du mouvement. Ce dernier est facilité par l'établissement d'un contrat de recherche entre le groupe et le chercheur. Un contrat permet d'établir, dès le début de la relation d'analyse, les paramètres d'inclusion du chercheur et donc de réduire les

possibilités d'une intégration inaperçue et de réduire l'influence négative d'une telle intégration.

Conclusion

Quand l'ordre est injuste, le désordre est déjà un commencement de justice.

Romain Rolland – Extrait de Quatorze juillet

Notre but, tout au long de cette étude, était de déterminer la nature de la juxtaposition théorique capable d'analyser effectivement le mouvement altermondialiste. Pour ce faire, nous avons présenté les caractéristiques générales du mouvement dans quatre domaines : le contexte, l'émergence, l'organisation et les fins préconisées et l'évaluation du mouvement. Chaque théorie fut examinée en fonction de ces quatre critères d'évaluation. La question demeure toujours : comment juxtaposer les deux théories de façon à étudier l'altermondialisation?

Au niveau du contexte de l'altermondialisation, celui de notre époque, la théorie MR le traite à deux niveaux. Avec la théorie des cadres, l'emphasis est sur le microsociologique même si l'existence de cadres renvoie à un niveau social plus large. La théorie des occasions politiques, qui considère le rôle des modalités conjoncturelles sur le contexte social et le développement du mouvement, adopte un regard plus macrosociologique. Toutefois, celui-ci est configuré plus pour l'analyse nationale que transnationale ou internationale et se limite surtout au domaine politique. La théorie NMS adopte une perspective encore plus macro-sociologique que la théorie des occasions politiques en ce domaine. La théorie NMS est largement fondée sur notre période de

transformations historiques et pour cette raison est plus théoriquement ouverte à la complexité inhérente de l'époque actuelle transnationale. Donc en ce qui concerne l'étude du contexte de l'altermondialisation, la théorie MR adopte une optique tournée vers l'intérieur, qui cherche à trouver comment le mouvement ou le groupe est influencé par son contexte (plutôt local ou national). Tandis que la théorie NMS cherche à comprendre le contexte du mouvement afin de comprendre l'existence même de l'action collective. Donc le choix d'adopter une des théories dépend de l'orientation prônée par le chercheur. Si celui-ci désire mettre l'emphasis sur le mouvement comme une entité structurelle, l'école MR serait l'approche à choisir. Mais s'il désire favoriser le mouvement social comme partie intégrante de la société dans lequel il se trouve, le traitement du contexte fait par la théorie NMS serait de rigueur. Les deux perspectives se complimentent très bien en ce sens, mais la théorie NMS fournira une analyse plus riche des systèmes de l'époque actuelle et la façon qu'ils influencent le mouvement altermondialiste.

Nous avons accordé une partie importante de cette étude à l'émergence du mouvement altermondialiste et des mouvements sociaux en général. Ceci découle, en large partie, du fait que la théorie MR y dévoue un regard si important. L'émergence des mouvements sociaux est le lieu principal de l'étude de la mobilisation des ressources, dans toutes ses variations théoriques. Nous avons vu que l'approche économique de la théorie MR attribue à l'acteur une rationalité qui oriente sa participation à l'action collective. Cette approche est toutefois trop orientée vers l'étude de mouvements professionnels et bureaucratiques comme les mouvements sociaux des années 60. Elle est donc mal adaptée à l'étude de l'altermondialisation. Il en est de même pour les approches d'Oberschall et de

Tilly. Leur emphase sur l'organisation et l'institutionnalisation inéluctable des mouvements sociaux est clairement insuffisante pour l'altermondialisation. Le modèle des occasions politiques, malgré sa prépondérance politique, est particulièrement saillant. Il touche à la fois les composantes microsociologiques, avec une utilisation perspicace de l'identité individuelle et collective, et macrosociologique, avec l'étude de répertoire d'action et de cycle de contention, de l'action collective. D'autant plus, l'approche cognitive nous est très utile avec son opérationnalisation de l'identité et son insertion efficace dans la dynamique de l'action collective. Pour la théorie NMS, l'émergence des mouvements sociaux, comme l'altermondialisation, démontre le lien important qui existe avec l'étude du contexte. Le mouvement social est perçu comme une réponse à notre époque et ses processus, surtout les plus négatifs. La plus grande contribution de cette théorie est son analyse du rôle de l'identité, et plus particulièrement l'identité collective. Cette considération théorique ouvre la porte à une analyse de la fluidité extrême, non seulement de l'identité collective, mais du mouvement même. Même malgré l'importance du rôle des significations et définitions dans la dynamique de l'émergence de l'action collective, ces théories sont plus difficilement vérifiables et utilisables dans le contexte d'étude de groupes qui composent l'altermondialisation, par exemple le concept de la planète interne de Melucci. Elle serait mieux adaptée à l'étude de l'émergence des sentiments anti-capitaliste derrière le mouvement altermondialiste en gros, et ce à un niveau macro-sociologique transnational. L'approche plus matérielle et structurelle de la théorie MR, qui, il faut le noter, assigne un rôle mieux défini et plus facilement opérationnalisable à l'identité collective, est plus pratique pour l'étude des groupes qui

composent l'altermondialisation. Et avec un nombre suffisant de telles études (comme celle d'Ancelevici 2002 et de Smith 1995), des tendances générales applicables au large du mouvement seraient possibles. De là, notre croyance que la théorie MR, et en particulier sa variante des occasions politiques et de l'approche cognitive, serait l'outil à choisir pour l'étude de l'émergence de l'altermondialisation.

L'organisation est un aspect essentiel de l'analyse du mouvement altermondialiste. Toutefois, la théorie MR semble être en désaccord avec cet énoncé. Nous basons cette observation sur le manque faramineux de théorisation au sujet de l'organisation d'un mouvement social dépassé son émergence. Cette carence découle sûrement du manque d'études auprès de groupes altermondialistes sur lesquels fonder des principes théoriques généraux. L'opposé est vrai pour la théorie NMS. Une partie considérable de son œuvre, surtout en ce qui concerne les théories de Melucci, est dédiée à l'organisation des mouvements sociaux contemporains comme l'altermondialisation. Ce corpus tourne autour du réseau. Le réseau occupe une place importante dans la théorie NMS tant au niveau structurel qu'au niveau identitaire. Cette théorie reconnaît très précisément l'importance que joue la structure en réseau dans les mouvements sociaux contemporains. De plus, elle fournit une perspective différente quant à l'utilisation de cette structure. Au lieu de la percevoir comme une simple orientation structurelle, la théorie NMS la traite comme une fin en elle-même, comme une manifestation constante de l'idéologie alternative du mouvement social. Elle est donc essentielle à une meilleure compréhension de l'organisation du mouvement altermondialiste et de la relation qui existe entre ses groupes composants.

Le dernier critère d'évaluation de notre étude est l'étude des fins du mouvement et de l'évaluation du mouvement. Pour la théorie MR, cette étude est alourdie par un manque de définition claire de ce que constitue le succès. Le succès dépend largement du groupe en question et varie grandement entre groupes. Ce manque de clarté explique pourquoi les seules théories à aborder le succès et l'évaluation d'un mouvement, la théorie des occasions politiques et l'approche cognitive, le font de l'extérieur. Ces variantes théoriques traitent le succès comme une fonction du contexte du mouvement et des influences exercées sur celui-ci par son environnement conjoncturel. La théorie NMS adopte une approche complètement différente. Les théories de Touraine, et le paradoxe exposé là dedans, tire un lien direct entre l'évaluation d'un groupe (potentiellement mouvement) et l'émergence d'un groupe mouvement. Les deux existent dans le même moment, seulement si les efforts du chercheur et du groupe connaissent une 'analyse' réussie. Plus utile est l'évaluation du mouvement en terme de système d'action, et non comme personnage unitaire à caractère monolithique. Il est très difficile de trancher sur ce critère. Les deux théories y connaissent des difficultés importantes. La théorie MR se voit en difficulté d'évaluer le mouvement altermondialiste sans une approche plus orientée sur les processus de définitions variantes des groupes. En dépit de ceci, l'approche est forcée d'adopter une analyse de cas par cas. De même pour la théorie NMS. La sociologie d'action de Touraine connaît des lacunes importantes et incontournables. Mais la conception du mouvement comme système d'action, préconisé par les deux grands auteurs de cette école, Melucci et Touraine, permet d'éviter des généralisations trop englobantes. Par contre, ils font peu pour établir des méthodes d'étude claires. Leur lacune principale

est l'absence d'un nombre acceptable d'études sur le terrain auprès des groupes altermondialistes.

C'est en acceptant, comme nous l'avons fait, le dynamisme du mouvement, sa multiplicité et la fluidité de son image, de sa définition et de sa structure, que nous pouvons constater pourquoi une approche théorique éclectique est si importante dans l'analyse du mouvement altermondialiste.

Les deux conceptions de la théorie de la mobilisation des ressources et de la théorie des nouveaux mouvements sociaux peuvent, et doivent coexister. Cette relation découle du fait que *le* mouvement n'est pas nécessairement monolithique, tout comme *les* groupes qui le composent ne sont pas nécessairement disparates. Le va-et-vient organisationnel, identitaire et pratique entre les deux crée un mouvement; un mouvement dynamique, de tensions et de négociations, mais un mouvement tout de même. Il s'agit d'une construction identitaire et organisationnelle reconnue autant par ses membres, que par ses adversaires et par les masses non impliquées ou indifférentes.

Bibliographie

Toutes citations en début de chapitre proviennent du site web www.citationdumonde.com

- ANCELOVICI, Marcos (2002), *Organizing Against Globalization : The Case of ATTAC in France*, à paraître dans *Politics & Society* Septembre 2002, <http://sociology.berkeley.edu/faculty/evans/#courses>
- AYERS, Jeffrey M. (2001), «Transnational Political Processes and Contention Against the Global Economy», dans *Mobilization : An International Journal*, vol. 6, no. 1, p. 55-68
- BARLOW, Maude et Tony CLARKE (2001), *Global Showdown : How the New Activists Are Fighting Global Corporate Rule*, Stoddart, Toronto, 238pp.
- BATLIWALA, Srilatha (2002), «Grassroots Movements or Transnational Actors : Implications for Global Civil Society», dans *Voluntas : International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, vol. 13, no. 4, décembre, p. 393-409
- BECK, Ulrich (1997a), *The Reinvention of Politics : Rethinking Modernity in the Global Social Order*, Polity Press, s.l., 206pp.
- BECK, Ulrich (1997b), *What is Globalization?*, Polity Press, Cambridge, 180pp.
- BELLO, Walden (2000), *From Seattle to Seoul : The Struggles for a Deglobalized World*, papier présenté au AESM 2000 People's Forum lors de la conférence People's Action and Solidarity – Challenging Globalization, Seoul, Corée du Sud, 17-21 octobre, <http://www.tni.org/archives/bello/struggles.htm>
- BELLO, Walden (2003a), *The Crisis of the Globalist Project and the New Economics of George Bush*, papier présenté au The McPlanet Conference, Berlin, 27 juin 2002, <http://www.tni.org/archives/bello/globalistproject.htm>,
- BELLO, Walden (2003b), *There is Life After Cancun*, Bangkok Post, 21 septembre 2003, <http://www.tni.org/archives/bello/cancun2.htm>
- BENFORD, D. et D. SNOW (2000), «Framing Process and Social Movements : An Overview and Assessment», dans *Annual Review of Sociology*, vol. 26, p. 611-639
- BENJAMIN, Medea (2000), «The Debate Over Tactics», dans *Globalize This! The Battle Against the World Trade Organization and Corporate Rule*, DANAHER, K. et R. BURCACH (éds.), Common Courage Press, Monroe, p. 67-72

- BERTINOTTI, Fausto (2002), «Reinventing Left Politics : Towards a Socialist Program for the Second Globalization», dans *Transnational Alternatives*, pilot issue, no. 0, novembre, p. 17-23, <http://www.tni.org/alternativ/alternativ.htm>
- BORNSCHIER, Volker (1999), «The Civilization Project and Its Discontents : Towards a Viable Global Market Society?», dans *Journal of World-System Research*, vol. 5, no. 2, p. 165-185, <http://www.csf.colorado.edu/jwsr>
- BRUNELLE, Dorval (2001), «Vers une zone de libre-échange des Amériques : De l'Alaska à la Terre de feu, le tout-commerce à l'œuvre», dans *Le monde diplomatique*, avril, p. 6-7, <http://www.mondediplomatique.Fr/2001/04/BRUNELLE/15055.htm>
- BRUNO, Kenny (2001), *After Genoa, Peaceful Protests Must Continue*, Independent Media Center, posté le 25 juillet, http://www.indymedia.org/front.php3?article_id=55227
- BUECHLER, Steven M. (1993), «Beyond Resource Mobilization : Emerging Trends in Social Movement Theory», dans *The Sociological Quarterly*, vol. 34, no. 2, p. 217-235
- BUECHLER, Steven M. (1995), «New Social Movement Theories», dans *The Sociological Quarterly*, vol. 36, no. 3, p. 441-464
- BUECHLER, Steven M. (2000), *Social Movements in Advanced Capitalism: The Political Economy and Cultural Construction of Social Activism*, Oxford University Press, New York, 240pp.
- BUNGE, Mario, (1999) *The Sociology-Philosophy Connection*, Transaction Publishers, chap. 10
- CALLINICOS, Alex (2003), «The Anti-Capitalist Movement After Genoa and New York», dans *Imperialist Empire : Globalization and Resistance in the 21st Century World Order*, ARONOWITZ, S. et H. GAUTNEY (éds.), Basic Books, New York, p. 133-150
- CASTELLS, Manuel (1996), *La société en réseau*, Fayard, Paris, 671pp.
- CAVANAGH, John (2003), *A Turning Point for World Trade?*, The Baltimore Sun, 18 septembre 2003, <http://www.tni.org/archives/cavanagh/truning.htm>
- CHAZEL, François (1975), «La mobilisation politique : Problèmes et dimensions», dans *La revue française de science politique*, vol. 25, no. 3, p. 502-516
- CHAZEL, François (1993), «La place du politique dans la mobilisation contestataire : Une découverte progressive», dans *Action collective et mouvements sociaux*, CHAZEL, F. (éd.), PUF, Paris, p. 145-161

- CHAZEL, François (1997), «Les ajustements cognitifs dans les mobilisations collectives : Questions ouvertes et hypothèses», dans *Cognition et sciences sociales*, BOUDON, R., BOUVIER, A. et F. CHAZEL (éds.), PUF, Paris, p. 193-206
- COCKBURN, Alexander et Jeffrey ST.CLAIR (2000), *Five Days That Shook the World : Seattle and Beyond*, Verso, London
- COHEN, Jean L. (1982), «Between Crisis Management and Social Movements : The Place on Institutional Reforms», dans *Telos*, no. 52, été, p. 21-40
- COHEN, Jean L. (1985), «Strategy or Identity : New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements», dans *Social Research*, vol. 52, no. 4, p. 663-716
- COSER, Louis (1965), *The Function of Social Conflict*, The Free Press, New York, 188pp.
- DANAHER, Kevin et Roger BURBACH (2000), «Introduction : Making History», dans *Globalize This! The Battle Against the World Trade Organization and Corporate Rule*, op. cit., p. 7-11
- DAVIS, James (2002), «This is What Bureaucracy Looks Like : NGOs and Anti-Capitalism», dans *The Battle of Seattle : The New Challenge to Capitalist Globalization*, YUEN, E., ROSE, D.B., et G. KATSIAFICAS (éds.), Soft Skull Press, New York, p. 175-182
- DRAINVILLE, André C. (1998), «The Fetishism of Global Civil Society : Global Governance, Transnational Urbanism and Sustainable Capitalism in the World Economy», dans *Transnationalism from Below*, SMITH, M.P. et L.E. GUARNIZO (éds.), Transnational Publishers, New Brunswick, p. 35-63
- DUBET, François (1993), «Les nouveaux mouvements sociaux», dans *Action collective et mouvements sociaux*, op. cit., p. 61-69
- EDER, Klaus (1982), «A New Social Movement», dans *Telos*, vol. 52, été, p. 5-20
- EDER, Klaus (1985), «The 'New Social Movements' : Moral Crusades, Political Pressure Groups, or Social Movements», dans *Social Research*, vol. 52, no. 4, p. 869-890
- EDER, Klaus (1991), *The New Politics of Class : Social Movements and Cultural Dynamics in Advanced Societies*, Sage Publications, London, 223pp.
- EL-AMINE, Bilal (2001), *Rattling the System from Seattle to Quebec*, Independent Media Center, posté le 14 juin, http://www.indymedia.org/print.php3?article_id=46806
- FARRO, Antimo L. (2000), *Les mouvements sociaux : Diversité, action collective et globalisation*, Les presses de l'Université de Montréal, s.l., 260pp.

- FERREE, Myra Marx (1992), «The Political Contexts of Rationality : Rational Choice Theory and Resource Mobilization», dans *Frontiers in Social Movement Theory*, MORRIS, A.D. et C. McCLURG MUELLER (éds.), Yale University Press, New Haven, p. 29-52
- FERREE, Myra Marx, *et al.* (2002), «Abortion Talk in Germany and the United States : Why Rights Explanations Are Wrong», dans *Contexts*, vol. 1, no. 2, été, p. 27-33
- FERRE, Myra Marx et Frederich D. MILLER (1985), «Mobilization and Meaning : Toward an Integration of Social Psychological and Resource Perspectives on Social Movements», dans *Sociological Inquiry*, vol. 55, p. 38-51
- FIREMAN, Bruce et William A. GAMSON (1979), «Utilitarian Logic in the Resource Mobilization Perspective», dans *The Dynamics of Social Change*, ZALD, M. et J.D. MCCARTHY (éds.), Winthrop Publishers, Cambridge (Mass.), p. 8-44
- FISHER, Julie (2000), «Les militants du nouveau millénaire», dans *Le courrier de l'UNESCO*, septembre, p. 17-18
- FOUGIER, Eddy (2000), «Comment la mondialisation remodèle la politique», dans *Sociétal*, no. 30, 4^e trimestre, p. 8-11
- FRIEDMAN, Debra et Gary McADAM (1992), «Collective Identity and Activism : Network Choices and the Life of a Social Movement», dans *Frontiers of Social Movement Theory*, *op. cit.*, p. 156-173
- GAMSON, William A. (1992), «The Social Psychology of Collective Action», dans *Frontiers of Social Movement Research*, *op. cit.*, p. 53-76
- GAMSON, William A., FIREMAN, Bruce et Steven RYTINA (1982), *Encounters with Unjust Authority*, The Dorsey Press, Homewood, 171pp.
- GARNER, Roberta et Mayer N. ZALD (1985), «The Political Economy of Social Movement Sectors», dans *The Challenge of Social Movement Control : Citizenship and Institution Building in Modern Society*, SUTTLES, G. et M.N. ZALD (éds.), Abbex Publishing, Norwood, p. 119-145
- GEORGE, Susanne (1999), *L'accord multilatéral sur les investissements (AMI) et ses clones*, contribution au colloque «Mondialisation, institutions, citoyenneté», Bruxelles, 29-30 avril, <http://www.tni.org/george/wto/dimitri.htm>
- GEORGE, Susanne (2000), «Seattle, le tournant : Comment l'OMC fut mise en échec», dans *Le monde diplomatique*, janvier, <http://www.mondediplomatique.fr/2000/01/GEORGE/13351.html>

- GEORGE, Susanne (2001), *The Global Citizen's Movement : A New Actor for a New Politics*, papier présenté à la conférence 'Reshaping Globalization : Multilateral Dialogues and New Policy', 30 septembre, <http://www.tni.org/geroge/talks/budapest.htm>
- GIDDENS, Anthony (1994), *Les conséquences de la modernité*, Éditions L'Harmattan, Paris, 192pp.
- GILLS, Barry K. (2000), «Introduction : Globalization and the Politics of Resistance» dans *Globalization and the Politics of Resistance*, GILLS, B.K. (éd.), Palgrave, s.l., p. 3-11
- GIUGNI, M. (1998), «Was It Worth the Effort? The Outcomes and Consequences of Social Movements», dans *Annual Review of Sociology*, vol. 24, p. 371-393
- GRAEBER, David (2003), «The Globalization Movement and the New Left», dans *Implicating Empire : Globalization and Resistance in the 21st Century World Order*, op. cit., p. 325-338
- GUIDRY, John A., KENNEDY, Michael et Mayer N. ZALD (2000), «Globalization and Social Movements», dans *Globalization and Social Movements : Cultural Power and The Transnational Public Sphere*, GUIDRY, J.A., KENNEDY, M. et M.N. ZALD (éds.), University of Michigan Press, Ann Arbor, p. 1-32
- GURR, Ted (1970), *Why Men Rebel*, Princeton University Press, Princeton, 421pp.
- GUSFIELD, Joseph R. (1994), «The Reflexivity of Social Movements : Collective Behavior and Mass Society Theory Revisited», dans *New Social Movements : From Ideology to Identity*, LARANA, E., JOHNSTON, H., et J.R. GUSFIELD (éds.), Temple University Press, Philadelphia, p. 58-78
- HABERMAS, Jürgen (1981), «New Social Movements», dans *Telos*, vol. 49, p. 33-37
- HALIMI, George (2001), «Éternelle récupération de la contestation», dans *Le monde diplomatique*, avril, <http://www.mondediplomatique.fr/2001/04/HALIMI/15040.html>
- HANNIGAN, John A. (1985), «Alain Tourraine, Manuel Castells and Social Movement Theory : A Critical Appraisal», dans *The Sociological Quarterly*, vol. 26, no. 4, p. 435-454
- HAWKEN, Paul (2000), «Skeleton Woman Visits Seattle», dans *Globalize This!*, op. cit., p. 14-34
- HERNANDEZ NAVARRO, Luis (2000), «The Revolt of the Globalized», dans *Globalize This!*, op. cit., p. 41-43

- HOPKINS, A.G.(éd.)(2002), *Globalization in World History*, WW Norton&Company, s.l., 265pp.
- HOUTART (2003), «Forces et faiblesses de l'altermondialisation», dans *Le monde diplomatique*, novembre 2003, <http://www.mondediplomatique.fr/2003/11/HOUTART/10661>
- JENKINS, J.C. (1983), «Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements», dans *Annual Review of Sociology*, vol. 9, p. 527-553
- JOHNSTON, Hank, LARANA, Enrique et Joseph R. GUSFIELD (1994), «Identities, Grievances and New Social Movements», dans *New Social Movements : From Ideology to Identity*, op. cit., p. 3-35
- JORDAN, Tim (2002), *Activism! Direct Action, Hacktivism and the Future of Society*, Reaktion Books, London, 164pp.
- KATSIAFICAS, George (2001), «Seattle Was Not the Beginning», dans *The Battle of Seattle : The New Challenge to Capitalist Globalization*, op. cit., p. 29-35
- KECK, Margaret et Kathryn SIKKINK (1998), «Les réseaux de militants dans la politique internationale et régionale», dans *Revue internationale des sciences sociales*, no. 159, 5, p. 97-110
- KIELY, Ray (2001), *Global Social Movements After Seattle : The Politics of Anti-Capitalist Protest*, papier présenté à la conférence 'Networks and Transformations – First International Conference of the Global Studies Association', Manchester Metropolitan University, [http://www.mmu.ac.uk/gsa/conference1papers/ Global%20Social%20 Movements %20after%20Seattle3.doc](http://www.mmu.ac.uk/gsa/conference1papers/Global%20Social%20Movements%20after%20Seattle3.doc)
- KING, Anthony (éd.)(2002), *Culture, Globalization and the World-System: Contemporary Conditions for the Representation of Identity*, University of Minnesota Press, 224pp.
- KITSCHOLT, Herbert (1991), «Resource Mobilization : A Critique», dans *Research on Social Movements : The State of the Art in Western Europe and the USA*, RUCHT, D. (éd.), Campus Verlag, Frankfurt, p. 323-347
- KLANDERMANS, Bert (1984), «Mobilization and Participation : Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory», dans *American Sociological Review*, vol. 49, octobre, p. 583-600
- KLANDERMANS, Bert (1986), «New Social Movements and Resource Mobilization : The European and the American Approach», dans *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vo. 4, no. 2, p. 13-37

- KLANDERMANS, Bert (1991), «New Social Movements and Resource Mobilization: The European and American Approach Revisited», dans *Research on Social Movements: The State of the Art in Western Europe and the USA*, op. cit., p. 17-44
- KLANDERMANS, Bert (1992), «The Social Construction of Protest and Multiorganizational Fields», dans *Frontiers in Social Movement Theory*, op. cit., p. 77-103
- KLANDERMANS, Bert et Marga de WEERD (2000), «Group Identification and Political Protest», dans *Self, Identity and Social Movements*, STRYKER, S., OWENS, T. et R.W. WHITE (éds.), University of Minnesota Press, Minneapolis, p. 68-90
- KLANDERMANS, Bert et Sidney TARROW (1988), «Mobilization Into Social Movements : Synthesizing European and American Approaches», dans *International Social Movement Research : A Research Manual – Volume 1 From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, JAI Press Inc, Greenwich, p. 1-38
- KLEIN, Naomi (2000), *The New Statesman Essay – Does Protest Need a Vision?*, <http://www.pcworks.demon.co.uk/magazine/documents/zzstatesman.htm>
- KLEIN, Naomi (2002), «What is This Movement / Introduction», dans *The Global Activist Manual : Local Ways to Change the World*, PROKOSCH, M. et L. RAYMOND (éds.), Thunder's Mouth Press / Nation Books, New York, p. 1-9
- LAÏDI, Zaki (2000), «La mondialisation comme phénoménologie du monde», dans *Projet*, no. 262, p. 41-48
- LAPEYRONNIE, Didier (1988), «Mouvements sociaux et action politique : Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources?», dans *Revue française sociologique*, vol. 29, p. 593-619
- LEMIRE, Marc (2000), «Mouvement social et mondialisation économique : De l'AMI au Cycle millénaire de l'OMC», dans *Politique et sociétés*, vol. 14, no. 1, p. 49-78
- LENT, Adam (1999), «Internal Division and New Political Movements», dans *Storming the Millennium : The New Politics of Change*, JORDAN, T. et A. LENT (éds.), Lawrence & Wirhart, London, p. 172-194
- LEVI, Margaret et David OLSON (2000), «The Battles in Seattle», dans *Politics & Society*, vol. 28, no. 3, p. 309-329
- LUKE, Timothy W. (1994), «Ecological Politics and Local Struggles : Earth First! as an Environmental Resistance Movement», dans *Current Perspectives in Social Theory*, vol. 14, p. 241-267

- MAHEU, Louis (1995), «Introduction», dans *Social Movements and Social Classes : The Future of Collective Action*, MAHEU, L. (éd.), Sage Studies in International Sociology, 46, sponsored by the International Sociology Association, s.l., p. 1-17
- MAHLER, Sarah J. (1998), «Theoretical and Empirical Contributions Towards a Research Agenda for Transnationalism», dans *Transnationalism from Below*, op. cit., p. 64-100
- MANDER, Jerry (2001), «Introduction : Face à la marée montante», dans *Le procès de la mondialisation*, GOLDSMITH, E. et J. MANDER (éds.), Fayard, Paris, p. 29-48
- MAYER, Margit et Roland ROTH (1995), «New Social Movements and the Transformation to Post-Fordist Society», dans *Cultural Politics and Social Movements*, DARNOVSKY, M., EPSTEIN, B. et R. FLACK (éds.), Temple University Press, Philadelphia, p. 299-319
- McADAM, Doug (1983), «Tactical Innovation and the Pace of Insurgency», dans *American Sociological Review*, vol. 48, décembre, p. 735-754
- McADAM, Doug (1988), «Micromobilization Contexts and Recruitment to Activism», dans *International Social Movement Research Vol.1 – From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, op. cit., p. 125-154
- McADAM, Doug, McCARTHY, John D. et Mayer N. ZALD (1988), «Social Movements», dans *Handbook of Sociology*, SMELSER, N.J. (éd.), Sage Publications, Newbery Park, p. 695-737
- McADAM, Doug, TARROW, Sidney et Charles TILLY (2001), *Dynamics of Social Contention*, Cambridge University Press, Cambridge, 382pp.
- McCARTHY, John D. et Mayer N. ZALD (1977), «Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory», dans *American Journal of Sociology*, vol. 82, no. 6, p.1212-1241
- McDONALD, Kevin (2002), «From Solidarity to Fluidarity : Social Movements Beyond 'Collective Identity' – The Case of Globalization Conflicts», dans *Social Movement Studies*, vol. 1, no. 2, p. 109-128
- MELUCCI, Alberto (1980), «The New Social Movements : A Theoretical Approach», dans *Social Science Information*, vol. 19, no. 2, p. 199-226
- MELUCCI, Alberto (1984), «An End to Social Movements? Introductory Paper to the Sessions on 'New Movements and Change in Organizational Forms'», dans *Social Science Information*, vol. 23, no. 4/5, p. 819-835
- MELUCCI, Alberto (1985), «The Symbolic Challenge of Contemporary Movements», dans *Social Research*, vol. 52, no. 4, p. 789-816

- MELUCCI, Alberto (1988), «Getting Involved : Identity and Mobilization in Social Movements», dans *International Social Movement Research Vol. 1 – From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, op. cit., p. 329-348
- MELUCCI, Alberto (1989), *Nomads of the Present : Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*, KEANE, J. et P. MIER (éds.), Temple University Press, Philadelphia, 288pp.
- MELUCCI, Alberto (1992), «Liberation or Meaning? Social Movements, Culture and Democracy», dans *Development and Change*, vol. 23, no. 3, p. 43-77
- MELUCCI, Alberto (1994), «A Strange Kind of Newness : What's 'New' in New Social Movements?», dans *New Social Movements : From Ideology to Identity*, op. cit., p. 101-130
- MELUCCI, Alberto (1995a), «The New Social Movements Revisited : Reflections on a Sociological Misunderstanding» dans *Social Movements and Social Classes : The Future of Collective Action*, op. cit., p. 107-119
- MELUCCI, Alberto (1995b), «Individualisation et globalisation : Au-delà de la modernité?», dans *Penser le sujet : Autour d'Alain Touraine – Colloque de Cerisy*, DUBET, F. et M. WIEVIORKA (éds.), Fayard, s.l., p. 433-448
- MELUCCI, Alberto (1995c), «The Global Planet and the Internal Planet : New Frontiers for Collective Action and Individual Transformation», dans *Cultural Politics and Social Movements*, op. cit., p. 287-298
- MELUCCI, Alberto (1995d), «The Process of Collective Identity», dans *Social Movements and Culture*, JOHNSTON, H. et B. KLANDERMANS (éds.), University of Minnesota Press, Minneapolis, p. 41-63
- MELUCCI, Alberto (1996), *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*, Cambridge University Press, Cambridge, 441pp.
- MITTELMAN, James H. (2000), *The Globalization Syndrome: Transformation and Resistance*, Princeton University Press, Princeton, 286pp.
- NEDELMAN, B. (1984), «New Political Movements and Changes in Processes of Intermediation», dans *Social Science Information*, vol. 23, no. 6, p. 1029-1048
- NEIDHART, Friedhelm, et Dieter RUCHT (1991), «The Analysis of Social Movements: The State of the Art and Some Perspectives for Further Research», dans *Research on Social Movements: The State of the Art in Western Europe and the USA*, op. cit., p. 421-464

- OBERSCHALL, Anthony (1973), *Social Conflict and Social Movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 371pp.
- OFFE, Claus (1985), «New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics», dans *Social Research*, vol. 52, no. 4, p. 817-868
- OFFE, Claus (1990), «Reflections on the Institutional Self-Transformation of Movement Politics: A Tentative Stage Model», dans *Challenging the Political Order: New Social and Political Movements in Western Democracies*, DALTON, R.J. et M. KUECHLER (éds.), Oxford University Press, New York, p. 232-250
- OFFE, Claus (2000), «Civil Society and Social Order: Demarcating and Combining Market, State and Community», dans *Archives européennes de sociologie*, vol. 41, no. 1, p. 71-94
- OLIVER, Pamela E. et Daniel J. MYERS (1998), *Diffusion Models of Cycles of Protest as a Theory of Social Movements*, document présenté au congrès de l'Association internationale de sociologie, Montréal, juillet, s.p.
- OLSON, Mancur (1966), *Logique de l'action collective*, PUF, s.l., 199pp.
- PASSY, Florence et Mario GIUGNI (1999), *Social Networks and Individual Preferences : Explaining Differential Participation in Social Movements*, American Sociological Association's Section on Collective Behavior and Social Movements - Working Paper Series, vol. 2
- PETRELLA, Ricardo (1997), *Écueils de la mondialisation: Urgence d'un nouveau contrat social*, Éditions Fides, Montréal, 48pp.
- PICCOLOMINI, Michele (1996), «Sustainable Development, Collective Action, and New Social Movements», dans *Research in Social Movements, Conflicts, and Change* vol.19, DOBKOWSKI, M. et I. WALLIMAN (éds.), JAI Press, Greenwich, p. 183-208
- PRESDEE, Mike (2000), *Cultural Criminology and the Carnival of Crime*, Routledge, London, 182pp.
- PICHARDO, N. (1997), «New Social Movements: A Critical Review», dans *Annual Review of Sociology*, vol. 23, p. 411-430
- REEVELY, David (2002), «Kananaskis Tax Could Fund Protests», dans *The Ottawa Citizen*, 5 juin, p. C3
- ROOTES, C.A. (1990), «Theory of Social Movements: Theory for Social Movements?», dans *Philosophy and Social Action*, vol. 16, no. 4, p. 5-17

- RUBEN, Justin (2001), *The Fight for Everything: 20 Kick-Ass Organizers Talk About the Future of the Movement to Stop Corporate Globalization*, <http://pantheon.yale.edu/~jar67>
- RUCHT, Dieter (1990), «The Strategies and Action Repertoires of New Movements», dans *Challenging the Political Order: New Social and Political Movements in Western Democracies*, op. cit., p. 156-175
- RUCHT, Dieter (1991), «Sociological Theory as a Theory of Social Movements? A Critique of Alain Touraine», dans *Research on Social Movements: The State of the Art in Western Europe and the USA*, op. cit., p. 355-384
- RUGGIERO, Vincenzo (1998), «New Social Movements and the 'Centri Sociali' in Milan», dans *The Sociological Review*, vol. 48, no. 2, p. 167-185
- SCRS (Service canadien du renseignement de sécurité) (2000), «L'antimondialisation, un phénomène en pleine expansion», dans *Perspectives – Publication du Service canadien du renseignement de sécurité*, rapport 2000/08, http://www.csis-scrs.gc.ca/fra/miscdocs/200008_f.html
- SHEFNER, J. (1995), «Moving in the Wrong Direction in Social Movement Theory», dans *Theory and Society*, vol. 24, p. 595-612
- SMITH, Jackie (1995), «Transnational Political Processes and the Human Rights Movement», dans *Research in Social Movements, Conflict and Change Vol. 18*, KRIESBURG, L., DOBKOWSKI, M. et I. WALLIMANN (éds.), JAI Press, Greenwich, p. 185-219
- SMITH, Jackie (2001), «Globalizing Resistance: The Battle of Seattle and the Future of Social Movements», dans *Mobilization: An International Journal*, vol. 6, no. 1, p. 1-19
- SMITH, Michael Peter (1994), «Transnational Migration and the Globalization of Grassroots Politics», dans *Social Text*, vol. 39, été, p. 15-33
- SNOW, David A. et Robert S. BENFORD (1988), «Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization», dans *International Social Movement Research Vol. 1*, op. cit., p. 197-217
- SNOW, David A. et Robert S. BENFORD (1992), «Master Frames and Cycles of Protest», dans *Frontiers in Social Movement Theory*, op. cit., p. 133-155
- SNOW, David A. et Doug McADAM (2000), «Identity Work Processes in the Context of Social Movements: Clarifying the Identity / Movement Nexus», dans *Self, Identity and Social Movements*, op. cit., p. 41-67

- STARHAWK (2000), «How We Really Shut Down the WTO», dans *Globalize This!*, op. cit., p. 35-40
- STARR, Amory (2000), *Naming the Enemy: Anti-Corporate Movements Confront Globalization*, Zed Books, London, 268pp.
- STURGEON, Noël Aurora (1991), *Direct Theory and Political Action: the Political Theory of the US Nonviolent Direct Action Movement*, thèse de doctorat, University of California – Santa Cruz
- STURGEON, Noël Aurora (1995), «Theorizing Movements: Direct Action and Direct Theory», dans *Cultural Politics and Social Movements*, op. cit., p. 35-51
- SWANK, Eric (2000), «In Newspapers We Trust? Assessing the Credibility of News Sources That Cover Protest Campaigns», dans *Research in Social Movements, Conflicts and Change Vol. 22*, COY, P. (éd.), JAI Press, Stanford, p. 27-52
- SZTOMPKA, Piotr (1993), *The Sociology of Social Change*, Blackwell, Oxford, 398pp.
- TABB, William K. (2000), «After Seattle: Understanding the Politics of Globalization», dans *Monthly Preview*, mars, http://www.findarticles.com/cf_0/m1132/10_51/61207810/print.jhtml
- TARROW, Sidney (1988), «Old Movements in New Cycles of Protest: The Career of an Italian Religious Community», dans *International Social Movement Research Vol. 1*, op. cit., p. 281-304
- TARROW, Sidney (1992), «Mentalities, Political Cultures, and Collective Action Frames», dans *Frontiers in Social Movement Theory*, op. cit., p. 174-202
- TARROW, Sidney (1998), *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics* (2nd ed.), Cambridge University Press, Cambridge, 271pp.
- TARROW, Sidney (2001), «Transnational Politics: Contention and Institutions in International Politics», dans *Annual Review of Political Science*, vol. 4, p. 1-20
- TAYLOR, Vera et Nancy E. WHITTIER (1992), «Collective Identity in Social Movement Communications : Lesbian Feminist Mobilization», dans *Frontiers in Social Movement Theory*, op. cit., p. 104-129
- TILLY, Charles (1978), *From Mobilization to Revolution*, Addison-Wesley Publishing Company, Reading (Mass.), 349pp.
- TILLY, Charles (1998a), «Social Movements and (all sorts of) Other Political Interactions – Local, National, and International – Including Identities: Several Divagations form a

Common Path, Beginning with British Struggles over Catholic Emancipation, 1780-1829, and Ending in Contemporary Nationalism», dans *Theory and Society*, vol. 27, no. 4, p. 453-480

-TOURRAINE, Alain (1978), *La voix et le regard*, Éditions Seuil, Paris, 309pp.

-TOURRAINE, Alain (1984), «Les mouvements sociaux : Objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique?», dans *Revue française sociologique*, vol. 25, p. 3-19

-TOURRAINE, Alain, (1985), «An Introduction to the Study of Social Movements», dans *Social Research*, vol. 52, no. 4, p. 749-787

-USEEM, B. (1998), «Breakdown Theories of Collective Action», dans *Annual Review of Sociology*, vol. 24, p. 215-238

-WALLACH, Lori (2001), «Cinq ans d'OMC: Le bilan de Seattle dans son contexte», dans *Le procès de la mondialisation*, op. cit., p. 289-311

-WALLERSTEIN, Immanuel (2004), «La force croissante du Forum Social Mondial», dans *La Gauche*, 8 fév. 2004, s.p., http://www.lagauche.com/lagauche/article.php?id_article=813

-WATERMAN, Peter (2002), «The World Social Forum : And the Emancipation of Internationalism», dans *Transnational Alternatives*, pilot issue, no. 0, p. 39-48, <http://www.tni.org/alternativ/alternativ.htm>

-WELSH, Ian (2002), «Anti-Nuclear Movements: Failed Projects or Heralds of a Direct Action Milieu?», dans *Sociological Research Online*, <http://www.socresonline.org.uk/613/welsh.html>

-YOUNG, Daniel Dylan (2001), *Masking Up and the Black Bloc: A Pre-Seattle History*, Independent Media Center, posté le 8 février, http://www.indymedia.org/print.php3?article_id=22646, consulté le 06/08/02

-ZALD, Mayer N. (1992), «Looking Backward to Look Forward: Reflections on the Past and Future of the Resource Mobilization Research Program», dans *Frontiers of Social Movement Theory*, op. cit., p. 326-348